Année électorale en Amérique latine

Un mouvement continu

Dix élections présidentielles –depuis décembre 2005 en Bolivie– ont marqué une année électorale intense sur un continent qui ne cesse de nous surprendre. Si les urnes ont montré en 2006 la voie du changement, les trois derniers scrutins (novembre et décembre 2006) ont approfondi cette tendance. Au Nicaragua, la victoire de Daniel Ortega au premier tour, le 5 novembre dernier, marque le retour au gouvernement du Front sandiniste de libération nationale (FSLN). Le 26 novembre, en Equateur, Rafael Correa remportait le second tour et, le 3 décembre, au Venezuela, une majorité a confirmé Hugo Chávez et sa «révolution bolivarienne».

Victoire du néo-sandinisme

Dix-sept ans après sa défaite électorale de février 1990 contre Violeta Chamorro, le FSLN est revenu, depuis le 10 janvier 2007, au gouvernement. Avec plus de 38% des suffrages et une avance de neuf points sur le candidat néo-libéral Eduardo Montealegre, Ortega a obtenu sa victoire grâce à la division de la droite.

Le retour du FSLN signifie le dépassement des fantasmes du passé et des craintes d'un retour de la guerre. Mais il indique surtout la lassitude de la population face à seize ans d'application de recettes néo-libérales. Les trois gouvernements post-sandinistes ont instauré un modèle d'exclusion qui condamne aujourd'hui 70% de la population à la pauvreté.

Le «néo-sandinisme», de retour au gouvernement, défendra un «nouveau» projet, dénué de confrontation, conciliateur et «béni» par la hiérarchie catholique romaine. Il accepte les accords de libre-commerce déjà signés entre le Nicaragua et les USA et se déclare favorable à des négociations dans le cadre du FMI et de la Banque mondiale. Ceci tout en manifestant une amitié avec Cuba et le Venezuela et en appelant à combattre le «capitalisme sauvage».

Renationaliser le pétrole

Démentant les résultats des sondages, l'ancien ministre de l'économie Rafael Correa a été élu le 26 novembre dernier président de l'Equateur, par 57 % des voix et 13 points d'écarts avec le millionnaire Alvaro Noboa.

Sa victoire confirmée, Correa a annoncé l'axe clé de sa future politique: la révision des actuels contrats pétroliers, afin d'en augmenter la participation étatique.

«Sur cinq barils de pétrole vendus», déclara Correa, *«on nous en ramasse quatre et on ne nous en laisse qu'un»*. Ce qui constitue, à ses yeux, un véritable obstacle à toute politique de redistribution sociale. Le nouveau président se fixe pour objectif que le pays reçoive 80% des bénéfices engendrés par l'exportation de l'or noir.

Comme au Nicaragua, l'amitié et les accords géopolitiques avec Caracas et la problématique pétrolière se trouvent à l'avant-scène de la nouvelle étape vers laquelle s'achemine l'Equateur.

Intégration continentale

En décembre, au Venezuela, Hugo Chávez a vu son mandat reconduit pour six ans avec une différence de plus de 23 % avec Manuel Rosales, le principal candidat de l'opposition.

En apprenant sa victoire, il s'est exprimé du balcon de la résidence présidentielle de Miraflores en réitérant quelques-uns de ses concepts centraux: *«Voici que commence une ère nouvelle du projet de développement national bolivarien; l'idée-force fondamentale, stratégique, c'est d'approfondir la démocratie révolutionnaire»*.

Hugo Chávez a évoqué à maintes reprises le «Christ rédempteur» et les pères de l'indépendance latino-américaine, en demandant que *«nul ne craigne le socialisme, car notre socialisme est fondamentalement amour, humanité, solidarité, original, indigène, chrétien et bolivarien, etc.»*.

Le triomphe de Chávez est une mauvaise nouvelle pour les gouvernants nord-américains. Dans la conjoncture présente à l'échelle continentale, le président vénézuélien apparaît comme la voix la plus critique, dans sa confrontation rhétorique, avec l'administration Bush. Sa politique internationale suscite un profond malaise à Washington, puisqu'il plaide en faveur d'une diversification de ses relations mondiales, en appuyant une nouvelle logique d'intégration latino-américaine.

Le Venezuela, qui vient de rejoindre le MERCOSUR (Marché commun de l'Amérique du Sud), maintient d'excellentes relations avec Cuba, la Bolivie, le Brésil, l'Argentine et l'Uruguay et propose un saut qualitatif permettant la rencontre concrète des peuples et des gouvernements progressistes de la région.

2006 fut donc une année de changements et d'innovations en Amérique latine. Une nouvelle réalité géopolitique continentale apparaît avec la volonté de nombreux pays de se rapprocher entre eux et de s'éloigner de l'orbite de Washington. Avec des acteurs sociaux dynamiques, qui ne cessent de faire pression pour une meilleure participation démocratique et la justice sociale. ●

Sergio Ferrari
Collaboration E-CHANGER

JAB
1200 Genève 2

Cotmec, Commission Tiers Monde
de l'Eglise Catholique
16, bd du Pont-d'Arve, 1205 Genève.
tél. 022 708 00 78, fax 022 708 00 79
cotmec@worldcom.ch
www.cotmec.ch
CCP: 12-215551-1
Rédactrice responsable: Martyna Olivet
Imprimerie: Fornara, Ge
Maquette: Pascale Castella

Asile

Vous abonner!

La COTMEC a participé, avec d'autres, dont les Eglises, à la campagne de la votation du 24 septembre sur l'asile et les étrangers. Elle vous invite maintenant à vous abonner au bulletin romand « Vivre Ensemble » pour vous tenir au courant de l'évolution de la situation dans ce domaine. L'information est en effet essentielle pour poursuivre une lutte loin d'être terminée, malgré le verdict du peuple. ●

Michel Bavarel

Pour recevoir la prochaine parution de «Vivre Ensemble», téléphoner au 022 320 60 94 ou envoyer un message à vivre.ensemble@asile.ch
Prix : 20 francs pour 5 numéros par année

Publication

Pourquoi ça ne va pas plus mal?

Sous cet intitulé, le dernier livre de Patrick Viveret pose en fait deux questions pourquoi ça va mal et comment aller mieux? Un regard lucide et original sur les dangers qui menacent l'humanité aujourd'hui, leur origine et leur possible résolution.

Sortie de route

«L'humanité risque la sortie de route»: les dégâts infligés à la planète, les inégalités sociales, les disparités économiques la déshonorent et la menacent. La «guerre économique» n'est cependant qu'une création de nos sociétés capitalistes, qui basent la valeur sur la rareté. Car à l'heure actuelle, plus rien n'est rare. Exemple: la satisfaction des besoins nutritionnels et sanitaires supposerait une dépense annuelle additionnelle de 13 milliards de dollars, soi disant impossibles à trouver. Dans le même temps, les dépenses d'aliments pour animaux en Europe et aux Etats-Unis s'élèvent à 17 milliards de dollars !

Le problème n'est donc pas la pénurie, mais plutôt une forme de «dépression nerveuse collective»: notre société, dépassée par les changements profonds qui la traversent, crée artificiellement la rareté et son corollaire, la peur. Une peur qui fait le lit des intégrismes identitaires.

Triple rupture

A l'origine de ce malaise, Viveret désigne une triple rupture: rupture de la communication avec la nature (devenue notre chose), avec autrui (notre ennemi) et avec soi-même. Cette absence de paix intérieure pourrait bien être à l'origine de la guerre à autrui et à la nature. Elle expliquerait aussi la folie consumériste et la consommation de stupéfiants dans lesquelles on noie son mal-être: à témoin, les 2000 milliards de dollars annuels affectés à la guerre, la drogue et la publicité!

A la «bonne heure»

Si le problème vient de l'intérieur, Viveret, c'est là son originalité, propose d'articuler le personnel et le mondial: que la sagesse, l'art de vivre à la «bonne heure» deviennent des enjeux collectifs. Concrètement, il s'agit de trouver de nouveaux outils pour répondre à trois questions capitales: qu'allons-nous faire de notre planète? De notre espèce (dans le contexte de la révolution du vivant et des risques du clonage)? Et de notre vie (où le travail a toujours une place prépondérante)? L'auteur propose trois pistes pour permettre à l'humanité de cheminer vers le mieux: changer notre rapport à l'argent, au pouvoir (tous deux doivent devenir des moyens et cesser d'être des fins), à la vie et au temps.

Grandir en humanité

Un autre monde est donc possible, et d'autres mondes sont déjà là: Viveret le montre à travers plusieurs projets concrets qui proposent de nouvelles approches monétaires, civiques et humanistes. «Grandir en humanité» suppose que nos systèmes de références collectives ne nous maintiennent pas dans un état infantile de régression et de peur, où prévalent les logiques binaires,où la vie est vue comme un combat et la mort comme un échec. Notre projet personnel, mais aussi pleinement politique, doit situer notre désir dans l'ordre de l'être et non de l'avoir, nous rapprochant ainsi de la sobriété heureuse défendue par un Pierre Rabhi et d'autres tenants de la décroissance. Ce sont là les conditions pour «construire un voyage de vie passionnant sur les plans tant individuel que collectif».

Marie Pasquier

Pourquoi ça ne va pas plus mal?, Patrick Viveret, Fayard, 2005.

info cotmec
n°285 / janvier 2007 / Genève
commission tiers monde
de l'Eglise catholique

éclairage

On recherche un prophète!

Pop

Je ne me souviens pas d'avoir rencontré le professeur Biéler, mais certainement d'avoir eu l'honneur de converser avec lui en conférence téléphonique. Un confrère m'avait introduit dans le cénacle de la «Déclaration de Berne», la DB, comme on disait alors. André Biéler en était à la fois le père, le mentor et le Nestor.

A peine sortie de son cerveau calviniste, la DB connut un succès oecuménique et même... catholique. On ne comptait plus les paroisses, les communautés religieuses, les communes politiques, les administrations ecclésiastiques ou civiles et même les familles qui s'engageaient à consacrer les 3% de leurs revenus annuels à des œuvres d'entraide de l'hémisphère sud.

Cet immense élan de partage, qui surfait sans doute sur les vagues printanières de mai 68, ne devait rien aux émeutiers de la Sorbonne. En Romandie, c'était de jeunes chrétiens enthousiastes -à Lausanne ils se retrouvaient à «Eglise en Fête»- qui donnaient le ton et marquaient la cadence...

Mais où sont les neiges d'antan? Après 40 ans, le soufflé est platement retombé. Le tiers-monde campe à nos portes; il s'installe même dans nos meubles. Nos gouvernants sont devenus pingres et méfiants. Quant à nos Eglises, elles crient famine et se recroquevillent dans leur coquille.

Vivement un nouveau Biéler pour réchauffer nos vieux os et entraîner les plus jeunes sur des chemins de solidarité inédits. On cherche un prophète!

Avis aux intéressés. ●

Guy Musy

édito

Cap sur Nairobi

A l'heure où vous tiendrez ce feuillet entre vos mains, de nombreuses personnes de par le monde auront pris la route de Nairobi, la capitale kenyane, qui accueillera du 20 au 25 janvier le septième Forum Social Mondial (FSM).

Après l'Amérique latine et l'Asie, c'est au tour de l'Afrique d'accueillir la version centralisée de la manifestation. Un déplacement symbolique d'un pays à un autre pour aller à la rencontre des représentants d'une société civile dont la mobilité est trop souvent entravée. Même si, détournant à peine les paroles de Jules Verne, on aurait envie de dire «ce n'est pas de nouveaux continents dont le FSM a besoin, mais de nouveaux hommes!»[1].

Ces-derniers, j'en suis convaincue, seront présents au rendez-vous, pour pérenniser ce rassemblement d'échanges et de recherches d'alternatives face à une mondialisation plus subie que choisie. Combien seront-ils? Un millier? Plusieurs milliers? Des dizaines de milliers? Peu importe finalement que l'on égale ou dépasse les 20'000 personnes présentes lors du premier rassemblement. Il peut suffire d'une rencontre déterminante, d'une personnalité hors du commun, d'un bonheur conversationnel pour qu'un saut qualitatif ait lieu, avec des répercussions positives pour un grand nombre.

Est-il possible, selon le mot de Primo Lévi, d'envisager un ordre socio-économique où il n'y aurait place que pour les élus et les damnés? Y a-t-il une autre voie à imaginer ensemble? Ces questions sont au cœur des préoccupations de la COTMEC.

Elles ont motivé mon départ pour Nairobi. Pour me joindre à celles et ceux à qui s'offre la chance inouïe de pouvoir envisager les contours d'une troisième voie, menant à d'autres mondes possibles. Un luxe que beaucoup ne peuvent même pas imaginer... ●

Martyna Olivet

1. «Ce ne sont pas de nouveaux continents qu'il faut à la terre, mais de nouveaux hommes!», Jules Verne *in* «Vingt mille lieues sous les mers».

Sans-papiers

Quel futur après les votations?

Le 24 septembre 2006, les deux tiers des électeurs et électrices suisses ont adopté deux nouvelles lois sur l'asile (LAsi) et sur les étrangers (Letr). La LEtr empêche l'entrée et le séjour en Suisse de toute personne qui n'est pas issue d'un des 25 Etats de l'Union européenne ou de l'AELE (Liechtenstein, Norvège, Islande), sauf si elle est «hautement qualifiée». Ces lois ne répondent ni aux besoins des sans-papiers et de celles et ceux qui les emploient et, de surcroît, elles condamnent les personnes sans permis de séjour à vivre dans la précarité.

En Suisse, on évalue le nombre de personnes sans-papiers, au bénéfice d'un emploi mais pas d'un permis de séjour, entre 90'000 (selon un rapport de l'Office fédéral des migrations) et 250'000. Ces personnes travaillent dans les secteurs les moins rémunérés: agriculture, bâtiment, et surtout économie domestique. Le gouvernement genevois a reconnu leur «rôle essentiel au fonctionnement de l'économie genevoise». Une demande de régularisation groupée concernant environ 5'600 personnes, soit une partie seulement des sans-papiers, a été adressée à Berne par le Conseil d'Etat. Une réponse définitive de Berne est toujours attendue.

Pour le moment, LEtr ou pas LEtr, Genève s'en tient à sa ligne: on ne procède plus à des expulsions immédiates à la suite d'un contrôle d'identité. Un acquis qui ne résout pas tout: faire valoir ses droits, dans le cadre du travail ou du logement, demeure difficile, voire impossible. En outre, de nombreux et nombreuses sans-papiers sont coupés de leur pays d'origine, de leurs familles sans perspective d'aller leur rendre visite, faute de pouvoir revenir en Suisse.

Sortir de l'hypocrisie

Reste à savoir jusqu'à quand Genève pourra jouer au village gaulois: il devient crucial que les démarches initiées au bout du lac soient reproduites dans d'autres cantons. Un gros travail reste à faire pour sortir d'une situation hypocrite où l'on maintient des personnes dans la précarité tout en sachant pertinemment qu'on ne saurait se passer de leur apport en termes de main d'œuvre. Toutefois, si la LEtr a pu être un coup de massue, et si son adoption a provoqué un vent de panique chez les personnes sans statut légal, elle ne signifie pas que tout est perdu: il s'agit de revenir avec des propositions et projets de lois, de sensibiliser l'opinion publique. Il s'agit également de prendre conscience que le processus engagé sera long... une perspective bien difficile pour des personnes parquées dans l'incertitude et la peur. ●

Sophie de Rivaz,
permanente du Collectif de soutien aux Sans-Papiers de Genève

Plus d'informations: www.sans-papiers.ch

ACTARES

Des actionnaires citoyens

ACTARES –Actionnariat pour une économie durable–, s'est donné pour but de défendre une conduite sociale et environnementale responsable, en Suisse et à l'étranger, de la part des entreprises. Elle est née de la fusion de CANES (Convention des Actionnaires de Nestlé) et des actionnaires critiques de l'UBS. Son sixième anniversaire, en novembre dernier, a été l'occasion de présenter ses actions à Genève.

Comme indiqué dans sa charte, les membres d'ACTARES s'attachent à promouvoir l'exercice de la responsabilité, car celle-ci nous concerne tous. Nous sommes nombreux à être actionnaires, soit de façon directe, soit de façon indirecte, comme épargnants, affiliés à des caisses de retraite ou souscripteurs de fonds de placement. De ce fait, il n'est pas nécessaire d'avoir des actions à soi pour devenir membre.

Des directives propres

Ces dernières années, ACTARES suivait, lors des assemblées générales des entreprises, les positions de vote de la Fondation Ethos, qui s'appuie sur des principes très détaillés. Mais Ethos, qui défend également un investissement socialement responsable, a été créée par des caisses de pension suisses. Or, ACTARES, formée surtout d'actionnaires individuels, n'a pas automatiquement les mêmes positions que des investisseurs institutionnels. C'est pourquoi l'association a, depuis cette année, rédigé des lignes directrices pour les votes en assemblées générales d'entreprises. Lignes qu'elle suit notamment dans le cas de délégation de droits de vote par ses membres. Il est possible de lire sur leur site les prises de position lors des AG de 23 grandes entreprises, aussi diverses qu'ABB, Crédit Suisse, Syngenta, SGS ou Swiss Re.

Présidente applaudie

Reprenant les arguments de la COTMEC et de la FRC, Catherine Herold a critiqué, dans son intervention, les nouveaux emballages Cailler pour leur impact négatif sur l'environnement. Cette position a été applaudie par la majorité des actionnaires présents à la dernière AG de Nestlé et répercutée largement dans la presse. Un exemple de plus, si besoin était, de l'effet d'actions citoyennes, particulièrement quand nous unissons nos forces. ●

Virginie Estier dos Santos

Mécanismes de développement propre

Transfert de technologies ou trafic d'indulgence?

Avec l'entrée en vigueur du protocole de Kyoto, les entreprises des pays industrialisés se voient dans l'obligation de réduire leurs émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2012. Pour y parvenir à moindre frais, certaines ont choisi d'investir dans des mécanismes de développement propre au Sud. Une chance pour ces pays ou un trafic d'indulgence motivé par la volonté de ne pas changer de conduite?

Depuis la ratification par la Russie, en septembre 2004, du protocole de Kyoto, les pays industrialisés ont accepté de limiter leurs émissions de gaz à effet de serre (GES). Un objectif de réduction au demeurant modeste –moins 5,2% d'ici à 2012 par rapport à leurs niveaux de 1990– mais dont le coût pour des entreprises en pleine croissance risque d'être conséquent. Surtout au regard du peu d'efforts fournis jusqu'à présent par certains secteurs. Pour réduire les frais de la mise en œuvre des objectifs de Kyoto, trois mécanismes dits «de flexibilité» ont été introduits: le marché des droits d'émission, l'application conjointe et le mécanisme pour un développement propre.

Donner une valeur au CO2

Ces outils visent à attribuer une valeur marchande aux GES permettant aux entreprises de s'échanger, de vendre ou d'acheter à l'étranger les certificats d'émissions (sorte de droit de polluer) qu'elles se sont vues allouer. En d'autres termes, les Etats octroient aux entreprises le droit d'émettre un certain montant de CO2 par an, calculé en tonnes, droit qui se traduit par l'obtention d'un certificat d'émission. Lorsqu'une entreprise émet plus que le seuil autorisé par son certificat, trois possibilités s'offrent à elle: payer une amende pour chaque tonne de C02 supplémentaire; acheter des certificats à une entreprise qui aurait réussi à rester au-dessous de son seuil; ou investir dans un projet de réduction de GES dans un pays du Sud non-soumis à des objectifs de réduction.

Délocalisations les réductions au Sud...

Les mécanismes de développement propre (MDP) touchent directement aux relations Nord-Sud. Leur introduction parmi les outils du protocole de Kyoto partent d'un constat pragmatique: dans bien des cas, il est moins cher pour une entreprise d'atteindre son objectif de réduction en finançant une technologie propre dans un pays du Sud. Après tout, une tonne de C02 émise dans l'atmosphère au Nord équivaut à la même tonne au Sud, alors, pourquoi se priver de l'économiser là où elle est le meilleur marché. Surtout si cette démarche s'inscrit dans la poursuite d'objectifs de développement durable et de réduction de la pauvreté grâce à un transfert Nord-Sud tant technique que financier. Ce sont en tout cas là les buts officiels affichés par les Accords de Marrakech qui ont entériné les MDP.

... pour continuer à émettre au Nord?

Continuer à polluer au Nord tout en dépolluant au Sud peut paraître à la fois simpliste et hypocrite. Faut-il le rappeler? Les pays du Nord ont une responsabilité historique évidente dans le taux de GES émis dans l'atmosphère. Depuis la révolution industrielle, ils s'arrogent près de 80% de l'accès à toutes les ressources énergétiques. Puisque les émissions des USA et de l'Europe représentent la moitié des émissions mondiales, en toute logique, c'est au Nord que doivent se réaliser la majorité des réductions des émissions. Ces pays doivent en gérer le coût grâce à une planification appropriée permettant aux entreprises de s'adapter. Ainsi, la Suisse n'autorise les entreprises à réaliser tout au plus 30% de leurs réductions par le biais des MDP. Avec des barèmes trop généreux, on court le risque, dénoncé par des ONGs comme Greenpeace, de ne rien changer à des modes de production et de consommation qui sont le principal vecteur du changement climatique.

Tous gagnants?

Cela dit, il ne s'agit pas non plus de rejeter le principe en bloc. Il porte le potentiel de réelles réductions d'émissions de GES doublées de la création d'une nouvelle source de financement à des fins respectueuses de l'environnement. Dans l'idéal, on pourrait se trouver en présence d'une solution gagnant-gagnant, avec, en prime, la réalisation d'un vieux rêve porté par les partisans d'un «vrai» développement: faire bénéficier le Sud de technologies de pointe, plutôt que d'y recycler celles devenues obsolètes ou interdites chez nous.

Les prémisses de ce nouveau marché d'investissement dans les MDP laissent malheureusement entrevoir, dans 30 à 50% des cas documentés par des associations, des projets imparfaits, alibi voir carrément nuisibles. Le système, dont le contrôle devient difficile, s'avère ne pas être aussi vertueux dans sa réalisation que dans sa conception. La recherche du profit, en l'occurrence l'obtention d'un maximum de certificats de réduction à un coût moindre, pousse les entreprises à financer des projets rapidement rentables, parfois au détriment de notions comme la durabilité sociale ou environnementale.

Mesures minimales

Le risque de voir les gouvernements du Sud pétériter l'environnement pour favoriser d'hypothétiques investissements étrangers est réel. En effet, au nom du principe d'additionalité (un des critères d'éligibilité des projets prévu par le protocole), on ne peut pas obtenir des fonds pour une innovation technologique qui aurait de toute façon eu lieu sous l'impulsion d'une loi. Ainsi, des ONGs craignent que les Etats soient tentés de ne pas œuvrer pour une législation progressiste en faveur de l'environnement, de ce contenter de mesures minimales, afin de ne pas se priver de la «manne» financière des MDP.

Marché prometteur

Ce nouveau marché en est encore à ses débuts. Il est néanmoins déjà prometteur. A l'horizon 2012, des projections estiment que 1,7% des réductions des émissions mondiales des GES seront réalisées par le biais des MDP. Modeste, ce chiffre représente tout de même le tiers des objectifs de Kyoto! Et en termes monétaires, ce ne sont pas moins de 20 milliards qui sont déjà engrangés.

Ce domaine d'investissement ne fait pas exception à la règle: il est motivé par l'appât du gain. Sans surprise, ce ne sont ni les petits projets dans le domaine de l'énergie renouvelable, ni ceux qui remplissent le mieux les critères du développement durable, qui attirent le plus de crédits venant du Nord. On peut aussi craindre que seul les pays émergents (Inde, Chine, Brésil) attirent les entreprises du Nord, reproduisant ainsi le profil investissements directs. Il faut donc plaider en faveur de bons MDP, garants de vraies réductions de GES nuisibles au climat et répartis entre les différents pays.

Nécessaire surveillance

La mise en œuvre de MDP efficaces, remplissant à la fois des critères de réduction des GES et de promotion du développement durable, ne se fera pas sans la participation active la société civile. La grande transparence du processus d'acceptabilité des projets (voir encadré), en dépit de sa complexité technique, est une chance pour un impact élevé d'un organe indépendant de surveillance. Voilà pourquoi NOE21, une association environnementale basée à Genève, a décidé de réactiver une démarche d'évaluation critique des projets déposés auprès des instances d'accréditation des projets. Instaurer une évaluation des projets en faisant appel à un réseau de scientifiques experts dans les différents domaines représente une nécessité. Puis, dans un deuxième temps, il s'agit aussi de mettre en place la surveillance sur le terrain, pour vérifier si le bon déroulement du projet et la véracité des réductions de GES a vraiment lieu. Après tout, il s'agit d'assurer la qualité d'un mécanisme dans l'intérêt de tous ceux qui n'ont qu'une planète en partage, aussi inégal fut-il. ●

Martyna Olivet

1. Ces pays comprennent grosso-modo tous les pays riches à l'exception notable des Etats-Unis et de l'Australie
2. Accords de Marrakech, novembre 2001, voir sous: www.climnet.org/COP7/cop7.htm

Un peu plus sur les MDP

Les secteurs concernés par des MDP sont les suivants : énergie, traitement des déchets, industrie et transport, secteur forestier. Les projets peuvent être de nature à économiser de l'énergie, de changer de combustible, d'investir dans les énergies renouvelables, ou encore de créer des «puits» de pétrole, par exemple en reboisant. Le nucléaire en est exclu.

Conditions d'éligibilité d'un projet (imposé par le protocole de Kyoto)

- Les deux pays (investisseur et hôte) doivent avoir ratifié le protocole de Kyoto
- Le projet doit contribuer au développement durable du pays hôte (il revient à chaque pays de définir ses critères de développement durable)
- Le projet doit être approuvé par le pays hôte
- Le projet doit être additionnel d'un point de vue financier en environnemental : implique que le projet n'aurait pas pu trouver une financement selon un circuit traditionnel et ne peut voir le jour que grâce au MPD, et aussi que les réductions réalisées ne font pas déjà l'objet d'une obligation légale dans le pays hôte.

remarque: La plupart des étapes font l'objet de consultations publiques.

Pour consulter les projet déposés en cours d'évaluation et ceux déjà acceptés: http://cdm.unfccc.int/

Pérou

Une action sur le long terme

Depuis 1978, l'association *Taller de los niños* gère des programmes d'action sociale dans le plus grand bidonville de Lima. Fondée par la Suissesse Christiane Ramseyer, elle cherche à venir en aide à une population qui tente de survivre dans des conditions de grande précarité. Témoignage au seuil d'une visite.

San Juan de Lurigancho est le district le plus peuplé de Lima. Situé en bordure Est de la ville, il a été et est constamment alimenté par l'immigration interne péruvienne, jusqu'à dépasser récemment le million d'habitants. Tandis que la population augmente et s'entasse dans les plaines de ce district sans limites, la part du gâteau du financement public, dévolue à San Juan de Lurigancho, reste la même que celle attribuée à tous les autres districts de Lima bien moins peuplés. Pour compenser l'absence d'infrastructures publiques accessibles et pour casser le cercle vicieux de la marginalisation et de la pauvreté, le travail de l'association *Taller de los niños* –l'atelier des enfants– s'avère indispensable à une large frange de la population du district.

Le développement qu'a connu l'association –créant sans cesse de nouveaux programmes d'action et diversifiant ses activités– illustre combien seule une action inscrite dans le long terme peut avoir les effets escomptés. A ce titre, l'engagement de Christiane Ramseyer est extraordinaire car il s'agit pour elle d'un véritable projet de vie. Contrairement à de nombreux cas où des personnes d'origine européenne s'engagent dans l'action sociale sans se départir de leur statut de «sorcier blanc» qui apporte ses solutions toute faites, l'association ne saurait être taxée de paternalisme. Un de ses grands mérites est d'avoir réussi à acquérir un caractère local en faisant surtout confiance, à raison, à des employés péruviens.

Réponses au changement

Les différents programmes élaborés par l'association *Taller de los niños* de par leur renouvellement, leur adaptation constante à la situation du district et leur amélioration mettent en évidence qu'une action sociale efficace ne s'improvise pas du jour au lendemain. Elle ne saurait non plus être l'application de belles théories et de solutions toutes faites. Elle doit au contraire s'adapter aux conditions de vie de la population et surtout à leur évolution. Ainsi, une des réponses à la croissance ininterrompue des bidonvilles de San Juan de Lurigancho. a été la mise en place d'un minibus qui permet d'aller trouver les gens qui ne peuvent se déplacer jusqu'aux locaux de l'association.

Une connaissance toujours plus fine de la réalité sociale de l'endroit trouve aussi une excellente illustration dans le programme des «vigies scolaires». Se rendant compte que nombre de problèmes auxquels était confrontée la population trouvaient leur source dans la «désertion» scolaire, un plan d'action qui responsabilise les élèves a été élaboré. Lorsqu'un enfant est absent, les «vigies» –c'est-à-dire des camarades de classe spécialement formés pour cette mission– se rendent à son domicile pour s'enquérir des raisons de l'absence et tenter de faire en sorte que l'enfant réintègre l'école.

Sensibiliser et responsabiliser

Le travail de l'association s'organise autour de deux grands axes: l'éducation et la santé. Sur

le premier point, en plus d'offrir un service de crèche et des ateliers de formation à bas prix, il s'agit avant tout de responsabiliser les jeunes et les adultes autour de l'importance de l'éducation (et de sa «rentabilité» économique sur le long terme bien supérieure à celle des petits boulots de l'économie informelle dans laquelle sont jetés de nombreux enfants). En ce qui concerne la santé, à travers la sensibilisation qui s'opère auprès de la population sur ces questions, on pourrait même considérer que l'association a développé sa propre philosophie que l'on pourrait définir comme l'«éducation à la santé». Il s'agit là aussi d'un travail de responsabilisation, par exemple pour tout ce qui tourne autour de l'accouchement, des soins aux bébés, du régime alimentaire des enfants, etc. Cette philosophie permet d'inscrire dans le long terme l'action sociale mise en place sans que cela encourage trop l'assistanat. C'est seulement ainsi, avec un suivi de ce type et de cette qualité, en s'appuyant sur des personnes aussi dévouées et passionnées que Christiane et les membres de son équipe, que les programmes d'action sociale peuvent avoir un impact durable. ●

Jonas Pasquier

Plus d'informations sur le site: www.tallerdelosninos.org.pe.

Votre tribune

Etre prophète

Votre «éclairage» paru dans le dernier COTMEC-INFO m'a interpelé, car, en effet, nos Eglises se recroquevillent bien chaudement dans leur coquille... Quant à nos gouvernants, malgré l'adoption en octobre 2001 par le Grand Conseil genevois de la loi sur le «0,7%», le Conseil d'Etat en a fortement édulcoré le règlement d'application. Faut-il donc baisser les bras?

Et si, sans être prophète, quelques-uns de nous de la COTMEC demandaient avec conviction que notre Eglise de Genève lance une action de partage et de solidarité, telle celle que nous avons vu fleurir sur nos murs et les trams?

Nous sommes tous frères, mais certains meurent de notre indifférence! ●

Pierre Marti-Manfrini

JAB
1200 Genève 2

Cotmec_ Commission Tiers Monde
de l'Eglise Catholique
16, bd du Pont-d'Arve, 1205 Genève
tél. 022 708 00 78, fax 022 708 00 79
cotmec@worldcom.ch
www.cotmec.ch
CCP: 12-21551-1
Redactrice responsable: Martyna Olivet
Imprimerie: Fornara, Ge
Maquette: Pascale Castella

Publications de la COTMEC

Ce mois, ce n'est pas moins de trois livres que nous avons le plaisir de vous présenter. Les plumes, vous les connaissez, car elles signent parfois, ou ont signé un article dans la feuille jaune.

Par Roland Pasquier

Menons l'enquête sur la dette!

Cette publication est le résultat d'une initiative conjointe du CETIM et du CADTM. Elle a été élaborée sur la base de deux séminaires réunissant des expert-e-s et des militant-e-s d'organisations œuvrant pour l'abolition de la dette des pays du Sud.

Dans cet ouvrage, que notre commission cosigne, l'on montre, par des exemples concrets, le caractère odieux d'une dette qui maintient sous pression et sous domination les pays que l'on ne peut plus appeler «en développement». Lorsque son montant se multiplie par 40 en seulement 35 ans, elle devient structurelle et dépasse de 5,5 fois le montant de l'aide au développement. Belle solidarité Nord-Sud lorsque les flux les plus importants sont ceux qui remontent vers le Nord!

Ce manuel est donc précieux, il nous incite à mener la mobilisation politique, nous fournit des éléments techniques pour réaliser un audit et aborde des aspects juridiques.

Disponibles en français, anglais et espagnol, ces cent pages sont à même de fédérer les efforts entrepris par les piéton-ne-s de la solidarité pour mettre fin à cette logique économique profondément inhumaine. ●

A commander au CETIM, Centre Europe-Tiers Monde, www.cetim.ch

Sanctoral

Guy Musy, qui éveille notre conscience par son éclairage à chaque parution de votre périodique, publie un nouveau choix des courtes méditations parues dans l'Echo Magazine.

Le titre chapeaute parfaitement son contenu, tant ces méditations nous instituent comme sanctuaire de l'Esprit et porteuse-eur de la Parole. Nous pensons donner-là une bonne définition de sanct-oral puisque notre ami se situe, avec ses écrits, dans la longue suite de témoins, célébres ou anonymes, qui nous ont précédés sur les chemins de la sainteté. ●

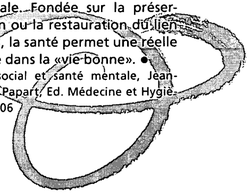
Sanctoral, Guy Musy
Ed. Parole et Silence, 2006

Lien social et santé mentale

Jean-Pierre Papart précise dans le sous-titre qu'il signe «un plaidoyer pour la sécurité humaine et les droits de l'Homme». C'est dire quelle haute idée le docteur Papart se fait de la santé: ce n'est pas seulement l'absence de maladie, mais le respect des trois niveaux d'humanité de la personne. Le premier niveau est celui de la dignité humaine. Le deuxième concerne le rapport de l'individu avec ses semblables. Le dernier étant la responsabilité qui incombe à chacun-e d'œuvrer pour la survie de l'espèce.

Transgressant les frontières académiques, l'auteur donne des pistes pour une promotion de la santé mentale qui ne soit pas le simple contraire de la maladie mentale. Fondée sur la préservation ou la restauration du lien social, la santé permet une réelle assise dans la «vie bonne». ●

Lien social et santé mentale, Jean-Pierre Papart, Ed. Médecine et Hygiène, 2006



info cotmec

n°286 / février 2007 / Genève

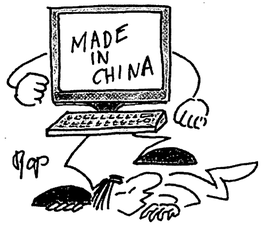
commission tiers monde
de l'Eglise catholique

édito

Derrière l'écran: droits bafoués

Jia Leung a 19 ans. Son histoire ressemble à celle de millions d'ouvrières chinoises: «*Ma famille était endettée, alors j'ai quitté l'école et le village pour trouver un emploi en usine*». A Zhongshan (sud de la Chine), dans l'usine qui produit pour Fujitsu Siemens et ACER, Jia découvre une réalité d'un autre âge: des journées de travail de 12 heures, des heures supplémentaires obligatoires, un salaire-horaire de 50 centimes, des dortoirs insalubres, aucune liberté d'association. *«Je me sens comme un bout de bois»*, explique-t-elle.

Face à ces conditions de travail scandaleuses, l'Action de Carême et Pain pour le Prochain affirment: *«Nous croyons. Tout travail doit respecter la dignité humaine.»* Pour certains, ce slogan semblera utopiste. Ils argueront que Jia, au moins, a un travail. Et que dans un pays comme la Chine, marqué par



la croissance démographique et l'exode rural, la création d'emplois représente un défi majeur. Des emplois, certes, mais à quel prix? En voulant gagner leur vie, ces ouvrières perdent la leur. Leurs droits fondamentaux sont quotidiennement bafoués.

Pour passer du constat à l'engagement, l'Action de Carême et Pain pour le Prochain invitent les consomm'acteurs à envoyer des cartes aux principales marques d'ordinateurs vendues en Suisse. Nous ne demandons pas l'impossible: seulement le respect des droits les plus élémentaires du travail. L'enjeu est de taille. Il concerne des millions d'ouvriers/ères des pays en développement. Il concerne également les travailleurs d'ici. Car le dumping social qui se produit dans les ateliers du monde revient en Occident comme un boomerang. ●

Chantal Peyer
Responsable de la Politique de Développement à Pain pour le Prochain

éclairage

Etoiles fanées

«Qu'est-ce que t'as à m'zieuter comme ça? Dégage! Casse-toi, petit merdeux!» Elle n'était vraiment pas contente, la dame du tram 16, cette veille du dernier Noël. Le gosse, un jeune ado, frimousse pleunircharde, lui agitait sous le nez la boîte de sardines qui lui servait de tirelire. J'avoue avoir été sur le moment choqué et révulsé. Me revenait en mémoire un fameux verset évangélique qui, éclairé par cette scène, allait inspirer mon homélie du lendemain: «Il est venu chez les siens, et les siens ne l'ont pas reçu». Très mal reçu, en effet!

Deux semaines plus tard, même tram, même gosse et même scénario. Mais cette fois-ci, c'était moi qui rouspétais... En silence. «Ce gamin exagère, regarde-le. Il a tout l'air d'un gitan ou d'un rom qui «travaille» pour ses grands frères! Attention! Où donc ai-je fourré mon porte-monnaie? Et puis, il mendie hors saison. Passe encore à Noël. Mais pas la semaine des soldes!»

Ainsi vont et viennent nos meilleurs sentiments. Au gré de nos épidermes et de nos émotions. La misère, elle, fleurit en toute saison. Elle se moque de nos cœurs sensibles. Pour l'extirper, c'est chaque jour qu'il faut reprendre le combat et se faire violence. Surtout, quand les étoiles de Noël sont éteintes ou fanées. ●

Guy Musy

Forum Social Mondial

Impressions

Le Forum Social Mondial s'est clôturé il y a maintenant un mois. Déjà, de nouvelles convocations attendent la société civile planétaire. La couverture médiatique a été, comme à l'accoutumée, le reflet de la presse romande et internationale. Abondante dans la presse de gauche, rare dans la presse de droite et ponctuelle dans les journaux généralistes. Impressions d'une participante néophyte.

C'est au son de «welcome back to Africa people of America, India, Europe» que j'ai amorcé ma descente vers le parc Ururu, au cœur de la capitale kenyane, lieu de la cérémonie d'ouverture du 7e Forum Social Mondial. Bienvenue dans le berceau de l'humanité, donc. Le même matin, un long cortège avait parcouru les quelque 15km reliant le bidonville de Kibera au centre financier de Nairobi. Il réunissait des habitants, des officiels et des dizaines de milliers de participants venus de toutes parts, unis sous différentes bannières et mouvements.

Une foule importante sans être débordante: le chiffre de 60'000 personnes circule entre les membres de la délégation suisse qui se monte, elle, à 35 personnes issues de milieux aussi divers que les syndicats, le monde politique, le journalisme et des représentants des ONG.

La participation africaine renforcée a enrichi la diversité culturelle à un degré supérieur aux précédentes réunions, selon les habitués de l'événement.

Entre musique, discours et revendications, c'est un panel d'intervenants très varié qui se succéderont sur la scène dressée pour l'occasion. Avec des invités aussi prestigieux que Desmond Tutu, Kenneth Kaunda ou encore l'incontournable Chico Whitaker.

Quadrature du cercle

Dès le lendemain, c'est dans un tout autre contexte qu'allaient se dérouler la centaine de conférences quotidiennes proposées, le Forum ayant pour cadre le stade national de *MOI*, à l'écart du centre ville. L'idée d'aménager les gradins d'un stade m'est apparue à la fois symbolique et appropriée. La continuité géographique des espaces de conférence, séparés entre eux par des bâches plastifiées, faisait écho à l'interrelation des thèmes abordés: environnement, justice et pauvreté; éducation, questions féminines et santé; résistances, alternatives et réseau internationaux, etc.

Il était ainsi possible, si l'on se sentait l'âme d'un zappeur, de se lancer dans des errances circulaires sur deux niveaux, passant d'une salle à l'autre, d'une ambiance à l'autre, d'une problématique à l'autre.

A l'extérieur du stade, aux abords de l'arène, un espace circulaire de plusieurs mètres était mis à disposition, comme une esplanade piétonne. Cet endroit est vite devenu le théâtre de manifestations aussi soudaines que colorées. Des spectacles musicaux quotidiens et autres happenings symboliques s'y déroulaient: les sans-terre croisent les militants pour les droits des personnes handicapées, qui laissent leur place aux femmes pour la paix auxquelles succèdent les anti-OGM. C'est dans ce foisonnement de sons, de slogans et de manifestations que se sont déroulés, cinq jours durant, d'intenses débats sur des sujets aussi actuels que *La présence de la Chine en Afrique, nouveau colonialisme ou réel développement?* ou *L'avenir du marché des émissions du droit de polluer...*

Kenneth Kaunda, premier président de la Zambie indépendante, lors d'une session dédiée aux combats de femmes héroïques. Photo: Martyna Olivet

Rare et abondant

L'entrée des salles s'est vite muée en dazibao où il était possible de consulter les horaires et les thèmes des conférences de la journée, vu la difficulté de mettre la main sur la denrée convoitée que représentait le journal complet des manifestations. Cet improbable programme, à l'image du Forum, rare et prolifique, m'est apparu comme l'arrière boutique d'un atelier où se préparent de grandes choses. La frustration est de mise lorsqu'on constate qu'il est impossible de suivre ne serait-ce qu'un centième du menu proposé...

Pour ma part, cette expérience a largement rempli mes attentes: au gré des rencontres riches et foisonnantes, elle m'a permis de donner un visage aux artisans de l'altermondialisation. Un visage souvent jeune et féminin. C'est régénérée, avec une motivation et des convictions plus fortes, que j'ai continué mon chemin vers cet autre haut lieu de la résistance qu'est l'Afrique du Sud. Je vous livre ici une ébauche de restitution, en vous invitant, dans la mesure de vos possibilités, à vous joindre au mouvement. •

Martyna Olivet

Il est possible de consulter les articles écrits durant le séjour par les journalistes et les membres de notre délégation sur un blog à l'adresse suivante: http://nairobi07.blogspot.com/

Ou encore consulter le site officiel du Forum sur: http://www.wsf2007.org/

Campagne œcuménique de Carême

"Nous croyons. Tout travail doit respecter la dignité humaine."

Nous sommes tous engagés dans une course ininterrompue et dont nous n'apercevons pas le bout: travailler et produire plus, consommer encore plus, pour au bout du compte, jeter toujours plus. Et pourtant, nous nous plaignons de mal de dos, du stress, et d'un sentiment d'insécurité qui semble inhérent au monde du travail d'aujourd'hui.

La période de Carême qui s'ouvre, nous invite à faire une pause, à réfléchir sur le sens de ce que nous vivons. Yolande Boinnard nous rappelle que, l'homme et la femme, créés le sixième jour, commencèrent leur existence en jouissant d'un jour de repos, quand Dieu inventa le shabbat. *«Une manière de souligner qu'ils sont plus que ce qu'ils font et valent plus que ce qu'ils gagnent. Le sens de leur vie réside non pas dans le travail, mais dans la vie elle-même.»* (médit. 2ème dim, Calendrier de Carême)

Je me sens comme un bout de bois...

..., nous dit Jia Leung, une jeune ouvrière chinoise de 19 ans. Cette formule fait écho à ce que beaucoup d'entre nous peuvent ressentir. Le documentaire *«Ils ne mouraient pas tous, mais tous étaient frappés»*, film remarquable de Sophie Bruneau et Marc-Antoine Roudil sur les effets des nouvelles conditions de travail sur la santé, décrit avec précision les nouvelles formes de la souffrance au travail dans les pays industrialisés: stress, insécurité, burn out, harcèlement moral. Il révèle également toute une culture sur le lieu de travail faite de peur, d'obéissance et d'individualisme, au sein de laquelle la souffrance personnelle et la souffrance infligée aux collègues sont devenues des situations ordinaires. La concurrence, toujours plus aiguë, est là avant tout pour nous faire oublier que la dignité au travail ne peut se mettre en place que pour tous en même temps.

Précarisation du travail

A la source de notre mal de dos, il y a bien sûr la peur de ne pas être à la hauteur, de perdre sa place et de perdre son statut, car les emplois stables se font de plus en plus rares. Le monde du travail voit se multiplier les emplois précaires: contrats temporaires, travail intérimaire, travail à temps partiel non choisi. Parfois, des périodes plus ou moins longues de chômage s'intercalent entre des emplois instables. L'assurance-chômage est devenue pour l'économie un moyen d'externaliser les coûts du travail et de faire porter le chapeau de la flexibilité à la collectivité.

Nous ne pouvons pas non plus oublier les dizaines de milliers de travailleurs-euses sans statut légal en Suisse, qui vivent la précarité dans ce qu'elle a de plus cruel, alors que notre économie en a terriblement besoin. La «délocalisation à l'envers», nous permet en effet de profiter dans le Nord, des conditions d'utilisation de la main d'oeuvre qui sont en vigueur trop souvent dans le Sud: aucune protection sociale, aucun droit reconnu, et en prime la peur de l'expulsion comme moyen de chantage pour faire accepter des salaires minuscules et des horaires interminables.

Retrouver le sens du travail humain

Comme nous le rappelle Francisco Orofino, du Centre d'étude biblique CEBI au Brésil, le livre de l'Ecclésiaste nous enseigne qu'il est fondamental de retrouver le sens véritable du travail humain. *«Le travail ne peut pas être défini par des règles économiques, qui le réduisent à un mélange de tristesse, de déception, de frustration, de violence, d'exclusion, de larmes et d'efforts dénués de sens.»* Dans ce sens, il nous invite à lire les signes d'espérance

dans des initiatives locales guidées par la vision de l'économie solidaire. *«Les groupes qui s'organisent dans ce cadre sont petits et peu nombreux. Pourtant, ils nous montrent qu'il est possible d'organiser la production et la reproduction de la société, en visant à éliminer les inégalités matérielles et à diffuser les valeurs de la solidarité humaine.»*

En Suisse, ce secteur se développe également et s'organise, notamment autour de l'APRES, Chambre de l'économie sociale et solidaire.

Au travers du matériel proposé et des activités organisées, la Campagne de Carême nous propose de réfléchir au sens que nous donnons au travail, de nous informer sur les conditions de travail ici et ailleurs, et d'agir pour contribuer à les améliorer. •

Virginie Estier dos Santos

Evénements

Deux conférences:

Brésil: déforestation, terre et travail esclave.

Genève a la chance d'accueillir deux intervenants de la Campagne, tous deux engagés depuis de longues années auprès de la Commission Pastorale de la Terre au Brésil: Xavier Plassat et Henri Burin des Roziers.

Les travailleurs esclaves sont environ 25 000 dans le Nord du Brésil, œuvrant dans le secteur agricole, en particulier dans des travaux de déforestation, qui laisseront la place à de grandes étendues d'élevage et de monoculture de soja.

• **Vernier: le 13 mars**, à la paroisse protestante (ch. François de Sales 3), une célébration à 18h30 sera suivie d'un repas, puis d'une **conférence de Frère Xavier Plassat**. Cette soirée œcuménique est organisée par la région Rhône-Mandement et les deux Unités Pastorales Boucles-du Rhône et Meyrin-Mandement.

• **Genève: le 29 mars au CAC Voltaire-Maison du Grütli à 18h,** aura lieu l'avant-première du film documentaire **«La légende de la terre dorée»** de Stéphane Brasey, suivie d'une **conférence du Frère Henri Burin des Roziers**. Cette conférence est organisée conjointement par la COTMEC et Terre Nouvelle.

Une exposition:

«C'est ça mon travail!»

A partir du 28 février aura lieu au **temple des Pâquis à Genève**, une exposition «participative et évolutive». Ce projet original permet à toute personne travaillant à Genève d'exposer comment elle voit son travail sous l'angle de la dignité humaine. Chacun peut exposer des photos, vidéos, dessins et même des bandes sonores qu'il aura lui-même réalisés. L'objectif est de favoriser la participation de tous, en utilisant des supports simples et accessibles, comme le téléphone portable.

L'apéro d'ouverture aura lieu le 28 février de 15h à 19h, mais pendant tout le temps de l'exposition, de nouvelles oeuvres pourront être ajoutées; les personnes visitant l'exposition, pourront être inspirées et ajouter leur contribution à leur tour. Ces témoignages actuels seront accompagnés de textes calligraphiés de Calvin sur le travail. **Le vernissage aura lieu le 21 mars de 15h à 19h.**

Cette exposition est organisée conjointement par Evangile et Travail et la Pastorale Monde du Travail.

Horaires d'ouverture: mercredi et jeudi: 15h-18h, jusqu'au 4 avril. Envoyer vos contributions à evg-travail@bluewin.ch

Deux débats:

De Pékin à Mexico: le point sur les conditions de travail dans l'industrie des ordinateurs.

Sous ce titre seront organisés deux débats, l'un à Genève et l'autre à Lausanne, avec la participation de Monina Wang, de Labour Action China et d'un représentant-e d'une marque d'ordinateur.

• **Genève: le 7 mars, à l' IUED** (Institut Universitaire d'études du développement), **à 18h30,** avec la participation d'Antoine Kernen de l'IUED et de Robert Steiert de la Fédération Internationale des Organisations de travailleurs de la Métallurgie.

• **Lausanne: le 8 mars, à l'Espace culturel des Terreaux à 21h**, avec la participation de François Marthaler, conseiller d'Etat.

Plus d'informations: www.campagneoecumenique.ch

Participer à la campagne «High Tech-No Rights?»

Vous trouvez, encarté dans ce numéro de votre COTMEC-INFO, le dépliant «High Tech-No Rights? Pour des ordinateurs produits dans la dignité».

Cette campagne d'action qui démarre durant ce Carême –mais s'étendra au-delà–, est organisée en concertation avec les organisations d'entraide. En tant qu'organisations syndicales bien implantées sur le terrain, celles-ci considèrent qu'il est plus utile de faire pression sur les entreprises, que de boycotter certaines marques. Le but de cette action est donc de demander que les entreprises respectent, et fassent respecter par leurs sous-traitants, les normes internationales du droit du travail, et même plus simplement la législation des pays, où les ordinateurs sont produits. La formation des ouvriers-ères et l'information sur leurs droits sont également au centre des préoccupations. En effet, il est plus facile de faire changer les choses quand les personnes concernées prennent en main la situation, et exigent elles-mêmes que leurs conditions de travail s'améliorent.

Nous qui sommes tout au bout de la chaîne de production et profitons des bénéfices de cet outil qui nous est devenu indispensable, nous pouvons donc, au travers de cette campagne, créer une chaîne de solidarité avec ceux dont les gestes quotidiens répétés des dizaines de milliers de fois, nous permettent de pianoter sereinement et de surfer sur Internet. •

Pour tester la responsabilité sociale de votre marque d'ordinateur, voir sur le site: www.fair-computer.ch

Théologie de la libération

Spiritualité pour un autre monde

Le deuxième Forum Mondial des Théologiens de la Libération s'est déroulé à Nairobi du 16 au 19 janvier 2006, précédant de quelques jours le grand rassemblement altermondialiste. Son thème, «Spiritualité pour un autre monde possible», était en ligne directe avec les objectifs du Forum Social Mondial. Partage d'interpellations chrétiennes, de différentes confessions, comme moteurs de changement.

La Théologie de la Libération (TdL) se veut un mouvement vivant, pertinent et fédérateur pour des chrétiens engagés. Même si elle ne cesse d'être réprimée par la congrégation pour la doctrine de la foi, dirigée en son temps par le cardinal Joseph Ratzinger. Devenu pape, il vient de prononcer sa première notification[1] à l'encontre de deux ouvrages du Jésuite Jon Sobrino, éminent théologien de la libération.

Référence de résistance

En dépit de cela, la TdL reste une référence pour toute personne, quelle que soit sa confession, qui inscrit sa démarche de changement des structures d'oppression dans une perspective de foi. S'il fallait résumer son idée centrale en une seule formule, ce serait, aujourd'hui comme dans les années '70 qui l'ont vue fleurir, l'«option préférentielle pour les pauvres». Mais attention, une «option» qui ne se satisfait pas de charité là où il est question de justice et d'oppression.

Cette pauvreté présente de nos jours de multiples visages: elle est touche –souvent– les femmes, la culture en plus des biens matériels, l'écologique, etc. Autant de lieux d'appels à la libération, à laquelle cette théologie souhaite apporter sa contribution, par une lecture contextuelle des rapports de force en présence. Car, comme le soulignait l'économiste Samir Amin, *«dans un monde qui n'est plus bipolaire, les voies pour sortir de la pauvreté doivent rester multiples sans s'opposer»*.

Un espace ouvert

Le Forum Mondial des Théologiens de la Libération (FMTL) a été initié dans le sillage du FSM tenu à Porto Allegre en 2005. Ceci, afin d'offrir un espace de rencontre à celles et ceux, théologien-ne-s professionnel-le-s ou membres de la société civile, qui puisent des forces dans l'interpellation prophétique des Ecritures. *«Si vous voulez opprimer quelqu'un, ne lui donnez pas la bible, vous allez avoir des problèmes! (...) Notre Dieu est notoirement du côté des opprimés»*, soulignait Desmond Tutu lors de la cérémonie de clôture, en rappelant combien la lutte contre l'apartheid s'est inspirée de la théologie de la libération. Le FMTL aura réussi son premier but: rassembler une deuxième fois plus de 200 participants de 45 nationalités –dont une vingtaine de pays africains–, autour de l'articulation d'une vision commune: trouver les voies de convergence, dans le respect des différences, pour la construction d'un nouveau monde possible.

Luttes phares

Il a beaucoup été question de confluence des luttes pour résister à un ordre qui établit la domination sur la base du pouvoir financier. Celui-ci laisse dans son sillage, «ceux que le monde s'obstine à vouloir oublier». Les perdants toujours plus nombreux du néolibéralisme, dont certains cherchent à présenter «le sacrifice» comme étant un mal nécessaire. Les participants ont été appelés à délégitimer une certaine doctrine économique sacralisée au rang d'un nouveau Mammon, en se rappropriant un pouvoir critique dépouillé de fatalisme.

Quelques membres du réseau francophone théologie et libération.

La distanciation vis-à-vis de l'empire, ce *«péché originel du christianisme»*, est aussi revenu au cours des différentes interventions. *«Pourquoi Jésus d'Asie (NDR: Nazareth est bien en Asie), qui s'est levé contre l'imperium romanum, qui a été condamné à mort par lui, est–il devenu l'agent romain par excellence par la liturgie, la théologie, les ordres religieux, le cléricalisme?»*, interrogeait le théologien coréen Kim Yong-Buck?

Enfin, le Mantra récité à l'ouverture de ces quatre jours de forum *«je suis quelqu'un, je peux faire quelque-chose»*, ne prendra effet que si chacun *«prend le risque du changement»*.

Pour maintenir le partage de réflexion et de lutte, une rencontre bisannuelle ne suffit guère. Aussi, de nombreuses alliances ont vu le jour durant cette rencontre. On peut signaler parmi elles la création du réseau francophone de théologie et libération. ●

Martyna Olivet

1. Cette notification s'accompagne de mesures disciplinaires à l'encontre du Jésuite qui s'est vu interdit d'enseignement et de publication, par son diocèse de San Salvador.

JAB
1200 Genève 2

Cotmec, Commission Tiers Monde
de l'Eglise Catholique
16, bd du Pont-d'Arve, 1205 Genève
tél. 022 708 00 78, fax 022 708 00 79
cotmec@worldcom.ch
www.cotmec.ch
CCP: 12-21551-1
Rédactrice responsable: Martyna Olivet
Imprimerie: Fornara, Ge
Maquette: Pascale Castella

Publication

Paroles à vivre

Dans ce nouvel opuscule, l'on reconnaît bien ce qui anime notre ami Jacques Perroux tout au long de son parcours de vie qu'il nous livrait en signant son essai *De la peur à l'amour*.

La parole de Dieu est une bonne nouvelle qui nous demande d'aimer et d'avoir confiance. Hélas, certaines autorités religieuses ont transformé ce message de vie en un traité culpabilisant, composé de morale négative et d'obligations ennuyeuses.

Faisant taire ces rabat-joies, Jacques nous invite à découvrir, par ses étincelles spirituelles, l'amour offert au creux du quotidien. ●

Roland Pasquier

Paroles à vivre, Ed. Saint Augustin, 2006.

Animation

Campagne «High tech, no rights?» à Florimont

Dans le cadre de la semaine des droits humains organisée en mars par leur établissement, une centaine d'élèves de l'institut Florimont , âgés de 13 à 14 ans, ont pu découvrir les conditions de travail dans l'industrie des ordinateurs.

L'aumônerie de Florimont, qui organise annuellement une semaine de sensibilisation aux droits humains, a invité la COTMEC à faire connaître les conditions de travail des ouvrières du secteur informatique. Cette animation se situait dans le cadre de «High tech, no rights?, pour des ordinateurs produits dans la dignité», menée dans le cadre de la Campagne oecuménique de Carême.

Lors d'une animation, les élèves ont notamment démonté la tour d'un ordinateur et ont pu constater la diversité de l'origine des pièces –de Singapour aux Philippines, en passant par la Chine et la Corée du Sud. Ils ont également découvert les conditions de travail très dures des jeunes ouvrières chinoises de la région du delta des Perles. *«C'est horrible! En plus, elles n'ont même pas le droit de sortir de l'usine»*, a commenté une élève.

Loin de vouloir culpabiliser ces super consommateurs d'ordinateurs et d'internet que sont les ados, l'animation avait comme but de leur proposer d'aider à améliorer la situation en participant à la campagne d'envoi de cartes aux entreprises. C'est justement cet aspect qui a été relevé lors de l'évaluation: *«J'ai appris que moi aussi, je peux changer les choses»*. ●

Virginie Estier dos Santos

Association

Un observatoire du droit d'asile et des étrangers

Malgré l'acceptation par les votants, le 24 septembre dernier, des lois sur l'asile et les étrangers, nombreuses sont les personnes et les associations qui entendent continuer la lutte contre le caractère inhumain de la politique helvétique en la matière. L'un des moyens envisagés est la création d'un observatoire de l'application de ces lois.

A Genève, l'on s'est déjà mis au travail. Un stagiaire, Aldo Brina, entouré d'une petite équipe, est en train d'élaborer un système de fiches aussi objectives et fiables que possible. L'annonce de la création de l'observatoire genevois pourrait intervenir prochainement.

Il s'agit-là d'un «projet-pilote» dont l'expérience sera utile lors de la mise sur pied d'un observatoire sur le plan suisse. Dans cette perspective, une assemblée s'est déroulée Berne le 8 février. Elle a abouti à l'adoption de statuts provisoires et à la constitution d'un comité chargé, entre autres, d'aborder l'épineuse question du financement. Même s'il faudra sans doute attendre sa réalisation encore plusieurs mois, l'observatoire suisse dispose déjà d'un site Internet à cette adresse: www.migrantsrightswatch.ch

Michel Bavarel

Rappel

abonnement 2007

Merci à ceux qui se sont déjà acquittés de leur abonnement pour l'année 2007. Nous glissons un petit rappel pour ceux qui vont encore le faire. ●

La rédaction

info cotmec

n°287 / mars 2007 / Genève

commission tiers monde
de l'Eglise catholique

édito

Redressés dans leur dignité

Qu'est-ce que la dignité humaine? D'après le philosophe Ricœur, c'est une notion qui renvoie à l'idée que *«quelque chose est dû à l'être humain du seul fait qu'il est humain»*. Paradoxalement, c'est lorsqu'elle est bafouée que l'on prend conscience de ce qui fait notre dignité. Pensez à l'Afrique du Sud du temps de l'apartheid, qui ne prit fin qu'il y a quinze ans. En janvier dernier, à quelques jours du Forum social mondial de Nairobi, Desmond Tutu évoquait le lot d'humiliations essuyées par ses compatriotes lors de cette période honteuse: *«ces personnes, traitées comme moins que rien, dont les maîtres ne prenaient parfois même pas la peine de connaître le nom, ils se contentaient de les appeler untel. Untel apporte-moi ça, untel vient ici»*. En ces temps là, inlassablement, Desmond Tutu trouvait le moyen de redresser ses fidèles lors de ses offices. *«Toi, oui, toi !Tu es unique, tu es merveilleuse! Tu es extraordinaire!»*, disait-il à celles et ceux qu'il avait en face de lui. *«Dieu t'aime comme si tu étais la seule personne sur cette terre! Oui, tu es son image, tu es son représentant sur terre! Dans l'Église catholique, comme dans une bonne partie de l'Église anglicane, nous nous agenouillons devant la présence eucharistique de Dieu. Toi, toi, toi et toi, vous êtes à l'image de Dieu! Devant chacune, chacun, de vous je dois donc faire une génuflexion! Nier l'humanité de son frère, de sa sœur, est un blasphème! C'est comme cracher au visage de Dieu!»*. A Nairobi, en nous rappelant ce combat pour la dignité à l'époque de l'apartheid, Desmond Tutu nous a invité à prendre conscience de l'efficacité d'une parole prophétique: *«en sortant, c'était comme s'ils marchaient sur des nuages»*. Avec une justesse sans égale, il leur rappelait que ce qu'on leur niait en leur qualité d'être humains, ils y avaient un droit inaliénable en leur qualité d'êtres divins. Le message est toujours d'actualité partout où l'on banalise la souffrance et l'exploitation de l'homme par l'homme. ●

Martyna Olivet

éclairage

Essayer d'aimer

L'abbé Pierre a choisi son épitaphe: «Il a essayé d'aimer». Une façon de nous dire qu'il n'y est pas arrivé. Du moins pas au point qu'il aurait souhaité. Et de nous inviter aussi à porter nos regards au-delà de sa tombe. Il faut toute une éternité pour apprendre à aimer. Humble et réaliste, l'abbé Pierre savait par expérience que ce n'est pas «si simple d'aimer».

Aime-t-on par devoir? Par obligation professionnelle? Je vous entends protester. On ne peut aimer quelqu'un que si on lui trouve quelque chose d'aimable et d'attirant. Alors, qu'est-ce que l'Abbé Pierre trouvait d'aimable chez les clochards, les drogués, les alcooliques et autres naufragés de la vie? Certainement pas leur misère, mais leur disponibilité et leur désir à s'en défaire. Mieux encore, il croyait à leur dignité, même défigurée. En langage chrétien, on appelle cela «image de Dieu», hélas trop souvent caricaturée.

Il fallait à l'Abbé une foi bien chevillée pour réprimer ses «hauts le cœur». On n'embrasse pas un lépreux comme son fiancé ou sa petite amie. L'affection, la tendresse et la joie d'aimer viennent plus tard, au fil de rencontres répétées. L'amour chrétien n'est pas le «Kama-Sutra». C'est la foi qui le fait naître et lui donne chaleur et vitalité. ●

Guy Musy

Zimbabwe

Quel avenir pour l'opposition?

Le gouvernement zimbabwéen s'éloigne toujours plus d'un Etat de droit. Preuve en est la récente arrestation, suivie de leur passage à tabac, des principaux leaders de l'opposition. Une situation explosive en constante évolution.

Depuis 1998, la politique menée par le parti du président Mugabe a eu un effet dévastateur sur le Zimbabwe. L'effondrement économique du pays fait du quotidien de ses habitants un casse-tête. Comment survivre dans un contexte où le salaire de la minorité qui détient encore un travail ne couvre parfois même plus de quoi s'y rendre?

Hyper-inflation, corruption et mauvaise gestion ont vidé les caisses de l'Etat. Au point où des services de base de la fonction publique ne tiennent littéralement plus la route. Un exemple parmi d'autres: le récent décès de 36 passagers d'un autobus, fauché par un train dont la signalisation n'avait pas été réparée depuis 10 ans...

Une atmosphère de décrépitude, morale, physique et sociale que la population peine à supporter davantage. En février, des manifestations de colère ont éclaté lorsque Mugabe a annoncé son intention de prolonger sa présidence jusqu'en 2010. La réponse à ces protestations n'a pas tardé: le gouvernement a décrété l'interdiction de tout rassemblement politique pendant trois mois.

Opposition piégée

Le dimanche 11 mars, le Save Zimbabwe Campaign, a invité les leaders des diverses factions de l'opposition à une réunion de prières. Des prières bien politiques, certes, mais des prières tout de même... L'ensemble des partis et les principales organisation de la société civile ont répondu présent, notamment les factions MDC[1] de Morgan Tsvangirai et d'Arthur Mutambara; le NCA[2] de Lovemore Madhuku et bien d'autres.

Sur place, la foule a été accueillie par la police anti-émeute, à renfort de canons à eau et gaz lacrymogène. Lorsque des mouvements de protestation ont éclaté parmi la foule, les des forces de l'ordre n'ont pas hésité à faire feu. Gift Tandari, la présidente d'une section locale du NCA, est décédée sur le champ. Dans la foulée, plus de 80 personnes ont été arrêtées, surtout les dirigeants présents. En un coup de filet, c'est pratiquement toute la direction de l'opposition zimbabwéenne qui s'est retrouvée derrière les barreaux. Durant les 48 heures de garde à vue, aucun prisonnier n'a eu accès à un avocat. Pire: tous ont été brutalement battus et torturés par la police. Le mardi suivant, les leaders politiques sont apparus chancelants et le visage tuméfié devant un tribunal, vide de tout magistrat.

Au moment où l'opposition zimbabwéenne n'a jamais paru aussi divisée –minée de surcroît par des querelles intestines–, il est ironique de constater que ce qui aurait pu être un coup de grâce apparaît, au contraire, comme un de ces moments catalytiques et unifiants. Lors de leur comparution devant le parquet, Tsvangirai, Mutambara et Madhuku sont entrés côte à côte, soutenus par les chants unifiés de leurs sympathisants. Cet épisode sanglant sera-t-il celui qui galvanisera leur action collective? Ce serait un moindre mal bien chèrement payé. ●

Alisdair Menzies

1. Mvt. pour un changement démocratique
2 Assemblée consitutionnelle nationale

Procès Novartis-Inde

Deux logiques s'affrontent

A première vue, le procès qui s'est ouvert en Inde autour de la fabrication du Glivec –médicament contre le cancer– est emblématique du rapport de force entre deux conceptions du développement et pourrait être ramené à un conflit Nord-Sud.

D'un côté, le gouvernement indien...

Il utilise la flexibilité prévue par l'accord négocié dans le cadre de l'OMC et refuse la protection de la propriété intellectuelle arguant que l'innovation, apportée récemment par Novartis au remède, n'entraîne pas d'amélioration substantielle de l'efficacité médicale du produit.

... de l'autre Novartis

Le géant bâlois conteste ce refus et attaque la loi. Il nie le fait d'avoir apporté une modification mineure à la composition du Glivec dans le but de prolonger la durée de son monopole de production. De fait, si la multinationale l'emporte, cela verrouillera la production de médicaments moins chers. La primauté donnée à la santé publique serait minée et les thérapies deviendront hors de portée des pays où la maladie fait le plus de victimes.On le voit, même dans le cadre d'accords négociés au sein d'un organe supranational, on peine à sortir des conflits habituels entre la réalité humaine et la réalité économique. On peine à freiner le rouleau compresseur de la logique économique. Qu'il s'agisse du problème de la dette, des politiques d'ajustements structurels ou de cet «apartheid sanitaire», la logique du Nord menace d'écraser les velléités de développement du Sud.

Pas d'angélisme

L'Inde, dont la production de médicaments est en plein essor, se profile dans la compétition entre les industries pharmaceutiques. Elle vise les marchés du Nord, bien plus lucratifs que la production destinée aux pauvres, qui demeurent les oubliés de l'économie. Dans cette course à la concurrence, où se trouve le droit à la santé inscrit dans la Déclaration universelle des droits humains?

On le voit, le véritable médicament qu'il faut produire à large échelle, au Sud comme au Nord, dans toutes ses versions génériques, est celui combattant la maladie qui gangrène la solidarité humaine et dont on connaît le virus: le profit. ●

Roland Pasquier

Environnement

Des Indiens du Brésil aux prises avec nos mouchoirs en papier

Notre présence est attestée depuis le 16ème siècle, affirment les Tupinikim. Les Guarani, eux, sont arrivés en 1966. Juste avant la firme Aracruz Florestal qui s'est établie dans cette région de l'Etat brésilien d'Espirito Santo en 1967 pour y planter des eucalyptus dont on fait de la pâte à papier. Les terres traditionnelles des Tupinikim ne se situent pas dans cette zone, mais à 140 kilomètres de là et nous avons acquis nos terres tout à fait légalement, affirme de son côté la compagnie qui s'appelle aujourd'hui Aracruz Celulose. D'où un dur conflit encore en cours.

Aracruz Celulose se présente sur son site Internet comme une entreprise brésilienne, *«leader mondial de la production de cellulose blanchie d'eucalyptus»*. Elle assure 27% de l'offre totale de cette matière destinée à la fabrication de papier à écrire, de papier hygiénique et de papiers spéciaux. Cela grâce à 279'000 hectares de plantations situées dans quatre Etats du Brésil (plus 88'000 hectares de 3'000 planteurs indépendants). Elle possède trois usines de cellulose dans l'Etat d'Espirito Santo et un port privé pour ses exportations. Ainsi qu'une autre usine dans le sud du pays et 50% de Veracel Celulose, dans la Bahia.

L'entreprise affirme contribuer à l'amélioration de la qualité de la vie des communautés dans lesquelles elle est insérée, notamment par diverses initiatives de caractère social. *«Notre objectif est d'établir des relations à long terme basées sur un respect mutuel»*, souligne-t-elle. Elle reconnaît cependant vivre *«une relation conflictuelle avec l'une des principales parties intéressées, les communautés indigènes d'Espirito Santo, dans le contexte de conflits croissants pour l'usage de la terre au Brésil»*.

En fait, selon un historique du CIMI, le Conseil indigéniste missionnaire, organisme lié à la Conférence nationale des évêques du Brésil, ce conflit commença dès l'installation de l'entreprise dans la région de la localité d'Aracruz, à la faveur du régime militaire. *«La plupart des Indiens ont été expulsés et des milliers d'hectares de forêt primaire ont été dévastés.»* Après le rétablissement de la démocratie, la Constitution de 1988 reconnut le droit des Indiens à leurs terres traditionnelles. La FUNAI (Fondation nationale de l'Indien) identifia, en 1997, 18'000 hectares comme appartenant aux peuples indigènes Tupinikim et Guarani.

Deux villages incendiés

En 1998, le ministre de la justice de l'époque, Iris Rezende, reconnut les études de la FUNAI, mais limita l'étendue des terres indigènes à 7'000 hectares. Les Tupinikim et les Guarani procédèrent alors eux-mêmes à la démarcation de leur territoire. La police fédérale intervint, emmena des leaders à Brasilia où, dirent-ils, ils furent obligés de signer un accord avec Aracruz Celulose, sous la menace de perdre toutes leurs terres et en échange de programmes sociaux.

Cependant, les Indiens continuèrent la lutte, exigeant l'enregistrement des 11'000 hectares manquants. Le 20 janvier 2006, 120 agents de la police fédérale, utilisant un hélicoptère appartenant à Aracruz Celulose, des bombes assourdissantes et des balles en caoutchouc, expulsèrent les habitants de deux villages des Tupinikim et des Guarani et mirent le feu aux maisons. Et cela sans avertissement préalable et malgré les protestations de deux agents de la FUNAI, ce qui rendait l'opération illégale.

En février 2006, la FUNAI publiait au Journal officiel un résumé des rapports sur la question, ouvrant un délai durant lequel Aracruz Celulose pouvait faire valoir son point de vue. La FUNAI jugea les arguments de l'entreprise non fondés et envoya le dossier au ministère de la justice, en recommandant la démarcation des 18'000 hectares de terres indigènes. Le mois passé, février 2007, le ministre de la justice, Márcio Thomas Bastos décida de renvoyer la question à la FUNAI *«afin que soient réalisées des études en vue d'élaborer des propositions qui concilient les intérêts des Tupinikim/Guarani et d'Aracruz Celulose»*.

Le 3 mars, réunies en assemblée générale, les communautés indigènes clamèrent leur indignation face à cette décision et exigèrent à nouveau que leurs terres soient définitivement démarquées. Cette prise de position fut appuyée, dans une lettre ouverte, par nombre d'organismes et d'individus au Brésil et hors du Brésil. On en est là.

L'entrée d'une fabrique bloquée en Allemagne

Tout ce processus a été accompagné de protestations et de manifestations dont, le 4 mai 2006, le blocage de la fabrique de Procter & Gamble de Neuss, en Allemagne, par des militants de l'ONG Robin Wood. Un Tupinikim et un Guarani avaient fait le voyage. *«Les Allemands doivent savoir que nous, indigènes, avons été brutalement expulsés à cause de la matière première servant à fabriquer les mouchoirs en papier Tempo. Procter & Gamble porte également une responsabilité dans le fait que Aracruz a volé nos terres, détruit nos forêts et empoisonne nos rivières avec des pesticides»*, déclarèrent-ils.

Aracruz Celulose se targue d'être la seule entreprise du secteur à figurer dans l'indice Dow Jones du développement durable 2007 (DJSI World). Il n'empêche que la monoculture de l'eucalyptus, arbre à croissance rapide, est accusée d'épuiser les ressources en eau, d'acidifier et d'appauvrir les sols, notamment en calcium . Les adversaires de ces plantations évoquent le risque d'aboutir à un *«désert vert»*.

Par ailleurs, RISAL vient de diffuser un article sur Veracel, dont Aracruz possède, depuis 2001, la moitié des parts, l'autre moitié étant détenue par le groupe suédois-finlandais Stora Enso. Veracel a débuté ses activités en 1991 dans l'extrême sud de l'Etat de Bahia où elle a acquis 164'000 hectares de terre et construit, en 2003, une usine de cellulose, la plus grande de ce type à l'heure actuelle. Parmi les reproches adressés à Veracel figure celui de ne pas avoir accompli ses promesses en matière de postes de travail et de bien-être, promesses *«qui tranchent avec la déstructuration sociale et la faim existant aujourd'hui dans la région»*.

La monoculture de l'eucalyptus serait également la grande responsable de l'exode rural qui atteint des chiffres record dans l'extrême sud de la Bahia. Décidément, nos innocents mouchoirs en papier –ou notre papier hygiénique– engendrent bien des drames... ●

Michel Bavarel

Pour plus d'inforamtions: www.wrm.org.uy

Argentine et Uruguay

La cellulose provoque un incident diplomatique

Depuis le début du mois de février, des écologistes argentins ont bloqué l'accès de trois ponts sur le fleuve Uruguay, qui fait office de frontière entre l'Argentine et l'Uruguay. Cette action est le dernier épisode d'un long conflit, provoqué par le projet de construction d'une énorme usine de pâte à papier à Fray-Bentos, en Uruguay, de l'autre côté du fleuve. Il s'agit d'un investissement de près d'un milliard de dollars du groupe finlandais Botnia, exemple de délocalisation de la production de pâte à papier des pays scandinaves vers différents pays du Sud. Le projet s'est immédiatement heurté à une opposition massive, particulièrement de la part des Argentins, qui craignent la pollution du fleuve Uruguay.

Manifestants argentins sur le pont

En avril 2005, plus de 40'000 Argentins ont bloqué le pont reliant les deux pays. De son côté, le gouvernement argentin a fait appel à la Cour internationale de justice de la Haye (CIJ), en invoquant le traité de 1975 concernant la solidarité des deux pays pour tous les projets touchant les rives du fleuve Uruguay. Bien que débouté par la CIJ, celui-ci ne désarme pas, et la médiation entre les deux pays entamée par le représentant de l'Espagne auprès des Nations Unies, semble mal partie. ●

Virginie Estier dos Santos

Source: www.alternatives.ca , 2 mars 2007

Amérique latine

«Les plantations ne sont pas des forêts»

Le réseau latino-américain contre les plantations industrielles d'arbres a été créé lors du Forum Social Mondial de 2003. Il groupe des mouvements sociaux et des ONGs de 16 pays d'Amérique latine. Ce réseau met en cause l'expansion de la monoculture d'eucalyptus et de pins dans le cadre d'exploitations à grande échelle. En même temps, il encourage des initiatives de conservation de la forêt et de reforestation qui sont des réelles alternatives, sur le plan social et environnemental, pour les communautés locales.

Dans chaque pays, les organisations membres du réseau mènent des actions pour sensibiliser l'opinion publique aux impacts négatifs provoqués par la monoculture d'arbres. Notamment, elles affirment que l'on ne peut considérer ces monocultures comme de la forêt. Cette culture transforme les territoires des communautés locales en déserts écologiques, dans le seul but de fabriquer des mouchoirs en papier et d'autres produits jetables (lingettes, papier ménage, etc.) qui finiront leur courte existence dans une corbeille. Par ailleurs, les membres soutiennent des projets alternatifs de développement local et cherchent à modifier les législations forestières de chaque pays, afin que celles-ci cessent d'encourager les monocultures d'arbres. ● *V.E*

Après Nairobi

Les prochains pas du FSM

Le prochain Forum Social Mondial (FSM) se tiendra début 2009. Le lieu de ce prochain rendez-vous n'est pas encore défini, même se plusieurs propositions ont été examinées à Nairobi: la Bolivie, le Mexique, le retour au Brésil ou une nouvelle édition en Afrique, afin de renforcer les mouvements sociaux de ce continent. Le Conseil International prendra sa décision cette année, probablement en juin.

Cependant, même en l'absence d'événement centralisé en 2008, la décision du FSM est de redoubler d'efforts dans le processus de consolidation du mouvement altermondialiste et de recherche d'alternatives au modèle néolibéral hégémonique. Ainsi, en parallèle au Forum économique de Davos en janvier prochain, toute une série de mobilisations, d'actions, de rencontres et autres initiatives surgies des coins les plus reculés de la planète sont prévues. C'est à chaque pays, région, continent ou réseau d'imaginer et de stimuler les actions les plus diverses.

Par ailleurs, les mouvements sociaux réunis à Nairobi se sont mis d'accord sur un agenda commun de base. Celui-ci fixe des moments importants courant 2007, dont une semaine de mobilisation en faveur de l'annulation de la dette, prévue du 14 au 21 octobre. Avant cela, début juin, le boussole du mouvement altermondialiste indiquera l'Allemagne. Plus précisément, Rostock et Hailigendamm, où seront convoquées les mobilisations contre la réunion du G8, instance qui réunit les 7 puissances les plus développées du monde et la Russie. ●

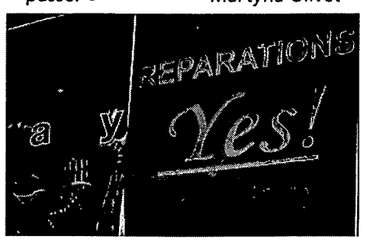
Sergio Ferrari, E-CHANGER
Trad: Virginie Estier dos Santos

Afrique du Sud

Khulumani ne désarme pas

Le verdict du juge new-yorkais, chargé d'examiner la recevabilité des plaintes des victimes de l'apartheid, tarde à venir. Au banc des accusées, les entreprises poursuivies pour collaboration avec le régime ségrégationniste. Déjà plus d'un an depuis l'appel. Pour les membres de Khulumani, groupe d'entraide de «survivants» –comme ils se présentent eux-mêmes,– le temps est suspendu. Mais la mobilisation ne faiblit pas. Trop reste à faire. Continuer à documenter les histoires de vie de ceux qui ont lutté et soufferts, suivre les engagements de la Commission vérité réconciliation, aider les membres à regagner à une vie «normale», etc. Mais surtout, il s'agit de maintenir la pression en faveur des réparations sur un gouvernement obstiné à vouloir tourner la page sur son passé. ●

Martyna Olivet



Afrique duSud

Femmes bâtisseuses

Les femmes à l'origine du Victoria Mxengwe project, dans la banlieue de Cape Town, étaient pauvres, sans emploi et vivaient sur des terrains squattés. Pourtant, elles caressaient un rêve: à partir d'une situation à priori désespérée, mener une action positive. Celle de fournir des logements *«aux plus pauvres d'entre les pauvres, par les plus pauvres»*. En 1991, s'inspirant d'une expérience indienne d'épargne collective, elles ont organisé leur communauté en petits groupes afin de rassembler de quoi ouvrire un compte bancaire, étape nécessaire pour l'obtention d'un crédit. Puis, elles ont désigné des femmes pour les former aux techniques de construction. A force de persévérance et de démarches administratives, le gouvernement sud-africain a finit par allouer un premier crédit au projet. Au bout de dix ans, les femmes construisaient les premières maisons de brique.

A ce jour, 56'000 habitations ont été construites à travers les townships du pays. Aussi incroyable que ça puisse paraître, l'association Victoria est devenue le deuxième bâtisseur du pays, juste après le gouvernement. De plus, *«les gens préfèrent vivre dans nos maisons plutôt que dans celles de l'Etat»*, souligne la responsable de la région du Cape. La consultation de la population et la construction participative y est pour beaucoup. Pari réussi pour ces femmes qui ont prouvé leur capacité à gérer un budget et à construire à bas prix. La grande difficulté reste l'accès à la terre. A Cape Town, c'est grâce à la donation d'une parcelle par un évêché que les constructions ont pu débuter. Mais ailleurs, il faut parfois se battre pour racheter des terrains. Une réalité qui rappelle au gouvernement sud-africain qu'il n'a de loin pas résolu le problème de la redistribution des terres. ●

Martyna Olivet

info cotmec

Forum social mondial et visites de projets
Vu et vécu au Kenya et en Afrique du Sud

Supplément n°287 / mars 2007 / Genève

édito

Le courage des deux regards

Changer sa perception du continent africain était l'objectif commun de nombreux participants du rassemblement altermondialiste de Nairobi, en janvier dernier. Pour les membres de la délégation suisse, le ton était donné dès les premiers pas «sur le terrain». *«Vous êtes ici pour apprendre comment les Africains vivent, non comme ils meurent»*, nous disait le directeur d'une école pour jeunes réfugiés. Oui, on vit dans cette partie du monde. Parfois sur le fil, tirant le diable par la queue pour boucler le mois. Souvent en défiant les indicateurs de l'économie formelle, produit national brut en tête, selon lesquels *«ça devrait aller bien plus mal»*. Toujours avec ingéniosité et ténacité dans un contexte où il existe bien peu de filets de sécurité.

Changer de perception, c'est osciller entre deux regards. Celui qui voit le chemin parcouru et celui qui constate l'ampleur de ce qu'il reste à faire. Un exercice parfois un peu schizophrénique dans le contexte kenyan. Il s'agit de se féliciter de la gratuité de l'éducation primaire tout en entendant cet enseignant expliquer *«que les fournitures et les habits ne le sont pas»* et *«qu'un enfant ne peut se concentrer le ventre vide»*. Il faut se réjouir de la lutte contre la corruption par la mise en place d'outils sophistiqués, tout en prenant conscience *«de leur faible utilisation»*. Et ainsi de suite.

En Afrique du Sud, c'est un autre paradoxe qui gangrène la société. Le pays affiche une croissance florissante dans le contexte régional. Pourtant, l'écart entre *«ceux qui possèdent et ceux qui n'ont rien»* y prend des proportions à nulles autres pareilles. Avec le Brésil, le pays détient la palme du pays le plus inégalitaire au monde. Ce qui a amené récemment Desmond Tutu à déclarer: *«Ce n'est pas pour cette Afrique du Sud-là que nous nous sommes battus»*. Ces propos lui ont valu une pluie de critiques, mais il n'a pas capitulé . Dans cette situation, ce sont souvent les plus démunis qui se mobilisent. Pour tenter de suppléer aux promesses, trop lentes à prendre effets, d'un gouvernement dont la priorité n'est pas le redressement des inégalités.

Confronté aux situations d'extrême misère,il devient difficile de garder le cap de l'espoir. Au Kenya, face à Kibera, ses 700'000 habitants et sa mer de tôle ondulée, *«le plus grand bidonville d'Afrique et notre plus grande honte»*, on a du mal à ne pas flancher. Teresa Okure, doyenne d'une faculté de théologie au Nigeria, esquisse une piste de réflexion: *«Il nous faut aussi apprendre à penser autrement. Ne pas considérer les femmes du bidonville comme des victimes, mais se poser la question: comment Kibera est-il devenu possible? Comment agir pour qu'il devienne une impossibilité?»*

Que dire des kilomètres de townships qui bordent la route reliant l'aéroport au centre de Cape Town? *«J'ai parfois l'impression que les Blancs se cachent derrière des murs pour ne pas voir ce qu'ils ont contribué à créer en termes de misère sociale et de pauvreté»*, commentait Charles Abrahams, avocat engagé pour la réparation des victimes de l'apartheid. Autre contexte, autre réalité qu'il faut également essayer d'approcher.

L'apartheid est tombé lorsqu'il est arrivé au point où il était devenu une incongruité tant économique, sociale que morale. Le changement politique précède parfois le changement de regard sur une réalité, toujours plus complexe que ce qu'on arrive, de l'extérieur, à appréhender.

Tout cela nous rappelle le propos de l'Abbé Pierre: *«Nous avons deux yeux: un qui donne le courage de regarder le mal et de le combattre, et l'autre qui veut que nous regardions ce qui est beau... Ayons le courage de ces deux regards!»* ● *Martyna Olivet*

Townships

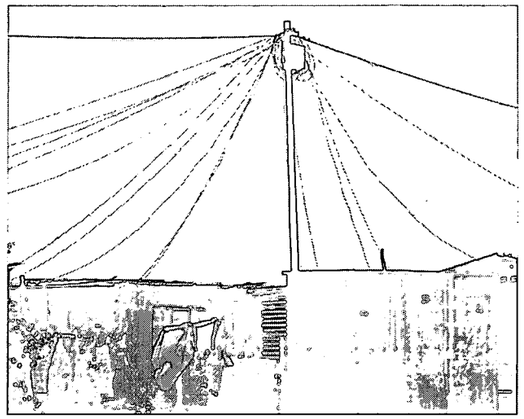
Stigmates urbains

La ville de Cape Town est marquée par l'apartheid dans sa géographie urbaine. Sur la vaste plaine menant au centre, on longe une véritable mer de maisonnettes, tantôt en briques, tantôt en bois, parfois en simples bâches de plastique.

Les townships successifs délimitent, aujourd'hui encore, les frontières entre les communautés. Au temps de l'apartheid, seuls les Blancs pouvaient s'établir en ville. En bordure, les Métis et les Indiens avaient le droit de construire en briques. Encore plus loin, les Noirs devaient se contenter d'habitats en bois et en tôle. Ces habitations restent légion, en dépit d'un programme de reconstruction initié par le gouvernement. L'exode rural alimente ces zones où le logement est bon marché. Et des campements illégaux, où échouent les plus pauvres dans des masures en plastique, se multiplient.

Au cœur des townships

Les townships sont une constante dans le paysage urbain de l'Afrique du Sud. Certains d'entre eux, comme Soweto, sont entrés dans l'histoire par des événements tragiques. C'est aussi là que sont nés et se sont organisés des mouvements de résistance comme l'ANC. Aujourd'hui, les townships attirent les touristes. Il faut l'admettre: certains quartiers sont décents, animés et paraissent pittoresques aux yeux des étrangers. Il est possible de s'y restaurer à bas prix, d'écouter du jazz et de se rendre compte de la grande diversité de la nation sud-africaine. Reste toutefois leur mauvaise réputation, liée au fort taux de criminalité, et l'inconfort d'afficher une aisance matérielle face au dénuement ambiant. Aussi, certains touristes choisissent-ils la facilité: un «tour» en minibus d'où ils prennent des photos sans sortir du véhicule. Une attitude peu appréciée et irrespectueuse des personnes. Il est possible de se rendre autrement dans ces lieux riches d'histoire. A Cape Town, WECAT[1] organise des visites d'une journée sur les traces de la lutte pour la libération. Les guides, originaires des lieux, sont également des anciens combattants de l'ANC. Une occasion unique de s'initier aux problèmes posés par leur réinsertion dans la vie civile.



Masures en tôle, Cape Town

Réserve de main d'œuvre

Il est frappant de constater, au Kenya comme en Afrique du Sud, à quel point quartiers riches et défavorisés sont souvent construits tout près les uns des autres. Pour une part, c'est le signe d'une amélioration du niveau de vie des habitants des townships. Les gens continuent à habiter la même partie de la ville, mais dans des conditions plus confortables. Cela dit, l'explication est plus à rechercher du côté de l'emploi. *«Il est pratique pour les riches de disposer d'une réserve de travailleurs bon marché à proximité. Ils ont besoin que les pauvres restent pauvres pour toujours.* », soulignait notre guide. Le temps perdu dans les transports pour se rendre en ville et souvent un facteur limitant dans l'obtention d'un travail hors du secteur domestique.

Culture déracinée

A cause des déplacements forcés, beaucoup de communautés ont perdu ce qui les reliait à leur culture d'origine. Les Métis portent le regard le plus amer sur le fait que, du côté des Noirs comme des Blancs, on les a coupés de leurs racines. D'avoir bénéficié de certains privilèges de la part du régime de l'apartheid a également contribué à les isoler. Dans ce vide culturel s'est développée une manière de manier la langue, par le chant, le théâtre et un genre musical qui a donné au jazz sud-africain ses consonances particulières. Il n'est pas rare aussi de voir fleurir des «tentes» d'initiation en plein paysage urbain, où les jeunes garçons d'origine Xhosas subissent les rites de passage pour devenir des hommes. Par bribes, des traditions subsistent dans cet univers déstructuré. Mais, comme le remarquait amèrement un habitant, *«la principale culture reste celle de la violence et de la promiscuité...»*

Il est vrai que l'extrême densité, à peine quelques mètres séparent les habitations, donne une sensation d'étouffement. La végétation est quasi-absente de l'ensemble des townships, aucune couverture arborée ne protège du soleil. Il en résulte une atmosphère aride et uniforme, égayée seulement par la diversité des couleurs des façades et les vêtements colorés des habitants.

Pourtant, des hommes et des femmes, dont les townships sont et resteront le cadre de la vie quotidienne, travaillent à leur réhabilitation. Une tâche titanesque, nécessaire et prometteuse. o

Martyna Olivet

1. Informations: http://www.dacpm.org.za/wecat.html

Femmes

Que la fille d'Eunice ne connaisse pas l'excision

C'est la force et le courage des femmes qui m'a le plus marquée. Qu'il s'agisse des invitées à la table ronde consacrée au rôle de la femme au Kenya, des religieuses parties en guerre contre les mutilations génitales féminines ou des femmes masaï qui s'engagent dans le projet de l'Action de Carême au Sud de Nairobi. Qu'elles soient avocate, assistante sociale, professeure d'Université ou épouses d'éleveurs, religieuses ou laïques, elles m'ont toutes également impressionnée.

Des journées de 18h

La vie d'une femme kenyane n'est pas une sinécure. Levée à 4-5h du matin, elle prépare le déjeuner avant que les enfants ne partent à l'école. Ensuite, si elle vit à la campagne, elle passe une grande partie de son temps à aller chercher de l'eau –ce qui peut représenter 40 km à pied pour une femme masaï– et du bois pour la cuisine, tout en s'occupant des enfants en bas-âge. Il faut ensuite préparer le souper, s'occuper des enfants qui rentrent et du mari. Coucher vers 23h. Les femmes vivant en ville ont des activités et des horaires similaires. Ce qui change, c'est l'occupation entre le déjeuner et le repas du soir. La plupart d'entre elles travaillent dans le secteur informel. Elles aussi marchent beaucoup, passant une grande partie de leurs journées dans la rue, à la recherche de travail ou en vendant de petites choses. Souvent, elles sont victimes de harcèlement policier. Ajoutez à cela le fait que les femmes n'ont que rarement accès à la propriété et à l'héritage (terres ou troupeaux), qu'elles sont souvent mariées très jeunes, après avoir été excisées (avec toutes les atteintes à la santé que cela comporte, y compris un risque non négligeable d'infection par le virus du sida), qu'elles sont moins scolarisées que les garçons et vous aurez une idée de leurs difficultés.

Notre visite dans cette région aride de Kajiado, à deux heures de route de Nairobi, a été particulièrement marquante. Le projet soutenu par l'Action de Carême vise à renforcer le rôle, la capacité de décision et la formation des femmes de 9 villages masaï. Il motive les communautés de ces éleveurs semi-nomades à s'engager pour la dignité et l'égalité des droits des jeunes filles et des femmes.

Femmes et écolières masaï

L'école de la région compte un tiers de filles, proportion en constante augmentation. Il y a une vraie volonté de soutenir la scolarisation des filles, sachant que celles qui vont à l'école courent moins de risques d'être excisées et d'être mariées très jeunes. Les écoles qui intègrent le mieux les filles sont valorisées par l'octroi d'un prix. Le directeur n'était pas peu fier de nous montrer les différentes coupes gagnées par son établissement! Les visites d'anciennes élèves qui ont réussi leurs études et acquis un métier sont encouragées. Dans le bureau du maître principal, deux paquets attirent notre attention. Ce sont des serviettes hygiéniques distribuées aux jeunes filles. Les maîtresses s'en chargent, notant scrupuleusement la date et le nom de la bénéficiaire. On a ainsi pu éviter que certaines élèves renoncent à venir à l'école, après un épisode de saignement impromptu. Le simple fait d'aborder la question montre une grande évolution des mentalités.

La communauté s'est ensuite rassemblée sous de grandes tentes, le temps d'une belle rencontre entre Suisses et Masaï. Chants, danses et grands débats sur le rôle et la place des femmes dans nos deux pays étaient au programme. Eunice, la responsable locale du projet, a pris la parole avec assurance, tout comme plusieurs autres femmes des villages concernés. Avant un repas de fête, nous avons pu aborder très librement la question des mutilations génitales et du sida, de la scolarisation des filles, mais aussi des garçons que les parents veulent évidemment voir aussi bien formés ou encore des possibilités de développement (débouchés pour les bijoux de perles fabriqués par les femmes, accès à l'eau, etc.). Et la fierté de ces femmes de prendre la parole devant notre large assemblée, en présence des hommes, d'être écoutées et considérées, n'était pas le moins émouvant.

Au moment de nous quitter, Eunice, enceinte de 8 mois, nous a encore glissé à l'oreille, comme une confidence, que si son bébé était une fille, elle espérait qu'elle ne serait pas excisée à l'adolescence, comme elle-même l'a été. Je crois que son souhait peut se réaliser. o

Liliane Maury Pasquier
Conseillère nationale

Théologie de la libération

Jon Sobrino, compagnon de route

La condamnation du théologien Sobrino par les services de ce qu'on appelait jadis «La Sainte Inquisition» fait d'abord penser à une ruade donquichottesque contre de chimériques moulins à vent. Ou à une charge d'artillerie lourde dirigée contre un fantôme. Bref, un coup d'épée dans l'eau! Nos bureaucrates croyaient-ils vraiment porter l'estocade à la théologie de la libération? On la disait morte depuis longtemps. Cet anachronique règlement de comptes aura eu cependant des effets inespérés. Il a réveillé le souvenir de ces années lumineuses où l'Eglise, à la suite de Jésus, prenait résolument le parti des pauvres et des exclus. Il a fait resurgir les noms de Leonardo Boff, de Frei Betto, de Gustavo Guttierez et de tant d'autres ténors de cette théologie. Mieux encore, la condamnation romaine suscite de nouvelles vocations. Des jeunes sont émus et conquis par le témoignage de tant de prêtres et laïcs assassinés ou poursuivis pour avoir résisté à l'oppression. Ils étaient nombreux à Genève le mois dernier venus applaudir le frère Henri Burin des Roziers, défenseur au Brésil des paysans sans terre. Rassurons-nous. La théologie de la libération reprend du service. Et l'évangile aussi. Il arrive que Dieu écrive droit à travers des lignes courbes! ● *Guy Musy*

Jon, mon ami et frère: la notification de la Congrégation pour la doctrine de la Foi, condamnant tes opinions sur le Christ, parce qu'elles ne seraient pas en harmonie avec la foi chrétienne, m'a rempli d'une profonde tristesse. J'ai vu à l'œuvre contre toi la même méthode et le même type d'argumentation qui ont été utilisés contre moi, en référence à la doctrine de l'Eglise. Il s'agit de la méthode du pastiche, qui consiste à sélectionner des morceaux de phrases, à les combiner entre eux, créant ainsi une autre signification, qui ne correspond plus à ce que l'auteur a écrit.

(...) Cependant, ce qui m'est le plus douloureux, c'est que c'est justement toi qui as été choisi comme victime de ce projet douteux. Car tu es un survivant du martyre: en novembre 1989, au Salvador, les six Jésuites de ta communauté, ainsi qu'une employée et sa fille, ont été assassinés par des membres des forces armées. Tu étais allé me remplacer dans un cours de christologie en Thaïlande, auquel je ne pouvais me rendre, et tu as échappé ainsi à la mort. Ton témoignage, «Les six jésuites martyres du Salvador», est une des plus belles pages de la spiritualité de l'Eglise d'Amérique latine. Ils ont choisi de t'atteindre, toi que je considère comme notre plus profond théologien latino-américain, celui qui exprime le mieux le lien entre spiritualité et théologie, entre insertion au sein du peuple crucifié et réflexion, celui qui (je le dis en toute sincérité) démontre le mieux les vertus qui caractérisent la sainteté. Au fond, je sais que tu te réjouis dans l'Esprit de pouvoir participer un peu de la passion du peuple souffrant. Compagnons de route, nous comprenons que le service ultime n'est pas envers l'Eglise, mais dans l'Eglise envers Dieu, envers les personnes, et spécialement envers les pauvres. ●

Léonardo Boff, théologien
Traduction: Virginie Estier

Aujourd'hui est un jour triste pour moi, mon cœur souffre profondément, le Pape, à la veille de son premier voyage en Amérique latine, a fait un geste qui donne un goût amer au salut de bienvenue. Il a condamné le théologien jésuite Jon Sobrino, résidant au Salvador. (...) Sobirno est accusé de ne pas donner, dans ses œuvres théologiques, une importance suffisante à la conscience divine du Jésus de l'histoire. Pour cela, il lui a été interdit d'enseigner la théologie et tous ses écrits futurs devront être soumis à une censure vaticane préalable. L'avis de condamnation de la Congrégation pour la doctrine de la foi repose évidemment sur des préjugés. La lecture attentive des œuvres de Sobrino montre qu'elles ne nient jamais la divinité de Jésus. Le docétisme, théorie affirmant que Jésus n'était homme qu'en apparence, tout le reste étant divin, fut une hérésie déjà condamnée par l'Eglise dans les premiers siècles. Ceci ferait de l'incarnation une duperie. Les évangiles montrent clairement que Jésus avait conscience de sa nature divine. Au contraire de ses contemporains, il traitait Jahvé de manière intime, affectueuse: Abba, mon cher papa. Une expression araméenne, la langue que parlait Jésus, fort rare. Les mêmes évangiles indiquent que Jésus, comme chacun d'entre nous, a souffert et éprouvé des tentations, a eu peur de la mort, a pleuré, a ressenti la solitude, a appelé son père pour, si possible, qu'il le délivre de ce calice de souffrance. Il fut comme nous, ainsi que l'affirme saint Paul dans sa lettre aux Philippiens, excepté le pêché. Il aimait comme Dieu seul peut aimer.

Au contraire, Rome souffre encore d'un platonisme imprégné de théologie libérale héritée de saint Augustin. Elle parle de la divinité comme si elle était contraire à l'humanité. (...) Leonardo Boff dit bien en se référant à Jésus: «il était tellement humain qu'il ne pouvait en être que divin». Notre humanité n'est pas la négation de la divinité. Tout comme l'humanité de Jésus n'était pas la négation de sa divinité. La divinité est la plénitude de l'humanité et l'humanité annonce déjà la divinité. «Nous sommes de la race divine», affirme Paul aux Athéniens (Acte 17-28). ●

Frei Betto
Traduction : Guy Musy

Animation

Moderne dignité

Les confirmands de l'UP Jura veulent des ordinateurs produits dans la dignité. La COTMEC a présenté la campagne «Pour des ordinateurs produits dans la dignité» à une quinzaine de jeunes de l'Unité Pastorale Jura qui se préparent à la confirmation. Quoi de plus parlant qu'un outil utilisé presque quotidiennement pour illustrer le lien que l'on peut faire entre vie et foi? Qu'est-ce qui peut relier ceux qui suivent une formation à une ouvrière chinoise de 17 ans? Quelle est sa vie, ses projets et ses aspirations? Et surtout, comment agir? Sommes-nous seulement des spectateurs/consommateurs de ce monde ou pouvons-nous contribuer à l'améliorer? Voilà quelques-unes des questions qui ont été discutées lors de ce temps fort. ● *Virginie Estier*

JAB
1200 Genève 2

Cotmec, Commission Tiers Monde
de l'Eglise Catholique
16, bd du Pont-d'Arve, 1205 Genève
tél. 022 708 00 78, fax 022 708 00 79
cotmec@worldcom.ch
www.cotmec.ch
CCP: 12-21551-1
Rédactrice responsable: Martyna Olivet
Imprimerie: Fornara, Ge
Maquette: Pascale Castella

Publication

Eldorado

Par ce roman, Laurent Gaudé signe une approche du problème de l'émigration que nos lectrices et lecteurs, habitué-e-s à aborder ce thème par l'actualité, l'acte de résistance, le débat politique ou la lecture de dossiers, apprécieront.

L'écrivain, que l'on connaît pour son style dense, brosse les portraits de deux personnages, dont les destins vont se croiser. Un habitant du Soudan qui s'arrache à son pays pour entreprendre le dangereux voyage vers l'Eldorado européen: *«Je me suis trompé, aucune frontière n'est facile à franchir. Il faut forcément abandonner quelque chose derrière soi. Nous avons cru pouvoir passer sans sentir la moindre difficulté, mais il faut s'arracher la peau pour quitter son pays. Aucune frontière ne vous laisse passer sereinement. Elles blessent toutes.»* Et un commandant qui navigue au large de Catane afin d'interpeller les clandestins. Ce gardien de la citadelle Europe est ébranlé dans la foi en sa mission, car, à l'inverse de tant d'autres, le fait de croiser la misère n'a pas asséché son humanité: *«L'Eldorado, ils l'avaient au fond des yeux. Ils l'ont voulu jusqu'à ce que leur embarcation se retourne. Ces hommes-là avaient été assoiffés. Ils avaient connu la richesse de ceux qui ne renoncent pas. Qui rêvent toujours plus loin.»*

Par ses mots percutants, Laurent Gaudé fait résonner la voix de ceux qui se mettent en chemin. Qui s'inventent une terre promise au péril de leurs illusions, leur identité et parfois leur vie.

«Parce qu'il n'y a pas de frontière que l'espérance ne puisse franchir.» ●

Roland Pasquier

Eldorado, Laurent Gaudé, Actes Sud, 2006

Grands Lacs

Construire la Paix

Depuis plusieurs décennie, la région des Grands Lacs (Burundi, République Démocratique du Congo, Rwanda), est le théâtre de conflits aux racines identitaires. Malgré des tentatives démocratiques, les Etats de la région peinent à répondre au défi de pacification. Loin des contingences politiques, l'«Initiative de Genève pour la paix dans les Grands Lacs» est une démarche originale et novatrice qui cherche à rassembler au sein d'une même plate-forme des acteurs de la société civile (enseignants, avocats, médecins, journalistes, etc.) issus des différentes ethnies. Lancée en 2003 par un ancien permanent de la COTMEC, Justin Kahamaile, originaire de la région, cette initiative a fait le pari de soutenir le potentiel de paix local, en privilégiant l'établissement de liens humains de confiance. Un profond travail d'identification de projets de terrain ayant un impact positif sur le mieux-vivre ensemble a été effectué par les membres de ce réseau, grâce au soutien de la COTMEC et de l'ONG Eirene.

Pour concrétiser ce désir de paix, trois projets sont en cours. Le premier, mené par un collectif d'avocats engagés au Nord-Kivu (RDC), milite pour un accès équitable à la justice. Dans cette région, les dysfonctionnements de la justice exacerbent les tensions ethniques, notamment du fait d'une mauvaise gestion des terres. Le projet développe des activités à deux niveaux: d'une part, améliorer les capacités des membres les plus vulnérables de la la population à recouvrer ses droits. D'autre part, promouvoir en amont une culture de paix et de résolution non-violente des conflits. Pour en assurer la bonne mise en oeuvre, le projet nécessite encore des soutiens financiers. Un encarté dans le présent bulletin sollicite les lecteurs du COTMEC-Info. ● *Jérôme Strobel*

info cotmec

n°288 / avril 2007 / Genève

commission tiers monde
de l'Eglise catholique

éclairage

«Grand papa, c'est New York!»

Golden Door, la porte dorée qui ouvre le paradis américain! Rêvée par des milliers de paysans siciliens au début du siècle dernier. Rien à voir avec le cri jubilatoire d'un enfant ébloui par la statue de la Liberté: «Grand papa, c'est New York!» .

En fait, les immigrants ne verront aucun bateau-remorque. Une brume épaisse engloutit Manhattan. Dans la caserne-prison de la douane où ils sont dénudés, tâtés, épouillés et triés, ils devront escalader les verrières fumées pour percevoir au loin des building dessinés dans le smog. Adieu le soleil du pays natal!

Mais fallait-il le regretter? Le cinéaste -je parle du dernier film de Crialese- ne connaît de la Sicile que les vapeurs de souffre qui s'échappent de l'Etna. Et puis des rochers nus et encore des rochers nus entre lesquelles se faufilent des ânes faméliques et des humains superstitieux. Alors, vive la grande gouille, même s'il faut pour la traverser jouir (?) du confort d'un bateau-négrier.

Cela ne vous évoque rien? La ruée vers Gibraltar, Lampedusa, Ceuta, les camps de concentrations de Calais? Là où l'Europe se protège des gueux, choisissant pour sa table les gros poissons, rejetant à la mer les indigestes et les maigrichons. Rien de nouveau sous le soleil, aurait dit l'Ecclésiaste.

Toutefois, quelques générations plus tard, il arrive qu'un descendant de ces misérables devienne maire de New York et se voit déjà locataire de la Maison Blanche. Accident de parcours ou tsunami culturel? J'opine pour la deuxième hypothèse. Quand donc verrons-nous un Tamoul à peau sombre ou une Albanaise musulmane s'asseoir sur le siège -éjectable-, occupé présentement par M. Blocher? ●

Guy Musy

édito

Nuisibles déchets

Les déchets seraient-ils le propre de l'homme? C'est en tout cas ce qu'affirme le physicien Pierre Lehmann. *«La nature ne connaît pas les déchets. Toute ce que l'homme produit que la nature ne connaît pas est un déchet». Pour preuve, le cycle de la matière par lequel tout se transforme et qui a permis à la nature de fonctionner «en circuit fermé depuis des millénaires».* Un mode de fonctionnement, à l'opposé de nos théorèmes de croissance, que notre civilisation ferait bien d'imiter si elle souhaite se maintenir.

Le fera-t-elle enfin sur un point, concédé ce vendredi 6 avril à Bruxelles: limiter les émissions de CO2 pour atténuer le changement climatique? C'est ce qui a été retenu dans le «résumé pour les décideurs» issu du dernier rapport du groupe intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC). Le CO2, bien qu'il soit à la fois connu de la nature et indispensable à la vie, est en effet, depuis la révolution industrielle, devenu excédentaire, dépassant la quantité que notre terre peut recycler. Il s'apprête à faire son entrée dans le monde des déchets indésirables, puisque nombre de projets sont visent à le capturer et à l'enfouir sous les mers, comme on l'a déjà fait pour d'autres résidus toxiques.

Rapports après rapports, le diagnostic sur le lien entre les émissions humaines de CO2 dans l'atmosphère et le réchauffement climatique se fait plus pressant. Le document finalisé en Belgique s'adresse aux Etats membres de l'ONU, signataires ou non du protocole de Kyoto. Il est une brique de plus à l'édifice servant à mettre au pied du mur les Etats les plus pollueurs présents et à venir. Avant que le climat ne bascule sous le trop plein de «déchets». ● *Martyna Olivet*

Emballages Cailler

Emballer c'est peser

Il y a une année, nous dénoncions, en partenariat avec la Fédération romande des consommateurs (FRC), l'aberration écologique des nouveaux emballages Cailler. Suite à la pluie de critiques et à la baisse des ventes, Nestlé annonçait, à l'été 2006, de l'abandon du PET pour une partie de sa gamme. La FRC a suivi de près le changement effetué en comparant l'impact environnemental des deux versions de Fémina.

Fémina 2006

Pour 100g de chocolat, environs 70g d'emballage en PET (non recyclable) Soit l'équivalent de 167g de CO2!

Fémina 2007

Pour 100g de chocolat, les déchets sont a présent essentiellement de carton. Il reste un peu de PET pour maintenir les chocolats. Equivalent CO2 : 81g, soit près de 50% de moins que la version 2006!

Frigor: encore à côté de la plaque...

Malheureusement, les emballages les plus polluants de la gamme Cailler ne changeront pas et resteront en PET. Selon le porte-parole de Nestlé, Philippe Oertlé, ces boîtes ont remporté un franc succès auprès des consommateurs. Cependant, si on en croit ses dires, les boîtes Frigor devraient subir un régime minceur et perdre de 50% leur poids. En espérant que M. Oertlé a pesé ses mots, car la FRC ne manquera pas de peser l'emballage! (Source: J'Achète Mieux n° 351)

Quant aux plaques Frigor la FRC n'a pas réussi à en savoir plus pour l'instant. Affaire toujours à suivre, donc. ●

Huma Khamis, Martyna Olivet

Nicaragua

Ambiguïtés politiques

5 novembre 2006. La vague des pays latino-américains virant à gauche atteint à son tour le Nicaragua. 17 ans après avoir perdu le pouvoir et trois défaites successives plus tard, Daniel Ortega, chef de file du sandinisme, gagne les élections présidentielles et reprend les rênes du gouvernement. Mais, dans ce petit pays d'Amérique centrale qui, dans les années '80, a cristallisé les espoirs d'émancipation populaire de toute une génération, le retour au premier plan des anciens révolutionnaires s'accompagne de profondes interrogations.

Pauvreté record, crise énergétique sans précédent, dette publique étouffante, multiplication des violences quotidiennes, blessures de la guerre civile encore douloureuses... Les classes populaires sont épuisées par le lourd héritage des années néolibérales et l'alternance politique se faisait urgente. Toutefois, la victoire du «front» –ainsi qu'est affectueusement appelé le parti sandiniste – ne signifie pas pour autant son retour en grâce aux yeux de la population. Si celle-ci reste très divisée sur le plan politique, elle manifeste un écœurement général face à une classe dirigeante largement corrompue. Avec 38% des voix, son plus mauvais score, Ortega ne doit son retour à la présidence qu'aux divisions de la droite et à une loi électorale sur mesure. Un cortège d'alliances douteuses a fait le reste: interdiction de l'avortement pour s'attirer les faveurs de l'Eglise, pacte avec l'ancien président libéral Alemán condamné à 20 ans de prison pour corruption, nomination d'un ancien paramilitaire de la «contra» comme vice-président, rien n'a été laissé au hasard pour assurer le retour au pouvoir.

Manque de transparence

Les premiers mois du gouvernement Ortega, marqués par les incertitudes et le manque de transparence, n'ont pas vraiment rassurés les analystes politiques. Le mépris des procédures démocratiques inquiète, comme dans le cas de la nomination de la femme d'Ortega, Rosario Murillo, en tant qu'«homme» fort du nouvel exécutif. Si Ortega semble bien décidé à concrétiser son engagement en faveur des plus pauvres, notamment à travers le programme «faim zéro», nombreux sont ceux qui redoutent la mise en place d'une politique sociale populiste préférant l'assistance directe aux dynamiques participatives.

Concentration des pouvoirs

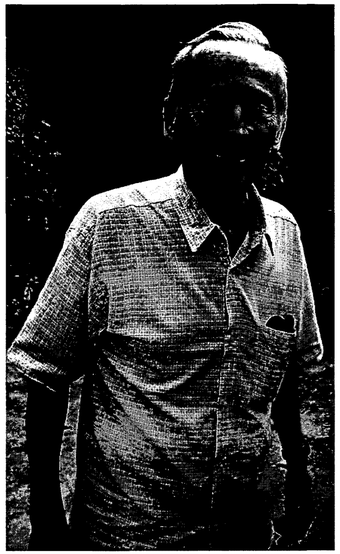
Grâce au rapprochement d'avec le bouillant président vénézuélien Hugo Chávez et à ses pétrodollars, Ortega semble avoir les moyens de ses ambitions. L'entrée, fin mars, du Nicaragua dans l'ALBA, traité commercial mis en place par Chávez pour concurrencer les Etats-Unis, confirme l'influence grandissante du Venezuela. Un modèle qui se profile de plus en plus comme une référence incontournable, avec ses réussites sociales, mais aussi ses ambiguïtés démocratiques... A peine entré en fonction, Ortega évoque d'ailleurs déjà sa réélection dans 5 ans, bien que la Constitution l'interdise formellement. La revue universitaire «Envío» s'interroge sur cette inédite concentration des pouvoirs qui semble annoncer «plus de bien-être pour les pauvres et moins de démocratie pour tous». ●

Jérôme Stobel

Henri Burin des Roziers, un dominicain français au Brésil

Défendre les paysans face à l'agrobusiness

Nous l'avons rencontré dans les locaux de la COTMEC, à son arrivée à Genève. Nous l'avons retrouvé le lendemain soir, lors de la présentation du film de Stéphane Brasey sur les travailleurs esclaves du Brésil, dans le cadre de la Campagne œcuménique de carême. Un film où l'on voit Henri Burin des Roziers, dominicain français et avocat, se vouer à la défense des petits paysans de la région du sud de l'Etat du Para. Quoi qu'il en coûte.



Frère Henri Burin des Roziers

Henri Burin des Roziers figure sur une liste de personnes menacées de mort. Outre le garde du corps fourni par la police, qu'est-ce qui l'a protégé jusqu'à ce jour? Son quadruple statut de prêtre, d'avocat, d'homme âgé (77 ans) et d'étranger qui rend une exécution particulièrement onéreuse, répond-il. Mais pourquoi une telle haine?

«La région est conflictuelle. Elle est riche et se développe énormément, avec une agriculture exportatrice de pointe ayant à sa tête des personnages puissants, que ce soit politiquement ou économiquement. Dans ma municipalité de Xinguara est établi celui qu'on appelle "le roi du bétail". Il possède une dizaine de fermes, d'une superficie totale d'au moins 80'000 hectares, avec 200'000 têtes de bétail. L'agrobusiness fait pression sur les petits paysans pour les faire partir et accroître encore ses terres. On se précipite aussi vers la "frontière agricole", là où la forêt amazonienne n'a pas encore été détruite.»

En face, des petits paysans, dont certains ont perdu leur terre, *«parfois à la suite de violences»*. Et les ouvriers agricoles recrutés dans les Etats les plus pauvres du Nordeste. C'est parmi ces derniers que se trouvent les victimes de ce qu'on appelle *«le travail esclave contemporain»*. Le phénomène a d'abord été dénoncé par quelques évêques. C'est ce qui a conduit à la création, en 1975, de la Commission pastorale de la terre (CPT), l'organisme de l'Eglise au sein duquel Henri Burin des Roziers défend sans relâche petits paysans et travailleurs agricoles. De quoi susciter l'ire des puissants.

Jusqu'en 1995, le gouvernement brésilien a nié l'existence du travail esclave. Il s'est finalement résolu à le reconnaître sous la pression des médias et de la Commission interaméricaine des droits de l'homme. En 2003, Lula a mis en œuvre un plan pour éradiquer le phénomène. *«Encore insuffisant, mais bon»*, estime le dominicain

On ne s'attaque pas au fond du problème

A la CPT, on reçoit des travailleurs ayant réussi à s'échapper de la fazenda où ils étaient exploités. On alerte les autorités. Qui envoient sur place un groupe mobile d'inspecteurs du Ministère du travail, bien protégés, d'autant que quelques-uns ont été assassinés. Cependant, faute de moyens, seule la moitié des dénonciations sont traitées. *«Selon le gouvernement, plus de 20'000 ouvriers agricoles en situation d'esclavage ont été libérés depuis 1995. Il y en aurait toujours 25'000.»*

Sur ce point, l'arrivée de Lula au pouvoir a donc amené un progrès, même si l'on n'offre guère de solutions aux «esclaves» libérés. Par contre, les mouvements sociaux et syndicaux, dont le Mouvement des Sans Terre (MST), jugent sévèrement l'action de

son gouvernement dans le domaine de la réforme agraire. *«Même si l'on accepte le chiffre officiel et contesté de 460'000 familles installées sur un lopin durant le premier mandat de Lula, il est largement insuffisant.»* Et, pour les 20'000 familles qui, dans la région où vit Henri Burin des Roziers, ont bénéficié d'une telle mesure, ce n'est pas un cadeau mais le résultat d'une dure lutte.

On ne s'attaque pas au fond du problème qui est celui de la structure foncière, insiste le dominicain. *«Il existe bien un projet selon lequel, dans notre région par exemple, nul ne devrait posséder plus de 3'500 hectares, mais il dort dans les tiroirs.»* Il y a conflit entre deux modèles de développement, tous deux reconnus, mais traités inégalement. Avec d'un côté l'agriculture familiale qui nourrit la population, mais n'est que peu soutenue. Et de l'autre l'agrobusiness *«qui domine tout»* et reçoit un appui considérable, en dépit des problèmes écologiques qu'il provoque, car il fait rentrer des devises. Il y a l'élevage, le soja, le jus d'oranges, l'eucalyptus dont nous parlions dans le dernier numéro de Cotmec-Info ou la canne à sucre dont on tire l'éthanol. L'accord que viennent de conclure les présidents Lula et Bush sur ce dernier produit ne réjouit pas Henri Burin des Roziers. *«Cela augmente encore la pression sur les terres des petits paysans et ne va pas servir la réforme agraire.»*

Une cause qui dépasse le seul Brésil

Cette situation génère une violence qui reste trop souvent impunie. La CPT de Xinguara a mené une action en justice contre les responsables de l'assassinat de leaders de syndicats paysans. *«J'ai travaillé durant des années avec un pool d'avocats. L'affaire a eu un retentissement international. Au bout du compte, nous avons abouti, ce qui est rare, à la condamnation à 19 ans de prison de chacun des trois fazendeiros qui avaient commandité ces meurtres.»* Aucun d'entre eux n'a purgé sa peine. *«Il faut des témoins qui mettent leur vie en danger, pour obtenir une sentence et elle n'est pas exécutée.»*

Découragement? *«Non, parce que la cause des petits paysans et des sans terre est une grande cause, d'une portée qui dépasse le seul Brésil. Il s'agit de l'alimentation de l'humanité, de l'environnement, de l'équilibre social... Quand on est impliqué dans une telle cause, on y croit »*

Henri Burin des Roziers est-il soutenu par l'Eglise? Par son évêque, oui. Dom Dominique You lui a manifesté un clair appui l'an dernier, quand le syndicat des propriétaires terriens de Xinguara a réclamé son déplacement. *«Son action auprès des "sans défense" de la campagne est un motif de fierté pour les chrétiens, pour ceux qui cherchent la justice et veulent voir le règne de Dieu changer la face de notre monde»* a écrit l'évêque. Cependant, le dominicain, qui se réclame de la théologie de la libération, ne cache pas son inquiétude face à l'évolution de l'Eglise institutionnelle. *«Pour le moment, la Conférence nationale des évêques du Brésil (CNBB) appuie l'action de la CPT, mais certains diocèses s'y opposent.»*

On traverse un moment difficile aussi bien dans la société que dans l'Eglise. *«Avec l'arrivée de Lula au pouvoir, bien des leaders des mouvements populaires ont été aspirés vers des fonctions officielles. Ces mouvements sont ainsi décapités. Or, Lula n'agira que dans la mesure où il éprouvera des pressions.»* Il s'agit donc, malgré tout, de poursuivre la lutte, encore et toujours. ●

Michel Bavarel

Une liste «sale»

Selon l'agence ADITAL, le 3 avril, 59 travailleurs ont été libérés de trois fermes d'élevage du bétail situées dans l'Etat du Maranhão (Nordeste). Parmi eux, des mineurs et une femme enceinte. Ils n'avaient pas reçu de salaire depuis le début de l'année. Dans l'une de ces fermes, les inspecteurs ont trouvé 9 fusils, indices de privation de liberté des travailleurs. Ceux-ci ont d'ailleurs dit qu'ils étaient menacés par un garde de sécurité en cas de tentative de fuite. Les propriétaires ont dû verser des indemnités et, s'il est prouvé que les travailleurs étaient dans des conditions analogues à l'esclavage, leur nom sera inscrit dans une liste noire («sale», dit-on au Brésil). Cette liste comprend déjà 166 noms. Durant les trois premiers mois de cette année, ajoute ADITAL, 583 travailleurs vivant dans des conditions inhumaines ont été libérés. ●

M.B.

Regarder la société à partir des pauvres

«La légende de la Terre Dorée», tel est le titre du film documentaire que Stéphane Brasey a consacré à la lutte de la CPT pour la terre et contre le travail esclave au Brésil . Un film coproduit par Artémis et la Télévision suisse romande qui l'a diffusé le 15 avril dans l'émission «Dieu sait quoi».

Pour Henri Burin des Roziers, la diffusion de tels films –d'autres ont également été tournés sur le sujet– est importante pour promouvoir un changement et former les consciences, en particulier des jeunes générations. *«Regarder la société à partir des pauvres change tout»*, dit-il au sujet de l'Eglise, mais cela vaut pour tous. ●

M.B.

On peut acheter le DVD de ce film sur le site www.artemis-films.com

Pérou

Une Genevoise renvoyée par son évêque

Née à Genève, Brigitte Chevallay est partie en 1981 au Pérou avec «Frères sans frontières», devenu depuis «E-Changer». Elle a travaillé dans la prélature d'Ayaviri, (Sud Andin) au sein d'une Eglise «engagée au côté des pauvres». L'an dernier, un nouvel évêque a imposé une orientation pastorale opposée à celle qui était en vigueur depuis un demi-siècle. Et Brigitte Chevallay a été renvoyée. Elle était récemment de passage en Suisse, avant de retourner au Pérou.

«Dans plusieurs diocèses et prélatures du Sud Andin, l'Eglise partait de la réalité du peuple quechua et agissait de manière concertée entre évêques, prêtres et laïcs. Elle a, en particulier, été proche des personnes affectées par la violence au temps du conflit avec le Sentier Lumineux. Elle défendait les droits humains et l'accès des paysans à la terre». L'an dernier, deux nouveaux évêques ont été nommés dans la région. Mgr José Maria Ortega, de l'Opus Dei, à Juli, et Mgr Kay Martin Schmalhausen, de Sodalitium Vitae Cristianae, dans la prélature d'Ayaviri, où œuvrait depuis 25 ans la laïque genevoise Brigitte Chevallay.

«Ils s'efforcent de défaire tout ce qui a été fait avant eux. Pour eux, le dogme passe avant tout», dit-elle. En septembre, un prêtre français fidei donum, François Fritsch, était renvoyé de la Prélature d'Ayaviri. A la fin de l'année, Brigitte Chevallay se voyait signifier la même mesure. *«Quand je lui ai demandé pourquoi, Mgr Kay Martin m'a répondu qu'il n'avait pas à donner les raisons de ses décisions».* D'autres agents pastoraux qui contestaient les méthodes du nouvel évêque ont été déplacés dans des paroisses retirées. Ou ont fini par renoncer à leur ministère.

Deux mois après l'arrivée du nouvel évêque, des prêtres, des religieuses et des laïcs lui adressaient une lettre ouverte: *«C'est douloureusement et avec préoccupation que nous avons le sentiment que vous-même et les personnes qui vous accompagnent vous comportez comme si la prélature n'avait pas d'histoire. Plus encore, bien des comportements nous conduisent à penser que vous êtes venu avec la volonté d'ignorer le travail pastoral qui a été réalisé pendant tant d'années»*, soulignaient-ils, demandant à Mgr Kay Martin de changer son attitude et sa façon d'exercer l'autorité. Ils n'ont pas été entendus.

Face à la théologie de la libération

«Les personnes qui vous accompagnent» sont quelques membres de Sodalitium Vitae Cristianae, un mouvement fondé en 1977 par un laïc péruvien pour faire face à la théologie de la libération, conceptualisée quelques années auparavant par un autre Péruvien, Gustavo Gutiérrez. Ou un prêtre et deux religieuses de Lumen Dei, une congrégation de la même tendance, qui, dans la bourgade de Macusani, demandent à chacun de ceux qui s'apprêtent à recevoir la communion s'ils sont mariés à l'église et s'ils se sont confessés. Sinon, ils sont renvoyés à leur banc. *«Ces gens-là sont obsédés par le péché et voient tous les fidèles comme des pécheurs. Ils ne connaissent pas la culture andine et ne veulent pas la connaître, car ils la considèrent comme du paganisme»*, dit Brigitte Chevallay.

La laïque genevoise a donc dû quitter sa paroisse d'Ajoyani, à 4'300 mètres d'altitude, où elle coordonnait la catéchèse et animait les célébrations. Elle s'est établie dans une prélature voisine, celle de Sicuani, où elle donne des formations à l'estime de soi, aux valeurs démocratiques et à la résolution non-violente des conflits, en particulier à des enseignants et à des parents d'élèves. *«Une trentaine de professeurs ont suivi ces cours et ils ont formé, à leur tour, un millier d'autres professeurs. Cela entraîne un changement dans les relations avec les élèves et leurs parents».*

Une majorité d'agents pastoraux de la prélature d'Ayaviri et d'autres diocèses du Sud andin ont décidé de continuer de se réunir, malgré l'opposition de Mgr Kay Martin. *«Nous sommes en train de nous réorganiser en association civile. Il ne s'agit pas d'une Eglise parallèle, mais d'une structure qui nous permet de continuer de travailler et de maintenir l'esprit du Sud Andin. Une autre association va appuyer le bureau des droits humains dont les évêques ne veulent plus».* Comment la population réagit-elle? *«Les indigènes du Pérou ont derrière eux 500 ans de résistance passive. Ils ont conservé leur identité culturelle, maintenant leurs rites, leurs offrandes à la Pachamama. Il y a des chances qu'ils continuent dans cette voie.»*

Après un séjour dans sa famille, à Genève, Brigitte Chevallay devait repartir le Pérou. *«Ce n'est pas parce que nous avons un évêque comme celui-ci que nous allons abandonner la population».* ●

Michel Bavarel

JAB
1200 Genève 2

Cotmec, Commission Tiers Monde
de l'Eglise Catholique
16, bd du Pont-d'Arve, 1205 Genève
tél. 022 708 00 78, fax 022 708 00 79
cotmec@worldcom.ch
www.cotmec.ch
CCP: 12-21551-1
Rédactrice responsable: Martyna Olivet
Imprimerie: Fornara, Ge
Maquette: Pascale Castella

Partenariat

S'abonner au Courrier

Ce printemps, «le Courrier» a lancé une campagne en vue d'augmenter le nombre de ses abonnés. Etant un des derniers quotidiens indépendants de Suisse romande, ce journal se bat toujours après 140 années d'existence, pour donner suite à un travail de qualité, dans un paysage médiatique toujours plus rude.

Vous trouverez, encarté dans ce numéro du COTMEC-INFO, un coupon promotionnel que vous pourrez retourner, sans affranchissement. Et si vous êtes déjà abonnés au Courrier, rien ne vous empêche de le donner à votre belle-soeur ou à votre voisin. ●

Virginie Esiter dos Santos

«Le seul véritable problème de notre pays est le manque de solidarité, non le manque d'argent. La question est de savoir si notre société, si nous-mêmes, pouvons empêcher l'exclusion.»
(Message des Eglises, L'avenir ensemble, 2001, p.66, §161)

Publications

Racisme en Suisse

Dans une édition bilingue français-allemand, cet opuscule recense les événements quotidien du racisme ordinaire commis dans notre pays de 2004 à 2006.

Répertoriés par l'Association des minorités de Suisse (GMS) et la Fondation contre le racisme et l'antisémitisme (GRA) on y trouve, pêle-mêle mais chronologiquement, des invectives proférées dans un bus genevois, les inscriptions relevées dans des toilettes publiques, les propos entendus par le joueur sénégalais d'une équipe suisse, le refus d'un responsable communal de prêter des locaux à de jeunes kurdes, etc.

L'ouvrage fait également le point sur la musique, les publications et la propagande que des groupes, existants dans notre pays, animent et développent.

Une fois que ces incidents racistes ont été rapportés et analysés, il faut faire un pas de plus, écrit le président du GRA: faire cesser le racisme demande autant de méthode différentes que l'on compte de facteurs à l'origine des comportements d'exclusion et d'agression. Nous devons donc être éveillés et inventifs.

Nous faisons nôtre sa conclusion: il est nécessaire d'ancrer dans l'ensemble de la population la conscience d'une attitude respectueuse envers les autres. ●

Roland Pasquier

Ed. GMS et GRA, CP 8027 Zurich, www.gra.ch

Prise de position

AI: lien social sur la sellette

La construction d'une société solidaire se fonde sur les mêmes principes, que ce soit sur le pas de notre porte ou sur le plan international. Insidieusement, le démantèlement du filet social gagne les sociétés les plus aisées.

Les plus fragiles d'entre nous commencent à subir les conséquences de la logique de la mondialisation, dont le Sud souffre depuis de longues années. Voici pourquoi la COTMEC prend position contre la 5è révision de l'assurance invalidité (AI).

En Suisse, le lien social est battu en brèche: après les migrants, les requérants d'asile et les chômeurs, c'est au tour des personnes handicapées d'être sur la sellette. Celles-ci sont directement menacées par la révision de l'Assurance invalidité (AI) soumise au verdict des urnes le 17 juin prochain. La raison invoquée? Des moyens financiers trop faibles face à des besoins croissants de la population. Seul remède préconisé, comme dans d'autres situations: une réduction des prestations et la limitation des nouveaux cas. Et ceci sans chercher les causes de la hausse de la demande, ni chercher à favoriser les structures de réinsertion auprès des entreprises.

Les mesures annoncées nous semblent un leurre: en effet, les économies escomptées ne représente même pas le tiers du déficit à combler. Les effets sur les bénéficiaires, eux, seront pénalisants et humiliants. En diminuant la prise en charge par l'AI, on pousse les assurés -que nous sommes tous potentiellement!- du côté de l'aide sociale. Ainsi, on se dirige dangereusement vers une société où la charité prend le pas sur la justice et la solidarité.

Inacceptable et dangereux. ●

La commission de la COTMEC

info cotmec

n°289 / mai 2007 / Genève

commission tiers monde
de l'Eglise catholique

éclairage

Lisbonne

Dans un couvent de Belem, face à l'Atlantique, des Japonais font cliqueter leur Yashika. Objectifs ouverts sur le tombeau de Vasco de Gama, qui voici six siècles partit d'ici pour ouvrir la première voie maritime entre l'Europe et l'Extrême-Orient. Sur les pilastres du cloître chrétien grimacent d'étranges figures qui ressemblent à des bouddhas.

Choc ou rencontre des civilisations?

Non loin de là, dans la partie mauresque de la capitale, une cathédrale dresse ses tours massives sur la plate-forme d'une ancienne mosquée. Tout près, des airs de Fado font penser à des mélopées maghrébines.

Choc ou rencontre des religions?

Après l'inquisition et ses autodafés, la statue du marquis de Pombal, franc-maçon et «bouffeur de jésuites», domine l'avenue Libertade. Homme d'Etat exceptionnel, il reconstruisit Lisbonne après que le tremblement de terre de la Toussaint, en 1755, eut ravagé la ville et amoncelé les cadavres. Au su de ce désastre, son ami libre-penseur, le châtelain de Ferney, se gaussa des bigots qui avaient cru ce jour-là trouver refuge dans les églises et qui maintenant recherchaient les responsables de ce malheur.

Choc ou rencontre des idées?

Des grappes de Capverdiens et d'Angolais, fils d'un lointain esclavage, se donnent aujourd'hui la main autour du Rossio, place emblématique de la capitale où se pavanaient autrefois les anciens maîtres blancs au bras de leurs élégantes protégées par des ombrelles.

Choc ou rencontre des cultures?

Ainsi va le cours de l'Histoire. A chaque siècle son omelette sur des débris de coquilles cassées. Effet du hasard ou mystérieux dessein intelligent? Non sans souffrances ni violences, les civilisations s'entrecroisent, s'entremêlent et s'entrechoquent. Dieu écrirait-il droit avec des lignes courbes? Mais, au fait, Dieu a-t-il voix dans ce débat?●

Guy Musy

édito

Racisme ordinaire

«Bâtard de ta race»: à l'instar de cette invective lancée par des ados à l'«attention» d'un camarade, nous constatons une certaine banalisation des discours et des actes à caractère raciste ou xénophobe.

Ce glissement insidieux s'opère dans des domaines très variés comme dans la presse gratuite: les titres se veulent accrocheurs et branchés, ne craignant pas le simplisme. Dans les temps de parole, radio et TV également, une part belle est faite aux extrémistes, car plus leurs propos sont provocateurs, plus le débat est piquant. Quant aux instances policières, elles publient des statistiques sur la nationalité des délinquants, au risque de faire monter l'intolérance, et sans pointer les problèmes corollaires d'intégration.

La liste pourrait encore être longue qui nous montre à quel point les positions se sont durcies. Ce qui nous choquait hier nous paraît aujourd'hui banal.

Pour réagir à cet engourdissement, la *Fondation contre le racisme et l'antisémitisme* publie un ouvrage recensant les incidents à caractère raciste survenus au quotidien dans notre pays. (lire p.6).

Les jeunes peuvent s'engager dans la campagne spot it, stop it et créer un spot TV ou radio pour lutter contre les discriminations. (www.gra.ch/spot)

L'on peut aussi se procurer le recueil des dessins de Mix&Remix «Raciste, moi?» publié par la Licra.

Mais nous pouvons surtout faire d'autres choix politiques!

Pour toutes les personnes qui militent pour un rapport plus juste entre le Nord et le Sud, le choix d'une société qui se barricade contre les retombées des problèmes qu'elle a elle-même provoqués est inacceptable. Seule une politique basée sur la justice, le partage et la solidarité est à même de bâtir un monde humain.

Ces grandes idées trouvent leur implantation dans nos paroles et nos actes quotidiens, ainsi que dans les bulletins que nous déposons dans l'urne. Tout cela n'a rien d'anodin. ●

Roland Pasquier

Justice fiscale

L'évasion fiscale appauvrit le Sud

L'évasion fiscale internationale conspire contre tout effort pour résoudre la situation de milliards d'habitants de la planète vivant dans la misère. «Si les riches et les multinationales payaient les impôts qui leur incombent, nous pourrions atteindre facilement les Objectifs du Millénaire». C'est en tout cas l'avis de l'économiste suisse Bruno Gurtner, élu en janvier 2007 à la présidence du Comité directeur du Réseau pour la Justice Fiscale (Tax Justice Network, TJN). Bruno Gurtner est le responsable du programme de finance internationale d'Alliance Sud, une plate-forme qui réunit six des principales ONG suisses d'aide au développement.

Que signifie votre récente désignation à la tête du TJN?

Une double reconnaissance. Tout d'abord celle des efforts que nous déployons depuis des années avec Alliance Sud, qui est un des co-fondateurs du TJN. Ensuite, celle de mon investissement personnel, notamment lors des Forums Sociaux. Ceux-ci ont été des cadres propices pour rencontrer de nombreuses personnes actives sur des thèmes liés à la finance internationale. Nous avons utilisé ce cadre pour renforcer notre communication et étendre notre réseau.

Quel est l'impact, pour les pays du Sud, des impôts non-payés?

Il n'existe aucune statistique précise. Plusieurs mécanismes aboutissent au fait que les grosses fortunes ou les multinationales ne paient pas les impôts qu'elles devraient payer. De grosses sommes d'argent sont déposées dans d'autres pays et ainsi soustraites au fisc. Des multinationales exportent leurs bénéfices en recourant à la pratique répandue de surestimer le prix de leurs importations et de sous-estimer celui de leurs exportations. Enfin, des nantis ou de grandes entreprises échappent à l'impôt en profitant de l'incapacité des autorités fiscales de les obliger à s'acquitter de leurs obligations.

Quel est l'impact de ces mécanismes d'évasion fiscale?

Selon nos estimations, le montant total des fortunes personnelles non déclarées –sans prendre en compte les entreprises–, tourne autour de 860 milliards de dollars par année. Si l'on calcule un impôt moyen de 30%, on obtient le chiffre de 255 milliards de dollars par année. Or, en 2005, l'ONU évaluait à 135 milliards par an la somme d'aide au développement nécessaire pour atteindre les Objectifs du Millénaire –à savoir réduire de moitié la pauvreté d'ici à 2015. Cela signifie que si les grosses fortunes payaient leurs impôts, cet argent permettrait de financer la lutte contre la pauvreté pendant les dix prochaines années!

On comprend ainsi pourquoi, en tant que réseau international, nous nous occupons essentiellement de la fuite des capitaux, des grandes entreprises qui exportent leurs bénéfices pour échapper au fisc et de la concurrence fiscale.

Cependant, notre travail inclut d'autres aspects, comme la corruption, le blanchiment de l'argent sale ou encore la destination de cet argent, c'est-à-dire les fameux paradis fiscaux. Enfin, par extension, toute l'industrie de l'évasion fiscale et de ses principaux acteurs: banques, fiduciaires, juristes, comptables, etc. Il est important de comprendre que les paradis fiscaux ne sont pas uniquement des îles isolées et exotiques fonctionnant de manière autonome. Dans la plupart des cas, ils sont au contraire étroitement liés aux centres financiers comme Tokyo, Zurich ou New-York.

Face à l'ampleur du phénomène, quel est le travail concret du réseau que vous présidez?

Notre action s'effectue sur trois plans. Tout d'abord, du lobby auprès des institutions des Nations Unies, par exemple le Comité spécial pour les questions fiscales de l'OCDE ou d'autres instances internationales. Des efforts sont consacrés à la recherche: si nous voulons être une voix reconnue, nous devons préparer et présenter des arguments sérieux et irréfutables. Enfin, nous arrivons de mieux en mieux à placer certains thèmes au cœur du débat. Il en va ainsi de la transparence financière ou de la nécessité de clarifier le concept-même de corruption. En effet, dans de nombreux rapports, les pays du Sud apparaissent comme fortement corrompus, alors qu'on passe sous silence l'existence des corrupteurs du Nord.

Quelle est l'étendue du réseau international?

Le TJN regroupe quelque 40 organisations de différents continents et de nombreuses personnalités. A Nairobi, en janvier dernier, est née la branche africaine du réseau, avec sa propre structure. Il y a également un comité pour les pays scandinaves, un aux Etats-Unis et un au Canada. Nous avons des contacts en Amérique latine. En un mot, les idées ne manquent pas et, face à nos moyens limités, les défis sont immenses. ●

Propos recueillis par
Sergio Ferrari
Collaboration E-CHANGER
Traduction Jonas Pasquier

Timor oriental

L'Eglise appuie la naissance de la société civile

Le Timor oriental est un petit pays (plus petit que la Suisse), dont l'histoire très mouvementée, semble enfin prendre le chemin de l'apaisement. En effet, au début du mois de mai, les Timorais ont élu dans le calme leur président pour la première fois depuis leur indépendance. Ancienne colonie portugaise depuis 1520 jusqu'à la Révolution des œillets, puis sous occupation indonésienne pendant 25 ans, le Timor a vu les Nations Unies intervenir en 1999 afin de garantir que le choix de l'indépendance, lors du référendum organisé par l'Indonésie, soit respecté et qu'une transition pacifique soit assurée. Cependant, l'année passée, des troubles importants avaient semblé mettre en danger la stabilité de ce tout jeune Etat.

La COTMEC a eu l'occasion de rencontrer à deux reprises des Timorais de passage à Genève. En premier lieu, lors d'un débat organisé par le CCIG (Centre Catholique International de Genève) et le MCI (Mouvement pour la Coopération Internationale), nous avons pu écouter le secrétaire de la Commission Justice et Paix du diocèse de Baucau, le père Martinho Gusmão également président du CDC (Centre de Développement Communautaire). Puis en mars, lors d'une tournée en Europe des représentants du CDC, nous avons rencontré plus longuement Simão Luis da Costa, l'un des coordinateurs de ce centre, accompagné d'un volontaire franco-suisse: Olivier Langoissieux, présent au Timor depuis près de quatre ans.

L'histoire du CDC est intéressante, dans le sens où elle est est emblématique de l'engagement de l'Eglise timoraise auprès de la population de son pays, et ceci depuis les moments difficiles de l'occupation indonésienne. Selon Mgr Basilio do Nascimento, évêque de Baucau, *«l'Eglise a été la seule voix qui s'élevait pour dénoncer les violences, et le lieu vers lequel la population venait se réfugier dans les années les plus chaudes de la guerre».*[1] Reconnaissant ce rôle de fer de lance de la résistance timoraise, le Prix Nobel de la Paix a été attribué en 1996 conjointement à José Ramos Horta et à Mgr Belo, évêque de Dili.

Une ONG neuve dans un pays neuf

Le CDC est né de l'initiative à la fin des années nonante de l'évêque de Baucau, qui s'est allié à une association française de solidarité avec le Timor Oriental -l'ASTO-, et le Centre Lebret à Paris. A partir de 2000, plusieurs projets de développement local ont été mis en place. L'organisation est devenue autonome en 2004 et a pris son nom actuel: le Centre de Développement Communautaire.

Axée au sortir de la guerre civile sur un travail de base, le CDC est aujourd'hui une ONG indépendante et administrée par des Timorais. Comme nous le rappellent Olivier et Simão, les défis sont nombreux. Bien que courtisé par l'Australie en raison de ses ressources énergétiques (gaz et pétrole), le Timor est le pays le plus pauvre de l'Asie et plus de la moitié de la population vit en-dessous du seuil de pauvreté. Le chômage touche près de 40% de la population des zones urbaines, en particulier les jeunes. Les Nations Unies et les Organisations internationales sont à la fois les principaux employeurs et l'un des moteurs de l'économie. Elles sont aussi à l'origine d'un coût de la vie très élevé.

Par ailleurs, les trois quarts de la population dépendent de l'agriculture de subsistance. Beaucoup de petis paysans vivent dans des régions reculées, ce qui rend plus difficile l'accès à l'éducation, à la santé et le développement de l'économie locale. Une des conséquences de cette situation est que le Timor importe la moitié du riz qu'il consomme.

Le pays avait déjà été laissé exsangue par l'occupation indonésienne (200.000 victimes pour un pays de 800.000 habitants à l'époque) et les événements récents ont été de surcroît un frein terrible pour son développement. Les trois quarts des infrastructures ont notamment été détruites par les milices indonésiennes en 1999 après le référendum sur l'indépendance et 300.000 personnes ont été déplacées. En avril 2006, on a compté environ 100.000 déplacés suite aux émeutes qui ont eu lieu à Dili. Plusieurs dizaines de milliers d'entre eux ne sont pas encore rentrés chez eux.

Une approche endogène

Le Centre de Développement Communautaire (CDC) est basé à Baucau, deuxième ville du pays, au sein d'une région qui fut un haut-lieu de la résistance au pouvoir indonésien. Son objectif actuel est de contribuer à la construction de la société civile et à la promotion du développement communautaire. Plusieurs projets générateurs de revenus ont été lancés, dans le but de créer ou de renforcer les réseaux économiques locaux.

L'exemple le plus intéressant de ce travail est la création d'une association nationale de forgerons, à partir de groupes locaux. Ces groupes ont commencé à produire différents outils agricoles pour les communautés agricoles. Un des produits qui a le plus de succès est une décortiqueuse de maïs manuelle, simple et facile à transporter. Dans un deuxième temps, ils ont également fourni des outils de jardinage pour un programme de nettoyage de Dili promu par le BIT. A contre-courant de la tendance du «tout importer» qui prévaut encore, ce projet a permis que soit discuté avec le Ministère du Travail une politique «made in Timor» comme orientation générale.

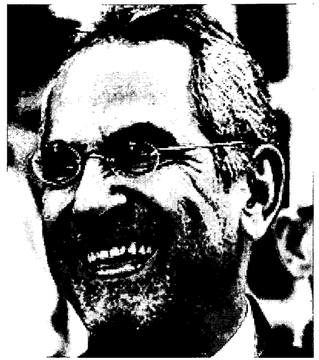
Les femmes du groupe *«Hadomi Producto Local»* -aimez le produit local- engagées dans la conservation de fruits et légumes (confitures, gelées, confits) oeuvrent dans la même logique, qui est de partir des ressources propres afin de stimuler le développement local.

Le CDC offre également des formations en leadership dans le but de favoriser l'émergence de leaders locaux qui seront le ferment d'une société civile autonome. Olivier fait observer que les grosses organisations internationales (OI) ont une approche bien différente, souvent assistentialiste, et qu'il existe encore très peu d'ONGs locales. De plus, les OI limitent souvent leur action à la capitale ou aux zones avoisinantes.●

Virginie Estier dos Santos

1. La Croix, 3 sept 1999

Pour toute information supplémentaire, prendre contact avec le MCI: christiane_escher@hotmail.com



José Ramos Horta, nouveau président du Timor oriental
Photo: AFP

Elections présidentielles

Le 9 mai, les 520.000 électeurs du petit Timor oriental ont choisi leur président pour la première fois depuis l'indépendance de leur pays en 2002. José Ramos-Horta a été élu avec environ 70% des suffrages exprimés, une victoire sans appel. Le nouveau président a passé plus de 20 ans en exil, où il a tenu le rôle de porte-parole infatigable du Timor oriental. Son engagement lui a valu le prix Nobel de la Paix en 1996, récompense partagée avec l'évêque de Dili, Monseigneur Carlos Filipe Ximenes Belo.

Malgré les accusations de manipulations et d'intimidations qui avaient émaillé le premier tour, les dizaines d'observateurs étrangers ont salué le calme qui a régné lors du second tour. Il faut dire que plus de 4000 policiers locaux et de l'ONU, ainsi qu'un millier de soldats d'une force internationale avaient été déployés.

Contrairement aux appréhensions de certains, le candidat vaincu, Francisco Guterres, a promis le jour des élections de respecter les résultats du vote. *«Je veux gagner dans la dignité ou perdre dans la dignité»*, a-t-il assuré.

C'est lors des élections législatives de juin, que le peuple timorais choisira une nouvelle équipe gouvernementale. Plébiscité ainsi clairement par la population, le nouveau président devra œuvrer pour une plus grande stabilité au Timor et se poser comme une figure d'unité dans ce jeune pays qui initie sa vie démocratique avec une maturité certaine. ●

Virginie Estier dos Santos

Source: RFI, 08-05-07 et 11-05-07

5ème Conférence des évêques latino-américains

Rhéabilitation des communautés écclésiales de base

Les auspices n'étaient pourtant pas fameux. Il y avait eu, en mars, la publication d'une mise en garde de la Congrégation pour la doctrine de la foi contre le théologien de la libération Jon Sobrino. Puis, lors de l'ouverture, le 13 mai, de cette 5ème Conférence de l'épiscopat d'Amérique latine et des Caraïbes, à Aparecida (Brésil), les paroles controversées de Benoît XVI sur l'évangélisation des peuples indigènes. Suivies, il est vrai, quelques jours plus tard, de la reconnaissance des souffrances et des injustices qui ont accompagné la colonisation.

Ensuite, les 162 délégués des épiscopats latino-américains se sont mis à l'ouvrage. Leur mission : rédiger un document qui a été soumis au pape, pour approbation, le 11 juin. Nous ne possédons pas encore, au moment où cet article est rédigé, une version complète et définitive de ce texte. Seulement des indications. Dont celles qu'on peut tirer du message adressé par la Conférence aux peuples de l'Amérique latine et des Caraïbes. Or, on y trouve mentionnées, en particulier, les communautés ecclésiales de base et l'«*option préférentielle et évangélique pour les pauvres*».

Si l'option pour les pauvres pouvait difficilement être écartée, la partie n'était pas gagnée d'avance pour les communautés de base. D'autant moins que, comme l'a souligné le prêtre brésilien José Oscar Beozzo , l'Opus Dei et d'autres «mouvements» de la même tendance étaient bien représentés à Aparecida. Et que les communautés de base avaient été boudées, sans doute en raison de leur proximité avec la théologie de la libération, lors de la précédente Conférence, celle de Saint-Domingue, en 1992, ou au Synode sur l'Amérique de 1997.

Une citoyenneté ecclésiale

«*Les communautés ecclésiales de base, qui ont affronté une résistance initiale opiniâtre, ont fini par acquérir une "citoyenneté ecclésiale" et sont entrées, explicitement, dans le document final*». Voilà ce qu'écrit, à son retour dans son diocèse de Jales (São Paulo), Dom Demétrio Valentini, l'un des évêques qui ont participé à la Conférence. Celle-ci «*s'est déroulée dans une ambiance de respectueux pluralisme, loin d'une quelconque attitude condamnatoire*», indique de son côté un observateur, le père Gregorio Iriarte, de Cochabamba (Bolivie). Alors que certains la tenaient pour morte, de nouvelles pousses de la théologie de la libération sont apparues et quelques-uns de ses thèmes les plus importants sont présents dans le document d'Aparecida, ajoute-t-il.

Autre point important pour Grerogio Iriarte comme pour Dom Demétrio: on est revenu à la méthode du «*voir, juger, agir*», adoptée à Medellin et Puebla, mais abandonnée lors de la Conférence de Saint-Domingue. Des lacunes et des ambiguïtés figurent certes dans un document final qui apparaît plus au père Iriarte «*comme un ciment plutôt que comme un ferment*». Cependant, estime de son côté Dom Demétrio, il ne faut pas réduire la 5ème Conférence de l'épiscopat d'Amérique latine à ce texte «*improvisé et, inégal*». «*Bien plus que le document, l'événement "Aparecida" servira de point de départ pour la vie de l'Eglise catholique. Il vaut la peine de distinguer le texte du contexte. Le contexte est beaucoup plus riche que le texte*», écrit-il.

Des évêques en contact avec le peuple

Dans le contexte, il y a notamment ce qui s'est passé autour de la Conférence et qui a offert aux évêques «*un contact continuel avec le peuple*», selon José Oscar Beozzo . Notamment un pèlerinage exprimant la volonté des communautés, des «*pastorales*» et autres groupes d'apporter leur contribution à Aparecida. Ou un séminaire théologique, une «*tente des martyrs*», des célébrations auxquelles furent conviés les participants à la Conférence. «*Tout un effort pour que celle-ci se sente au milieu d'une Eglise vivante*», dit José Oscar Beozzo.

La réalité des peuples indigènes a émergé souligne encore le prêtre brésilien. De son côté, l'envoyée spéciale de La Croix, Claire Lesegretain, écrit que, pour la première fois, les évêques ont pris clairement et collectivement position contre la destruction de l'Amazonie. «*La défense de cette plus grande réserve mondiale de biodiversité concerne l'humanité entière*», a déclaré Mgr Grechi, archevêque de Porto Velho (Brésil). «*En consacrant, dans son document final, une dizaine de paragraphes au respect du milieu ambiant, à l'écologie et à l'Amazonie, le CELAM veut inciter les gouvernements, selon Mgr Grechi, à ouvrir les yeux et à faire preuve de responsabilité*», lit-on encore dans La Croix. ●

Michel Bavarel

1. Dans La Croix, du 31 mai.
2. Dans une interview diffusée par l'agence ADITAL
3. Dans une interview diffusée par l'agence ADITAL
4. Conseil épiscopal latino-américain, né en 1955 à la suite de la Conférence de Rio de Janeiro, suivie de celles de Medellin, de Puebla et de Saint-Domingue

Votre tribune

Pour plutôt que contre

Je suis une fidèle abonnée de votre bulletin depuis des lustres et j'y trouve des informations qui font rarement la une de la presse courante. Merci pour votre travail et bonne continuation.

Il me tient tout particulièrement à cœur de vous dire combien je regrette l'appellation «Fondation contre le racisme et l'antisémitisme». Etre «contre» quelque chose nourrit cette chose au même titre que d'être «pour», c'est-à-dire que l'énergie est acheminée vers l'objet dont il est question. Alors «*bonjour les dégâts*»! Vous vous étonnez que le racisme s'accroît au lieu de diminuer? Et si la fondation était «pour» l' intégration de ou «pour» le respect de? (...) ●

Madeleine Bex

JAB
1200 Genève 2

Cotmec_ Commission Tiers Monde
de l'Eglise Catholique
16, bd du Pont-d'Arve, 1205 Genève
tél. 022 708 00 78, fax 022 708 00 79
cotmec@worldcom.ch
www.cotmec.ch
CCP: 12-21551-1
Rédactrice responsable: Martyna Olivet
Imprimerie: Fornara, Ge
Maquette: Pascale Castella

Publication

Les riches et la planète

Comment les riches détruisent la planète. Provocateur, le titre du livre de Hervé Kempf, journaliste au *Monde*? Certainement, mais à mes yeux du moins, il exprime la réalité.

L'auteur établit d'abord un constat, plus qu'inquiétant, de l'état de la planète. Il montre ensuite que «*pauvreté et crise écologique sont inséparable*». Pour s'en prendre enfin aux coupables: «*la secte mondiale des goinfres goulus*».

S'appuyant sur un penseur américain né en 1857, Thorstein Veblen, Hervé Kempf affirme que l'économie est dominée par un principe: la tendance à rivaliser (notion approfondie depuis par René Girard). Une partie de la production de biens satisfait certes des besoins réels, mais un surcroît, qui représente un gaspillage, est suscité par le désir d'étaler ses richesses.

«*Toute classe est mue par l'envie et rivalise avec la classe qui lui est immédiatement supérieure*», a écrit Thorstein Veblen. La classe dirigeante tire ainsi vers le haut la consommation des habitants de la planète. Et comme elle contrôle le pouvoir, elle est en mesure de maintenir les inégalités et de s'opposer aux changements nécessaires. Elle constitue donc, affirme Hervé Kempf, le facteur essentiel de la crise écologique.

Le remède: réduire le revenu de l'oligarchie, ce qui entraînera en cascade une diminution de la consommation et une «*décroissance matérielle*». Une opération qui ne concerne pas les pauvres, mais une majorité des habitants des pays riches et une minorité de ceux du Sud. ●

Michel Bavarel

Editions du Seuil, Paris 2007

Solidarité

L'Observatoire genevois lance un appel

A l'occasion de la votation de septembre dernier sur l'asile et les étrangers, les Eglises de notre canton avaient lancé un appel à voter non, expliquant les motifs de leur refus des deux lois. A la suite de leur acceptation – déplorable - par le peuple suisse, la Coordination genevoise contre l'exclusion et la xénophobie a décidé de mettre sur pied un observatoire cantonal, en attendant un observatoire national. Le but de cette démarche étant de mettre en évidence les dérapages et abus découlant du durcissement du droit d'asile et des étrangers dans notre pays.

Plusieurs fiches ont d'ores et déjà été élaborées, décrivant avec minutie des cas flagrants de décisions arbitraires, qui débouchent sur des mesures de répression et d'exclusion. Le but de l'Observatoire est de diffuser auprès des médias et de l'ensemble de la population cette réalité méconnue, et de contribuer au débat sur les migrations, débat qui, par ailleurs, est «empoisonné» par les généralisations et les amalgames.

Afin de pérenniser son action, l'Observatoire lance un appel financier que nous relayons ici:

Coordination contre l'exclusion et la xénophobie, Case postale 183, 1211 Genève 7, CCP: 17-78082-7. Pour plus d'informations: www.stopexclusion.ch ●

Virginie Estier dos Santos

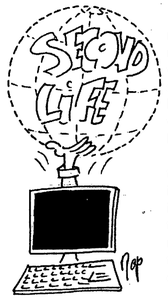
info cotmec

n°290 / juin 2007 / Genève

commission tiers monde
de l'Eglise catholique

Edito

Planète de rechange



Qui n'a pas un jour rêvé d'une planète de rechange? D'un nouveau monde vers lequel s'expatrier le jour où le nôtre sera définitivement usé, hostile à l'habitabilité.

Nul doute que certains caressent cet improbable, mais pas impossible espoir. Après tout, pourquoi ferions-nous office d'exception dans un univers en constante expansion?

En attendant le grand embarquement, il déjà possible d'échapper aux contingences de sa matérialité en s'expatriant temporairement dans des mondes virtuels. Le plus médiatique de ces mondes se nomme Second Life (SL) –Deuxième vie (sic!). Pour peu que vous soyez relié à l'Internet, vous pouvez créer en quelques clics de souris un Avatar, ou personnage virtuel, pour entamer votre périple dans cet univers. Vous vous y baladerez sous les traits uniques que vous vous serez composés: homme, femme, monstre ailé... Votre action n'aura pour limites que votre imaginaire et... votre porte-monnaie. Si naviguer dans cet espace est gratuit, y édifier vos rêves exige de vous défaire de dollars tout sauf virtuels! On peut y acheter et bâtir à loisir afin de reconstruire rien d'autre que... le monde.

Second Life se présente comme un espace virtuel en trois dimensions qui ressemble à notre planète, sans les limites que nous imposent les lois du vivant. Pour une minorité d'initiés, qui représentent tout de même plusieurs millions d'utilisateurs de par le monde, la planète de rechange existe ainsi déjà. Ils y réalisent leurs songes de grandeur, parviennent parfois à s'enrichir ou s'échappent simplement de leur quotidien.

On ne peut s'empêcher de se questionner sur l'impact qu'aura la fréquentation de tels univers sur les comportements de leurs explorateurs. Seront-ils encore motivés pour sauvegarder un patrimoine biologique, matériel, bien réel, alors qu'un autre patrimoine, non-soumis aux lois de la physique les accueille déjà? Le fossé numérique est-il en passe de créer encore plus d'exclus? ●

Martyna Olivet

Eclairage

Justice, enfin!

Donc, c'est fait! Après le président Milosevic, c'est le président Charles Taylor qui doit répondre de ses crimes devant une cour pénale internationale. Plaignons ces pauvres diables! L'atmosphère devient irrespirable pour les bourreaux-présidents encore en fonction. Les voici poussés au portillon. Bientôt, ce sera le tour d'Hissène Habré, qui figure en bonne place sur une longue liste d'attente. Perspective à faire pâlir de frayeur les autres membres du Club. Pourquoi quitteraient-ils leur fauteuil, si c'est pour goûter, à la place d'une retraite matelassée d'argent sale, les affres d'une vie de bagnard. Vraiment, les peuples sont ingrats pour leurs dirigeants «bien aimés»! Surtout quand ils les ont élus à une majorité frisant l'unanimité.

Evidemment, -il fallait s'y attendre!- quelques âmes délicates s'indignent et crient au «racisme». Pourquoi instruire en Europe le procès d'ex-leaders africains? Mais qui prétend que l'Afrique est l'unique paradis des dictateurs sanglants? Tout compte fait, la horde est bien répartie sur les continents. Je ne vois aucune région qui puisse afficher à elle seule le sinistre record de l'horreur étatisée.

Et puis, rouge est le sang des Noirs. Rouge aussi celui des Jaunes et des Blancs. Une commune humanité nous unit. La blesser, la violer et la meurtrir est un crime aussi répréhensible à Rome, New York ou Pékin qu'à Harare, Bagdad ou Caracas. A moins que le port d'un képi galonné ou d'une écharpe tricolore vous donne le droit de torturer et d'assassiner en toute impunité.

Il aura fallu attendre notre siècle pour que ce qui se tramait et se commettait dans l'ombre soit enfin dénoncé et puni en plein jour. C'est tout à l'honneur de notre temps! ●

Guy Musy

Camagne 0,7%

Ensemble contre la pauvreté

0,7 %, ça vous dit quelque chose? Lancée en 1970 dans une déclaration de l'ONU, la promesse d'attribuer le 0,7 % du PNB des pays du Nord à la coopération au développement est loin d'avoir été tenue par tous.

Cet engagement a été remis à l'ordre du jour lors de la Déclaration du Millénaire, il y a 7 ans. Depuis, les ministres des finances de l'Union européenne ont décidé que cet objectif doit être atteint d'ici 2015. Seuls les Etats-Unis, la Nouvelle-Zélande et l'Australie l'ont rejeté.

Comme le reconnaît Peter Niggli, d'Alliance Sud, la dynamique créée par les Objectifs du Millénaire (ODM) -tant au Nord qu'au Sud- est intéressante. En effet, de par leur caractère concret, les ODM ont permis de recentrer les efforts. Par exemple, de nombreux pays du Sud ont commencé à affecter davantage de ressources à la santé et à l'éducation primaire. De leur côté, les pays du Nord sont aujourd'hui conscients que des moyens supplémentaires sont nécessaires.

Et la Suisse?

Lors de l'Assemblée générale de l'ONU, en 2005, Samuel Schmid annonçait que la Suisse s'engageait à augmenter le pourcentage destiné à la coopération internationale à partir de 2008. Une promesse faite devant la communauté internationale certes, mais un peu vague. On sait, par ailleurs, que certaines tendances politiques de notre pays sont plutôt en faveur de coupes dans le budget de la coopération. Dans ce contexte, une cinquantaine d'organisations ont lancé la pétition: «0,7%-ensemble contre la pauvreté». Celle-ci demande au Conseil Fédéral de s'engager davantage dans la réalisation des ODM et dans la lutte contre la pauvreté en augmentant progressivement l'aide publique au développement pour arriver à 0,7% du PNB d'ici 2015.

Et les Eglises?

Que ce soit dans les milieux évangéliques au travers de l'initiative Stop Pauvreté 2015, ou à partir des organisations d'entraide catholiques, protestantes et catholique-chrétienne, les Eglises vont se mobiliser fortement dans cette campagne et dans la récolte de signatures. Un appel à toutes les communautés ecclésiales a été lancé et plusieurs gestes symboliques sont prévus, notamment l'action «Drapez vos clochers». La COTMEC, qui s'est associée à la Campagne, aura l'occasion de revenir sur des événements organisés en Suisse romande dans les mois qui viennent. ●

Virginie Estier dos Santos

Les Objectifs du Millénaire

La Déclaration du Millénaire, adoptée par tous les Etats membres de l'ONU en 2000, a fixé huit objectifs à réaliser d'ici 2015:

- réduire l'extrême pauvreté et la faim,
- assurer l'éducation primaire pour tous,
- promouvoir l'égalité et l'autonomisation des femmes,
- réduire la mortalité infantile,
- améliorer la santé maternelle,
- combattre le VIH Sida, le paludisme et d'autres maladies,
- Assurer un environnement durable,
- Mise en place d'un partenariat mondial pour le développement.

Plus d'infos, consulter le site officiel des ODM: www.un.org/french/millenniumgoals et www.ensemblecontrelapauvrete.ch

Publication

Banane «Max Havelaar» ou «petite grenouille»?

Il nous est souvent difficile de nous retrouver dans la «salade» des labels, lorsque nous cherchons à introduire un peu d'éthique dans nos achats. Prenant comme exemple notre chère banane, la Déclaration de Berne, les Magasins du Monde, et six organisations d'entraide, nous font entrer dans l'univers des labels et des standards par le biais d'une nouvelle brochure: «Le commerce équitable face aux défi des labels». Passant en revue les moments-clé de la commercialisation de la banane en Europe, cette publication nous invite également à réfléchir sur les enjeux actuels du commerce équitable.

A commander à la DB: Déclaration de Berne, rue de Genève 52, 1004 Lausanne ou sur le site internet: www.ladb.ch ●

Virginie Estier dos Santos

Reconstruction post-Tsunami

Les aléas de l'aide

En mai 2005, Zubaïdah Bourquin, fraîchement diplômée de l'Université de Genève, quitte la Suisse pour la province d'Aceh, en Indonésie. C'est une des régions de l'île les plus durement touchées par le récent tsunami. Pendant près de deux ans, la jeune femme fait partie des milliers d'expatriés qui oeuvrent au sein de leur ONG pour la reconstruction de la région. Revenue en Suisse depuis peu, elle porte un regard lucide sur le rôle de l'aide et sur son impact sur les populations.

Décembre 2004, les caméras du monde entier se braquent sur les habitants de Banda Aceh et ses survivants restés au milieu des décombres laissés par le tsunami. C'est la région de l'Indonésie la plus fortement touchée et la plus difficile d'accès: la plupart des rues sont endommagées, des ponts sont détruits, laissant les rescapés isolés. Le monde s'émeut de ces images, mais aussi de celles des milliers de touristes durement frappés alors qu'ils pensaient passer un séjour paradisiaque. Une vague de solidarité à nulle autre pareille déferle, avec, une pluie de dons. Ce ne sont pas les images de désolation qui ont poussé Zubaïdah Bourquin à choisir la province d'Aceh au moment où elle est partie à son tour s'engager dans la reconstruction post-tsunami. Mais plutôt sa connaissance de la région –elle y avait séjourné dix ans auparavant–, et les contacts gardés sur place qui lui permettent de débuter son séjour au service d'une ONG locale oeuvrant dans le domaine de la promotion et de la protection des droits de la femme.

Surabondance de l'aide

Arrivée dans la ville de Banda Aceh cinq mois après la catastrophe, la jeune femme constate que de nombreuses ONGs internationales spécialisées dans les interventions d'urgence sont encore présentes. Alors qu'idéalement elles auraient dû céder la place aux ONGs de développement, plus à même d'agir de manière planifiée et sur le long terme. En fait, les expatriés des différentes associations sont si nombreux qu'ils se *«marchent pratiquement dessus»*. Cette surabondance d'aide n'a pas que des bons côtés. Il est difficile, par exemple, d'éviter les doublons dans les projets. *«Chaque organisation était venue avec une idée claire de ce qu'elle souhaitait apporter à la population, et, pour plaire à ses bailleurs, elle faisait abstraction du fait que l'organisation voisine propose à peu près le même service»*, raconte Zubaïdah. C'est surtout vrai, comme

Femmes découvrant de nouveaux ustensils de cuisine

elle l'illustrera par la suite, dans le domaine de la construction.

Cette surenchère d'initiatives entraîne la flambée des prix des matières premières. Tout comme celle de l'immobilier: loger les expatriés devient vite une affaire lucrative dans les parties de la ville intactes. Résultat: le prix du terrain devient de plus en plus cher, y compris lorsqu'il s'agit de reloger des rescapés.

Chaos organisé

Le gouvernement peine à mettre sur pied une supervision des différentes associations présentes. Il en résulte un *«chaos organisé»* dans lequel chacun agit à sa guise, quitte à commettre des impairs. *«On sentait clairement que certains organisations devaient, coûte que coûte, dépenser le budget alloué par les donateurs. Au risque de faire des erreurs «au bénéfice» de la population locale.»*, commente Zubaïdah. Ainsi, faute de s'inscrire dans une démarche sur la durée, certains professionnels de l'aide privilégient le don plutôt que la participation de la population, qu'il s'agisse de biens domestiques (fours, machine à coudre, etc.) ou de

maisons. *«Les uns ont reçu jusqu'à trois machines à coudre et leurs voisins aucune. Evidemment, cela générait de la jalousie. Et surtout un réflexe d'attendre de l'aide en espèce plutôt que d'essayer de se prendre en charge.»*

Même après un tel drame, il n'est jamais bon d'inculquer un *«réflexe d'assistance»*. Une participation, même symbolique, de la population aux frais donne souvent de meilleurs résultats que le simple don. Même si ce dernier est plus rapide et demande moins de suivi. *«Dans un contexte où les survivants ont pratiquement tout perdu, de la famille, des amis, la plupart de leurs biens matériels et par la même une partie de leur passé, participer à la reconstruction d'une manière ou d'une autre leur permet de se réapproprier les lieux en y développant à nouveau une activité»*, souligne la jeune femme.

Un toit à soi

De nombreuses erreurs ont également été commises par les ONGs dans la reconstruction des habitations. *«Au niveau des maisons, j'ai vraiment vu de tout»*, se souvient Zubaïdah Bourquin. *«J'ai assisté à la livraison de logements " clefs en main", construits sans aucune concertation avec la population. Le résultat ne correspondait pas forcément à ses attentes Les meilleurs résultat sont ceux des projets réellement participatifs qui impliquaient les habitants tant au niveau de la définition de leurs besoins qu'au niveau de la construction, et ce aussi bien sur le plan privé que communautaire.»* Ainsi, la jeune femme a pu voir des maisons construite sans latrines, parfois sans cuisine ou avec des cuisines agencées à l'européenne, inutiles dans le contexte local. Des maisons de deux pièces pour des familles, des maisons en toits de tôle, etc. Dans ce contexte, les premiers logés n'ont pas nécessairement été les mieux lotis. Avec le temps, bien des erreurs on été corrigées et l'implication des futurs habitants est généralement allée en augmentant.

«Tout n'est pas noir pour autant», commente Zubaïdah, *«Un an après le tsunami pour les plus chanceux, en ce moment pour d'autres, la population d'Aceh regagne finalement ses pénates. Finies les tentes, les baraques. Il leur faut maintenant reprendre leurs marques, leurs repères dans ces lieux qui sont les leurs mais plus tout à fait les mêmes. C'est peut être là le moment le plus difficile, quand on se retrouve seul, là où autrefois résonnaient les rires, les cris, les pleurs des proches. Chaque nouveau tremblement de terre est une épreuve, une résonance de ce qu'a été la tragédie de décembre 2004. Personne à Aceh ne pourra l'oublier.»*

De l'argent pour les salaires

Un autre dysfonctionnement de l'aide qui se fait cruellement sentir en Indonésie: l'absence de professionnels locaux pour encadrer la population, faute de financement pour des salaires. Là-bas comme ailleurs, c'est l'investissement dans les structures qui a été privilégié. *«Les bâtiments, au moins, on peut les prendre en photo pour montrer aux donateurs que l'on a rempli sa mission: aider en reconstruisant, voire en construisant plus que nécessaire. Mais est-ce vraiment le plus important?»*, s'interroge Zubaïdah. *«A quoi cela sert-il d'avoir des dizaines de dispensaires si aucune infirmière ou médecin n'y travaille? Des écoles vides faute de maîtres.»* C'est pourtant bien de cela que le pays a le plus besoin maintenant. Pouvoir former et salarier des professionnels pour prendre en charge, tant d'un point de vue éducatif que psychologique, les rescapés du tsunami. ●

Propos recueillis par Martyna Olivet

Zubaïdah Bourquin, travail d'animation avec des enfants

Tradition orale

La catastrophe du tsunami est ponctuée par quelques histoires de «miraculés».

Les médias ont notamment rapporté celle d'une écolière britannique qui, peu de temps avant son séjour en Thaïlande, avait étudié le phénomène du retrait de la mer précédant les vagues meurtrières. Elle avait ainsi pu donner l'alerte sur la plage et épargner la vie de nombreux touristes. Ailleurs, c'est l'ensemble des habitants d'une petite île au large d'Aceh qui ont eu la vie sauve, fuyant les rives plutôt que de céder à la tentation de ramasser les poissons laissés sur la grève par les flots. La tradition orale était encore bien vivante en ce lieu. Les habitants se souvenaient d'un conte évoquant les dangers que représente la mer lorsqu'elle se retire. En effet, si le tsunami de décembre 2004 fut de loin le plus meurtrier, il y en a eu d'autres par le passé dans la région. Ils ont parfois donné naissance à des histoires transmises de génération en génération, fort utiles lorsque la situation vient à se répéter. ●

Pistes

Sibiù: rendez-vous pour la création?

En septembre prochain, la ville de Sibiù, en Roumanie, sera le théâtre du troisième rassemblement œcuménique européen.

Après Bâle en 1989, puis Graz en 1997, c'est au tour d'un pays à majorité orthodoxe d'accueillir cet événement. Ce dernier a entre-temps gonflé en importance: ce ne sont pas moins de 2200 délégués qui sont attendus pour trois jours de célébrations, de rencontres et de travail. Le programme promet d'être chargé. Sur le thème «La lumière du Christ brille pour tous. Espoir de renouvellement et d'unité en Europe», pas moins de neuf sujets d'étude ont été retenus. Chaque délégué suivra trois ateliers, au sein de groupes de sept cent personnes... Une taille critique qui fait douter de la faisabilité d'une réelle mise en commun. On est loin des conditions plus intimes de travail de Bâle, où même de Graz, qui ont abouti à des déclarations finales approuvées par l'ensemble des participants.

Des textes faibles

Des doutes surgissent aussi à la lecture des textes préparatoires servant de base à la réflexion des délégués. Le langage utilisé est faible, parfois à tendance charismatique et avec des lourdeurs de formulation. Est-ce la faute aux traductions? En examinant de plus près le texte sur la création, on constate que l'accent est avant tout mis sur le style de vie durable qui devrait faire partie du témoignage des chrétiens. Certes, c'est un élément important. Mais on ne peut que s'étonner de l'absence de dénonciation des comportements non-durables dont il est avéré qu'ils perturbent le climat (utilisation massive des énergies fossiles par exemple). Ce texte manque cruellement d'une vision des mesures à prendre, en dehors des changements de comportement personnel qui ne suffiront jamais à eux seuls à sauvegarder notre environnement.

Il serait regrettable de voir la montagne accoucher d'une souris. Le rassemblement de Bâle avait abouti à une déclaration finale dont les postulats pour la sauvegarde de la création sont toujours d'actualité. A moins d'être fortement amendés, les textes proposés, en particulier ceux traitant de la justice et de la création, ne seront d'aucune utilité. Reste à savoir si la formule du rassemblement permettra de la faire.

Une chose est néanmoins sûre, les chrétiens ont davantage besoin que leurs Eglises mettent en œuvre un agenda qui concrétise des engagements déjà pris, plutôt que de lire une déclaration finale de plus sur l'urgence de la sauvegarde de la Création. ●

Martyna Olivet

Un Temps pour la Création

«Un temps pour renouer avec notre sentiment de dépendre du Créateur, de savoir que nous sommes des créatures, appelées à servir et à prendre soin de la création divine, un temps de louanges, de repentance et de renouveau».[1]

En 1989, un appel a été lancé par le patriarche oecuménique de Constantinople Dimitrios 1er à toutes les Eglises orthodoxes, afin que le premier jour de l'année liturgique,-le 1er septembre-soit dédié à la Création. Suite à une résolution du deuxième rassemblement oecuménique européen de Graz (1997), visant à élargir cette pratique à toutes les Eglises d'Europe, le Réseau Chrétien Européen pour la création (ECEN) propose que la période du 1er septembre au deuxième dimanche d'octobre soit observée comme un temps de célébration du Créateur et de la création.

Aujourd'hui, de nombreuses initiatives sont prises dans différentes églises de plusieurs pays: des textes théologiques et liturgiques ont été produits, des célébrations sont réalisées et des actions concrètes en faveur de l'environnement sont menées durant cette période.

Un réseau de paroisses

En Suisse, plusieurs jours ayant un lien avec le thème de l'environnement tombent aux mois de septembre et octobre, comme le jeûne fédéral, la Fête des Récoltes et la journée de la Saint-François. Autant d'occasions de célébrer la Création.

«Oeku Eglise et environnement» (ex-COTE), une association regroupant plus de 600 paroisses et organismes des Eglises, élabore chaque année un matériel d'appui pour l'action «Un Temps pour la Création». Cette année, le thème est: «Faire le plein-énergies pour la vie». Dans leur dossier, des textes liturgiques, des chants, des propositions d'actions, mais aussi des activités de découverte pour la catéchèse. Il contient également des recommandations pour une attitude écologiquement responsable des personnes, comme des paroisses.●

Virginie Estier dos Santos

Les personnes intéressées par le matériel publié par Oeku pour le Temps de la Création 2007 peuvent prendre contact avec la COTMEC: 022/708.00.78, cotmec@worldcom.ch.

1. Un Temps pour la Création, un appel aux Eglises chrétiennes, Réseau Chrétien Européen pour l'Environnement (ECEN), 2006, www.ecen.org

info cotmec

Sauvegarder la Création: compte-rendu de la Journée théologique de novembre 06

Supplément n°290 / juin 2007/ Genève

Edito

Se rencontrer et débattre

Depuis quelques temps, la COTMEC réfléchit sur les liens que le christianisme entretient avec l'environnement. Au printemps 2006, un supplément du COTMEC-Info, intitulé «Spiritualité et Environnement», a permis de faire un tour d'horizon de la crise écologique et en particulier des bouleversements climatiques.

Ce numéro a également permis de rappeler la préoccupation et les prises de position des Eglises à ce sujet. On peut mentionner notamment la Déclaration finale du 1er rassemblement œcuménique à Bâle en 1989: «Paix et Justice pour la création entière».

Après cela, la COTMEC et les communautés de base ont souhaité approfondir le sujet lors d'une journée théologique en novembre dernier. Une cinquantaine de participants sont venus écouter nos deux intervenants: Lukas Vischer et Edouard Dommen. Le débat qui a suivi a été riche, mais aussi très vif. Dans ce supplément, nous mettons à la disposition de nos abonnés le contenu des présentations des intervenants.

Le texte de Lukas Vischer propose diverses pistes aux chrétiens, afin qu'ils puissent témoigner, et appelle clairement à l'engagement des Eglises. Edouard Dommen -malheureusement dans une version abrégée pour des raisons de place-, nous indique quelques pistes bibliques fondées sur un ouvrage publié par le Réseau Ecologique Chrétien européen (ECEN) en 2004. Sa présentation a suscité une controverse avec Edmond Gschwend, que nous avons trouvé intéressant de vous faire partager, même sous une forme succinte.

La dernière page de notre supplément présente deux pistes d'action évoquées lors de la journée théologique. D'une part, sensibiliser les délégués suisses au 3ème Rassemblement œcuménique européen sur l'importance d'une position claire des Eglises face à la questions environnementale. D'autre part, instaurer un Temps pour célébrer la Création au sein de nos paroisses, afin de renforcer leur volonté d'agir pour sa sauvegarde. ●

Virginie Estier dos Santos

Intervenant

Pour sauvegarder la Création

La crise environnementale est évidente et ne peut plus être niée. L'humanité vit au-dessus de ses moyens. D'une part, nous sur-exploitons les ressources de notre planète, la terre, d'autre part nous en polluons l'air, le sol et la mer.

Prenons quelques exemples. Ce qui vient immédiatement à l'esprit c'est l'exploitation du pétrole. Les réserves touchent à leur fin. Les avis divergent sur la date, mais tout le monde sait que la fin s'approche inexorablement. Mais le pétrole n'est pas la seule ressource qui fait défaut. Nous vidons les océans de ses poissons – à un rythme qui menace leur capacité de régénération. Un rapport qui vient de paraître dans la revue américaine Science affirme que, sans changements, la faune marine est menacée de disparition d'ici à 2050. L'analyse est peut-être «catastrophiste», mais on ne peut pas nier que l'exploitation actuelle des mers est irresponsable. Les forêts de notre planète diminuent d'une manière inquiétante. Et la consommation exagérée d'eau conduit dans beaucoup de pays à des pénuries et des impasses. En même temps, les activités humaines causent des déchets qui s'accumulent et qui empoisonnent l'environnement. La qualité de l'air, du sol et de l'eau se dégrade.

Les pauvres plus démunis

Un des problèmes majeurs est sans doute le changementsclimatique. Les anomalies se multiplient: sécheresses, inondations, fonte des glaciers, augmentation de la fréquence des avalanches dans les montagnes, etc. Les effets des changements touchent en premier lieu les pays du sud de la planète. Ils renforcent la pauvreté des pays démunis. Tous ceux qui luttent contre la pauvreté sont aujourd'hui confrontés à un nouveau défi: leur travail peut être annulé par la destruction de l'environnement.

Pendant longtemps, des scientifiques ont émis des doutes, mais aujourd'hui, ils sont de plus en plus unanimes pour nous dire que ces changements sont dus à l'activité humaine. Il y a deux jours, je me suis arrêté devant un kiosque. Quatre hebdomadaires faisaient des changements climatiques leur thème principal. Al Gore, ancien vice président des Etats-Unis, en fait son sujet politique principal. Dans un ouvrage publié en Angleterre sur les futurs changements climatiques au cours des prochaines décennies, on arrive à des coûts astronomiques de 3,68 trillions de dollars.

La crise est évidente: nous sommes engagés dans une voie suicidaire. Mais l'humanité ne prend pas les mesures qui s'imposent. Le mode de vie des pays industrialisés continue sans vrais changements. Denis de Rougement disait : individuellement, l'homme fait tout ce qui est possible pour prolonger sa vie, mais collectivement, il fait tout pour accélérer sa fin.

Etre vie qui veut vivre

Comment réagir face à cette contradiction? Quelle doit être la réponse des églises? Ne serait-ce pas leur vocation de rappeler à l'humanité sa responsabilité vis-à-vis de l'ensemble de la Création? Bien sûr, l'homme est un être particulier, il est dans un certain sens le maître de la Création. Il a reçu les capacités de changer le monde et de le mettre à son service. Mais il fait en même temps partie de l'ensemble du monde. Il est un être parmi tous les autres êtres créés par Dieu. S'il veut survivre sur cette planète, il lui faut vivre en harmonie avec les forces de la création. Il doit en respecter les lois et les limites. Il n'est pas appelé à régner en maître, mais il lui incombe de faire vivre la Création. *«Je suis vie qui veut vivre au milieu de vie qui veut vivre»* (Albert Schweitzer).

Malheureusement, les églises sont mal préparées à proclamer ce message de sagesse. Pendant longtemps elles ont partagé le credo de l'homme moderne: c'est la vocation de l'homme de conquérir et de dominer la nature. Il est donc important de repenser notre approche à la création. La vraie vision biblique ouvre des horizons nouveaux et nous permet de mieux déterminer le témoignage que nous devons au monde aujourd'hui. J'aimerais mentionner cinq aspects:

1.Reconnaître l'ampleur de la crise
Face à des crises majeures, la première réaction de l'homme consiste à en nier l'existence. Il faut une sérénité intérieure pour résister à cette tentation. La foi dans le Créateur nous donne le courage et la confiance de faire face à la situation.

2.L'espérance.
La Bible nous dit que Dieu cherche le salut de l'ensemble de la Création. Tout ce qui nous entoure est l'objet de son amour. Il ne laisse pas tomber l'œuvre de ses mains. Il nous demande de collaborer avec lui dans ce dessein de salut. Même si l'avenir est caché, nous savons que Dieu va réaliser son royaume et que nous sommes appelés à le servir. Il s'agit de refléter son amour à chaque moment, indépendamment des évolutions possibles de l'histoire. Pour Al Gore, le danger est aujourd'hui que les gens passent de l'indifférence immédiatement au désespoir. Il faut combattre l'attitude de défaitisme. Dans un beau texte du Conseil œcuménique des églises figure la phrase suivante: *«La foi chrétienne est mouvement de résistance contre le fatalisme.»* Il y a un avenir pour la Création et avec la Création pour nous-mêmes.

3.Changer de comportement.
On parle beaucoup de la nécessité d'un développement durable. Or, le style de vie actuel ne peut pas continuer – il est suicidaire et je pense qu'il est de la responsabilité de l'Eglise non seulement de le dire, mais aussi de réaliser le changement dans ses propres rangs. Il ne suffit pas de dénoncer la folie des comportements actuels, mais il faut montrer qu'un autre mode de vie est possible. Car il est clair que seule l'efficacité technique ne pourra apporter de solution à la crise écologique. Or, cette évidence n'est pas partagée par la grande majorité de la société. Un courrier de lecteur qui a récemment paru dans le journal Le Temps est typique à cet égard. *«Ce qui sauvera le climat, c'est le mariage intelligent de l'écologie, de l'innovation technologique et de la recherche du profit – si en plus cela peut rapporter!»* Je pense qu'il est nécessaire de dénoncer cette obnubilation. Un nouveau style de vie s'impose – et si nous ne le choisissons pas volontairement, il nous sera imposé par le développement de l'histoire.

4. Etablir les limites de l'exploitation des ressources. Certains parlent de l'empreinte écologique, c'est-à-dire de l'empreinte sur la planète que nous laissons derrière nous à la fin de notre vie. Les limites peuvent être calculées. On a par exemple calculé que les émissions de CO_2 admissibles s'élèvent à 1,8 tonnes par an et par personne. La quantité de poissons que l'on peut consommer sans mettre en danger la régénération, peut être calculée. D'autres exemples pourraient être cités. Les églises doivent lutter pour que ces limites soient respectées. Il leur faut soutenir une législation qui rend possible des économies, par ex. une taxe sur le CO_2 ou même sur toute consommation d'énergie. Mais pour les chrétiens, la question ne se pose pas exclusivement au niveau de la législation: il faut que nous réussissions à appliquer ces limites à notre propre vie.

5.Partager les expériences.
La réponse à la crise écologique est aussi une occasion de promouvoir les échanges entre les églises, car aucune d'entre elles n'a la réponse à elle seule. Pour avancer, il nous faut partager nos expériences et échanger. Economique, écologique et œcuménique – trois fois la même racine éco – oikos, la maison ou mieux encore l'habitation sur cette terre.

Les grandes fêtes chrétiennes concernent presque exclusivement les deuxième et troisième articles du Credo. Mais aucune période de l'année n'est réservée pour la louange du Dieu Créateur. N'avons-nous pas besoin d'un temps au cours de l'année qui nous permette de réfléchir ensemble sur l'amour du Créateur et sur notre place dans l'ensemble de la Création? ●

Lukas Vischer

Intervenant

Un fardeau de culpabilité ?

Dans un article phare de 1967, un historien étasunien, Lynne White, prétendit que pour le christianisme, «la nature n'a aucune raison d'exister à part servir l'humanité» et que le christianisme «porte un fardeau énorme de culpabilité» dans la crise écologique.

Si Lynne White fut le porte-parole de tout un courant d'opinion, il a étalé son ignorance de la Bible.

Celle-ci situe l'humanité au sein d'une création qui accueille encore d'autres créatures aimées de Dieu. D'après Genèse 1, Dieu créa l'humanité en dernier, le 6e jour; donc le reste de la création a existé auparavant sans elle, libre de sa domination. D'ailleurs, la création ne contient pas seulement des êtres utiles à l'humanité: ainsi, le 5ème jour, Dieu créa les grands monstres marins (Gen. 1.21). Ces bêtes reviennent plusieurs fois dans la Bible. Or, elle sont inutiles à l'humanité, qui ne peut les dompter. Et cette créature hors du dicastère de l'humanité se joint au chœur qui chante les louanges de Dieu: *Louez l'éternel du bas de la terre, monstres marins...* (Ps. 148.7-8).

Nommer, c'est organiser

Dans le deuxième récit biblique de la Création, Dieu invite l'homme à nommer uniquement les créatures qui lui sont utiles: les bêtes des champs (Gen. 2.19-20). Toute nomenclature organise les objets nommés selon une conception que l'homme, ou plus précisément une collectivité, une culture, élabore. Connaître le nom d'un objet correspond à le situer dans une structure de conceptions. La nomenclature exprime le modèle scientifique qui débouche sur la technique. Tout cela est issu d'une certaine organisation sociale. C'est en fin de compte cette construction culturelle qui fixe les limites à la capacité de l'environnement à répondre à nos besoins.

Lynn White s'est trompé de cible: il accable non pas le Christianisme, mais la chrétienté. Avec l'accroissement des moyens matériels, la science a ouvert la perspective de dominer la nature qu'imaginait Gen. 1.28 où Dieu dit à l'homme et la femme *«remplissez la terre, et dominez-la. Soumettez les poissons de la mer, les oiseaux du ciel, et toute bête qui remue sur la terre».* L'esprit scientifique se développe certes au sein de la culture judéo-chrétienne occidentale, mais dans le contexte de la sécularisation de la pensée et surtout de la montée de la bourgeoisie capitaliste avide des bénéfices à tirer du statut de *«maîtres et possesseurs de la nature»* que la science leur offre –l'expression est de Descartes.

Les récits bibliques de la Création s'enracinent dans un terreau différent, un terreau populaire et poétique: «Le fait que [ces récits] soient chargés d'une forte dimension symbolique leur confère une autorité hors du commun, car en eux sont condensés, avec toute leur force poétique, le résultat de siècles de réflexion populaire, les principes éthiques, théologiques et anthropologiques qui doivent orienter notre relation à la vie, à la nature et à tout ce qui existe»[1].● *Édouard Dommen*

[1]Déclaration œcuménique brésilienne «Les pauvres posséderont la terre», 15 mai 2006, §74

Débat

Assumons l'anthropocentrisme

«Soyez féconds, remplissez la terre et dominez-la» (Genèse 1, 28). Je crois que l'homme est le roi de la Création.

Est-ce que l'on ne s'est pas laissé piéger en se mettant sur le même territoire que celui (L.White) qui nous accuse? On oublie qu'il a bien fallu se battre, au début de l'histoire de l'humanité, «contre» la nature: abattre les forêts, se défendre contre les bêtes sauvages,etc. Mais si l'Homme est roi, cela n'enlève en rien sa responsabilité.

La Création enchantée, c'est du sentimentalisme. Il faut s'en défendre ou nous risquons d'entrer dans une démarche de respect un peu magique, dans une pensée vaguement panthéiste qui serait à l'opposé de la pensée biblique. Dans la Genèse, ce sont six couplets d'un poème, c'est la Parole de Dieu qui donne la Création à l'Homme. Ce n'est pas la Création, mais l'Homme qui loue Dieu. La Beauté est là pour que l'Homme admire la Création.

Aujourd'hui, beaucoup de progrès techniques se retournent contre nous. Mais ce n'est pas pour autant que j'ai envie de revenir à l'économie de subsistance, car nous avons su utiliser la Création et ses richesses. ●

Edmond Gschwend

Ce texte est le compte-rendu de l'intervention de Edmond Gschwend lors d'une séance de la Commission

Argentine

Un prêtre oppresseur inculpé

Rubén Schell est protégé jour et nuit par un bracelet électronique connecté à une antenne satellite. Après la disparition, le 17 septembre 2006, de l'ouvrier Jorge Julio López (77 ans), il bénéficie à Buenos Aires du programme «témoins protégés». Schell, comme son collègue disparu, est un témoin clé dans le procès contre les responsables de la répression pendant la dictature militaire (1976-1983) rouvert depuis peu.

Lundi 6 août, Rubén Schell n'a pas eu la tâche facile. Il lui a fallu identifier, devant un juge de La Plata, le prêtre catholique Christian Von Wernich comme l'un de ceux qui l'ont interrogé et torturé pendant ses trois mois de captivité dans un centre clandestin de détention, début 1978. *«Même si j'ai subi des coups et des chocs électriques, j'ai connu avec cet homme la pire des tortures: la torture morale»*, a dénoncé Rubén Schell, l'un des cent témoins à charge du procès. Christian Von Wernich, 69 ans, ex-aumônier de la police de Buenos Aires avec le grade de sous-officier et un salaire militaire, est accusé par la justice argentine de 42 kidnappings, 31 cas de torture et 7 meurtres. C'est la première fois dans l'histoire argentine récente qu'un prêtre est jugé pour des crimes commis pendant la dictature des années septante. Cette première rouvre un chapitre noir de l'histoire de la hiérarchie catholique du pays.

La «résurrection» de Von Wernich

En 1996, les fidèles de la tranquille paroisse de Quisco, située à quelque 160 kilomètres de Santiago du Chili, accueillent un nouveau prêtre qui se fait appeler Christian González. Quelques années plus tard, des journalistes révèlent sa véritable identité. Il s'agit de Christian Von Wernich, né dans une riche famille d'origine allemande, ayant une forte influence dans le monde politique et économique argentin. Jeune militant dans des groupes nationalistes catholiques de droite, il réussit, après trois vaines tentatives et une intense vie mondaine, à être ordonné prêtre à 35 ans, en 1974.

Proche du pouvoir

Par des contacts familiaux, il fait alors la connaissance du général Ramón Camps, l'un des principaux cadres de la répression argentine. Von Wernich devient son confesseur. Au moment du putsch militaire de mars 1976, il assume la responsabilité d'aumônier principal de la redoutée police de Buenos Aires dirigée par Camps. Cette nomination lui permet de visiter, entre 1976 et 1978, plusieurs centres illégaux de détention et de torture. *«Il y avait un prêtre, habitué des lieux, que tous les gardiens respectaient et craignaient... Je l'entendais parler avec un langage ecclésial et messianique. Il parlait du salut et de la possibilité de collaborer (avec les militaires) pour obtenir ce salut». «Un discours religieux absolument cynique»*, selon Adriana Archenti, témoin à charge dans le procès en cours. Luis Velasco, un autre témoin, se souvient de l'issue d'une séance de chocs électriques: *«Von Wernich m'a touché les poils de la poitrine et a commencé à faire des plaisanteries. Il me disait que la torture m'avait brûlé tous les poils»*. Le rapport «Jamais Plus» de la CONADEP, publié en 1985, livre des preuves irréfutables que le prêtre a accompagné au moins une dizaine de prisonniers au port et à l'aéroport de Buenos Aires pour qu'ils soient prétendument remis en liberté. Ces personnes ne sont jamais réapparues...

Hiérarchie muette ou complice

Différentes sources indiquent que, dans des camps de concentration, au moins vingt aumôniers militaires ou policiers ont agi de manière identique: profitant de leur rôle sacerdotal, ils ont accompagné et béni la torture tout en tentant d'extorquer des informations supplémentaires. La reconstruction de l'histoire argentine de ces années noires démontre qu'à de rares exceptions - comme l'évêque Angelelli, de la Rioja, assassiné par un groupe paramilitaire en 1977 -, une grande partie de la Conférence épiscopale argentine s'est tue en de nombreuses occasions. Elle a toujours béni la répression et, plus encore, s'est constamment solidarisée avec le terrorisme d'Etat contre *«l'ennemi communiste»*. Selon l'évêque militaire Victorio Bonamín –dont le neveu a disparu–, il s'agissait d'une véritable théologie de l'horreur: «C'est une lutte pour la république d'Argentine, pour son intégrité, mais aussi pour ses autels... c'est une lutte pour la défense de la morale, de la dignité de l'homme, en défense de Dieu... c'est pourquoi je demande la protection divine dans cette guerre sale dans laquelle nous sommes engagés...». Trente ans plus tard, le procès de l'ex aumônier Christian Von Wernich n'est que la pointe émergée d'un énorme iceberg...●

Sergio Ferrari
Trad. Rosemarie Fournier
Collaboration E-CHANGER

JAB
1200 Genève 2

Cotmec_Commission Tiers Monde
de l'Eglise Catholique
16, bd du Pont-d'Arve, 1205 Genève
tél. 022 708 00 78, fax 022 708 00 79
cotmec@worldcom.ch
www.cotmec.ch
CCP: 12-21551-1
Rédactrice responsable: Martyna Olivet
Imprimerie: Fornara, Ge
Maquette: Pascale Castella

Agenda

• Chico Whitaker donnera une conférence le 9 octobre à Fribourg au Café Maréchaux à 20h, et le 11 à Lausanne au Buffet de la gare à 20h.

• E-changer organise un voyage en Bolivie du 13 au 24 mars pour les membres du mouvement et des groupes de soutien. L'objectif est de rencontrer les volontaires et leur partenaire, et de découvrir une Bolivie différente. Il est possible de s'inscrire auprès du secrétariat d'E-CHANGER jusqu'au 30 octobre.
www.e-changer.ch ●

Publication

Trilogie rwandaise

La stratégie des antilopes, dernier ouvrage de Jean Hatzfeld, nous ramène dans la région de Nyamata, au Rwanda, où l'auteur avait recueilli les témoignages des rescapés (Dans le nu de la vie), puis des tueurs (Une saison de machettes).

Mai 2003. A la stupeur des survivants, l'Etat rwandais libère nombre de prisonniers impliqués dans les massacres du printemps 1994, dont les huit protagonistes interrogés par Hatzfeld dans son second livre. Apprenant la nouvelle, ce dernier décide d'accompagner le retour des anciens tueurs dans les marais où, sept semaines durant, ils pourchassèrent leurs voisins tutsis sans un jour de relâche.

Le pays se trouve dans une situation à priori apaisée où l'Etat a tenu son rôle *«pour empêcher les vengeances de gagner sur la réconciliation»*. Gracier des prisonniers se justifie par leurs aveux, l'engorgement des prisons et le besoin évident de bras pour cultiver la terre. Mais pour les rescapés, condamnés à cohabiter avec ceux qui ont «coupé jusqu'à s'en casser les bras» les membres de leurs familles, *«Quelle dantesque destinée (...). Quelle dureté de l'Histoire»*, écrit l'auteur. Mêlant ses observations aux témoignages, Hatzfeld retrouve les protagonistes des deux précédents ouvrages. Il aborde tour à tour l'impossible pardon que les tueurs ne demandent même pas, la mémoire du génocide toujours présente, les blessures qui ne se referment pas, mais aussi la vie qui se poursuit envers et contre tout. Comme pour dire aux rescapés *«vous nous intéressez aussi lorsque vous continuez à vivre»*. Un livre bouleversant. ●

Martyna Olivet

Jean Hatzfeld, La stratégie des antilopes, Seuil 2007

Film-échange

Autour du FSM

Un film pour présenter la dynamique des Forums sociaux et donner des pistes d'engagement chrétien.

Sabine Petermann, pasteure-stagiaire à la paroisse de Jussy, est une habituée des Forum sociaux mondiaux (FSM). De Mumbai à Porto Alegre, en passant par Nairobi, elle y a recueilli de nombreux témoignages. Ces derniers sont désormais réunis dans le film *Forum sociaux mondiaux: les chrétiens s'engagent*, projeté ce 26 septembre à la salle paroissiale de Saint-Gervais (Genève) à 19h30. Ce documentaire revient sur l'origine du Forum social mondial (FSM), né d'un mouvement de résistance et de protestation de la société civile contre les effets néfastes d'un néolibéralisme dominant. Il montre aussi combien la théologie de la libération influence et nourrit la méthodologie et les valeurs du FSM. Une chance à saisir pour les chrétiens qui défendent l'idée d'une Eglise impliquée dans la transformation de la société pour plus de justice.

La projection sera suivie d'un échange invitant les spectateurs à approfondir les réflexions mûries par Sabine Petermann au cours de sa fréquentation des Forums. Avec pour objectif final de mettre sur pied une délégation d'Eglise pour le prochain FSM qui se tiendra à Belém (Brésil) en 2009. ●

Martyna Olivet

Remarque : si vous souhaitez organiser une projection du film dans votre paroisse, votre commune ou tout autre groupe, prenez contact avec le secrétariat de la COTMEC (022 708 0078) ou cotmec@worldcom.ch

info cotmec

n°291 / septembre 2007 / Genève

commission tiers monde
de l'Eglise catholique

éclairage

Eternels mendiants?

A Genève, le Premier Flic de la République a décidé de rembourser aux mendiants les amendes infligées par des policiers indélicats. Habitués à être pourchassés par les pandores dans tous les pays du monde, les intéressés n'en reviennent pas et flairent le coup fourré.

J'ai eu le bonheur de passer quelques années africaines avec des gosses des rues. La mendicité offrait à quelques-uns de quoi manger, à eux-mêmes et ce à qui leur restait de famille. Les citoyens honorables les traitaient de «saligomas», en français «sales gamins».

C'est vrai qu'ils ne sentaient pas tous les jours la rose. A l'occasion de la visite d'un Chef d'Etat, la police recevait l'ordre de «nettoyer» les rues de cette «vermine» et d'amener vers un camp de rééducation les «saligomas» qui avaient couru moins vite que les gendarmes. Je les retrouvais le soir même, presque tous rentrés à leur port d'attache, après avoir sauté des camions qui les emmenaient loin de la capitale. J'en ai tiré cette conclusion: le problème de la mendicité –surtout celle des enfants– resterait insoluble tant que la police serait la seule à s'en occuper.

Les résultats que nous avons obtenus ne furent possibles qu'au terme d'un très long accompagnement individuel qui intégrait le milieu familial. Il en est de même pour les enfants roms qui se multiplient sur les places, dans les trams ou aux porches des églises genevoises. On ne parviendra à rien – et à moins que rien avec des aumônes!– sans contact avec leur fratrie, leur ethnie et même la nation d'où ils proviennent.

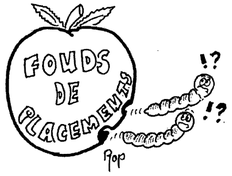
L'argent genevois devrait d'abord aider la Roumanie à accepter et à intégrer ses propres ressortissants. ●

Guy Musy

édito

Credo suisse?

Bonne nouvelle pour les chrétiens désieurx de réconcilier épargne et religion: il leur serait désormais possible d'investir sans pécher. On leur offre un moyen d'éviter de placer leur argent dans l'industrie du vice, de la guerre ou ... de la contraception. Plus de 700 titres, soumis au crible de critères moraux, ont été éliminés du «fonds chrétien» lancé par le *Credit Suisse* (CS) cet été. La banque propo-



se un portefeuille immaculé, respectant les valeurs de la famille, de l'environnement, etc. Le tout avec l'approbation vaticane. Loubale initiative. La COTMEC milite depuis longtemps pour des placements éthiques. Sauf qu'en accolant le mot «chrétien» à ce fonds, on réduit le christianisme à une morale. Certes, celui qui s'efforce de devenir un disciple du Christ adopte, pour être conséquent, certains comportements et en évite d'autres. C'est loin de suffire. Le message de Jésus sur la relation à la richesse n'est-il pas ô combien plus clair et exigeant? Ne lit-on pas dans le Magnificat: «*Il a jeté les puissants à bas de leur trône et il a élevé les humbles, les affamés, il les a comblés de biens et les riches, il les a renvoyés les mains vides*»? La récupération du nom de chrétien par un instrument financier, ou par un parti politique, nous heurte. Par ailleurs, la présence d'un fonds «moral» parmi tous ceux gérés par le CS suffira-t-elle à faire de la banque un établissement sans reproche? Alors qu'elle continue, par ailleurs, à investir dans des entreprises contestables. Le *Credit Suisse*, loin de réinventer le Credo, semble surfer sur la vague du marketing éthique. ●

Michel Bavarel et Martyna Olivet

Credit Suisse

Investir sans pécher?

Au début de l'été, le Crédit Suisse a lancé le *Christian Values Fund*, sous l'initiative d'une personnalité vaticane, le prince Windisch-Graez. Ce fonds d'investissement se prétend conforme aux valeurs chrétiennes, catholiques comme protestantes. Nous avons soumis ce nouveau véhicule financier au regard critique d'Edouard Dommen, spécialiste de l'éthique économique et membre du comité de l'association «Actares – actionnaires pour une économie durable» et de la COTMEC.

Quelle est la valeur chrétienne essentielle pour la vie en société? «*tu aimeras ton prochain comme toi-même.*» Et dans ce cadre l'option préférentielle va aux pauvres. Le chrétien doit décider dans quelle mesure il lui faut constituer une épargne privée, et dans la mesure où il en constitue une il doit veiller à son usage dans l'optique de cette valeur essentielle.

Impact des entreprises

Toute entreprise est une entité sociale complexe qui affecte la société de plusieurs façons à la fois. Ses parties prenantes sont légion: bailleurs de fonds, employés, clients, fournisseurs, collectivités où elle s'insère, environnement, etc. Plusieurs entreprises participent d'ailleurs non seulement à l'économie mais encore à la politique par le biais de leur soutien, ouvert ou couvert, à des partis et à des politiciens. Signalons que la corruption ne figure pas dans la liste des exclusions du fonds.

Le *Christian Values Fund* exclut les entreprises actives dans des «*pays avec une intolérance politique ou religieuse*». Benoît XVI sera heureux d'apprendre du *Credit Suisse* que la tolérance religieuse est une valeur chrétienne.

À la belle époque où M. Moody-Stuart dirigeait Shell, il interpellait ainsi les critiques de son entreprise: si nous limitons nos activités à des pays qui nous sont sympathiques, plusieurs seront privés non seulement de nos produits, qui sont utiles, mais également des valeurs sociales que véhiculent notre manière de mener nos activités. Délicate interpellation!

Soulignons le paradoxe de domicilier un tel fonds au Luxembourg, paradis fiscal reconnu: les valeurs chrétiennes insistent pourtant sur la nécessité de payer ses impôts et ainsi d'entretenir la communauté.

Dans l'enchevêtrement d'exigences et d'intérêts où toute entreprise s'insère, de simples règles d'exclusion sont insuffisantes pour gérer les problèmes conflits de morale, d'éthique, voire de droit! Dans le foisonnement de la réalité, même avec la meilleure volonté du monde on va forcément se tromper de temps en temps. En cela l'entreprise n'est guère mieux placée que la personne –trouvez une personne libre de péché et on l'élira PDG de l'entreprise libre de péché!

La fidélité est une valeur chrétienne importante. Elle exige un travail constant de dialogue avec le partenaire. Ce travail est en soi une valeur chrétienne. C'est trop facile de tourner le dos au pécheur pour chercher mieux ailleurs.

Obligations: pas si chrétiennes

Les avoirs du *Christian Values Fund* se placent à 65% en obligations. Or le capital-actions qui repose sur le partage des risques et des bénéfices est plus équitable que l'obligation. D'autre part, l'obligation n'accorde pas de droit d'intervention au créancier dans la manière dont l'entreprise se conduit. Bailler des fonds sous la forme d'obligations à une entreprise, c'est se refuser la possibilité de participer au dialogue entre les partenaires qui fait partie intégrante de la vision chrétienne de l'entreprise.

Bref, les valeurs chrétiennes appellent à un engagement constant du bailleur de fonds avec l'entreprise dont il est partenaire, en quête incessante d'un bien commun jamais acquis. La démarche interactive d'un mouvement d'actionnaires comme Actares exprime mieux les valeurs chrétiennes que s'abstenir d'acheter les titres d'entreprises condamnées à priori.

Notons pour terminer que le nom *Christian Values Fund* est en anglais. Sur le site Web du *Credit Suisse*, le descriptif n'est pas disponible en français, ni en espagnol, ni en italien. Est-ce qu'il faut être anglo-saxon pour être bon chrétien? Le fonds semble destiné à un public évangélique.●

Edouard Dommen

Campagne 0,7%

Signez la pétition!

Dans notre dernier numéro du COTMEC-INFO, nous vous avons présenté la campagne: «0,7%-Ensemble contre la pauvreté». Vous trouverez un exemplaire de la pétition, encarté dans ce numéro. Signez-là et faites-là signer autour de vous, afin que la Suisse s'engage concrètement pour la réalisation des Objectifs du Millénaire. Nous reviendrons dans nos prochains bulletins sur les actions concrètes organisées dans le cadre de cette campagne.●

Virginie Estier dos Santos

Vivre dans la haine...

Dessine-moi un mouton

Ils en ont dessiné quatre. Trois blancs et un noir. Sur fond de drapeau suisse, un mouton blanc expulse, d'une ruade, le mouton noir. Une affiche omniprésente.

C'est l'illustration, au premier degré, sans la moindre distance, d'un mécanisme élémentaire vieux comme le monde, décrit par exemple dans la Bible (Lévitique 16, 20-22): celui du bouc émissaire. De livre en livre, le penseur français René Girard le met en lumière depuis des décennies. Quand les tensions s'exacerbent dans une société, on rejette la faute sur un individu ou un groupe de personnes. Leur élimination ramènera la paix. Provisoirement. Dans un mémorandum, les trois Eglises de Suisse soulignaient, en 1991, que face à la crise helvétique, «*la tentation est grande de chercher des boucs émissaires et d'attribuer une culpabilité aux étrangers*».

L'UDC, par la voix de son président sur son site Internet, affirme défendre ainsi «la tradition chrétienne». Si, par le mot «chrétien», on se réfère à un certain Jésus-Christ, il s'agit d'une imposture. Jésus, nous montre René Girard, est le bouc émissaire par excellence, même si, relève-t-il, l'on préfère parler d'agneau à son sujet (ce qui l'identifie encore mieux au mouton noir de l'affiche de l'UDC). Conspué par la foule, trahi, abandonné par ses disciples, Jésus est condamné au supplice et exécuté «hors les murs».

L'histoire se serait arrêtée là sans les témoins de la Résurrection. «*En révélant l'innocence de Jésus, les Evangiles révèlent l'innocence de toutes les victimes analogues, condamnées par toutes les violences unanimes, par tous les lynchages mensongers depuis la fondation du monde*», écrit Girard1. Les Eglises (et ceux qui se disent chrétiens) ne pourront dès lors «*se situer qu'aux côtés de ceux qui ont dû fuir, aux côtés des humiliés et des persécutés*»2, soulignent-elles dans un autre mémorandum.

Dans une autre version du dessin de l'UDC, un couteau est plongé dans le flanc de l'un des moutons blancs. Coupable, bien évidemment, le mouton noir. «*L'inversion du rapport d'innocence et de culpabilité, entre victimes et bourreaux, est la pierre d'angle de l'inspiration biblique*»3, affirme René Girard. C'est le moment de demander pardon à Antoine de Saint-Exupéry pour l'emprunt du titre de cet article à un ouvrage qui, au contraire de l'affiche de l'UDC, exalte la fraternité et la solidarité. ●

Michel Bavarel

1. Dans «Les origines de la culture», Paris 2004.
2. «Aux côtés des réfugiés», mémorandum des trois Eglises suisses, 9 mai 1985.
3. Dans «Je vois Satan tomber comme l'éclair», Paris 1999.

Une agression raciste?

Le 8 août dernier, à Genève, trois jeunes Africains ont été agressés par un groupe de «skinheads». Ces derniers ont finalement été interpelés par la police et inculpés.

Le fait divers a été largement commenté dans la presse, mais un article du journal GHI du 22 août a attiré notre attention. Le titre de l'article tout d'abord: «*Violence raciste: la victime a empoigné son agresseur!*». Puis le chapeau: «*L'un des jeunes d'origine africaine reconnaît avoir commencé.*»

L'inversion coupable-victime

A ce stade, notre opinion est faite. C'est bien l'Africain qui est coupable... d'avoir été frappé. Et la lecture de l'article ne fait que confirmer ce discours: «*Ce témoignage montre qu'il a été l'initiateur de l'agression physique même s'il désirait répondre à une provocation.*» Une provocation, dites-vous? Oui, toute petite, même! Nous apprenons en effet que les trois Africains ont été traités de «sale nègre». Quoi de plus banal! Pas de quoi justifier d'empoigner un interlocuteur! Il faudrait sans doute faire comme si l'on trouvait cela très drôle. C'est en tout cas l'opinion de l'auteur de l'article, qui «oublie» de préciser que l'empoignade a bel et bien été le prétexte d'un violent passage à tabac des trois Africains par un groupe deux fois plus nombreux. Donc, selon lui, quand nous réagissons à une provocation, c'est nous qui sommes coupables de la violence que nous subissons en retour! Navrant, mais c'est malheureusement l'univers mental des extrémistes de droite depuis toujours et c'est même l'un des piliers de leur propagande: les victimes sont coupables et ce sont les agresseurs qui sont les victimes de la société, quand celle-ci sanctionne la violence raciste.

La banalisation

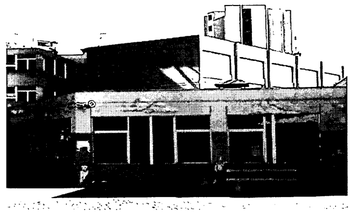
Un autre grand classique est la banalisation de cette violence. Une agression gratuite de skinheads mal intentionnés? Pensez donc! Juste une petite bagarre de rien du tout, à cause d'un peu d'alcool! Pas de quoi en faire un drame! «*Sans atténuer les dangers de certaines idéologies, on est plutôt dans le registre de la bêtise et de la beuverie.*» Et pour illustrer ce propos, l'article est accompagné d'une photo montrant des photos de Hitler et des autocollants «White Power», avec la légende suivante: «*Quelques objets trouvés par la police au domicile d'un inculpé*» ... Et voilà! Le tour est joué! Un article dans la presse gratuite relatant un fait divers et, une fois de plus, les actions violentes de groupes d'extrême droite sont excusées sinon justifiées. ●

Virginie Estier dos Santos

... ou vivre ensemble

Ethnopoly aux Avanchets

Le 1er juin dernier, pour la première fois en Suisse romande, 160 élèves des écoles des Avanchets dans la commune de Vernier ont participé au jeu «Ethnopoly». Olivier Berthoud, l'un des 60 volontaires impliqués dans l'organisation de cette journée, nous parle de cette expérience originale.



Ci-dessus: Maison de Quartier des Avanchets

En quoi consiste ce jeu «grandeur nature»?

O.B: L'objectif du jeu est de permettre aux enfants de partir à la rencontre des habitants de leur quartier. Une quarantaine de familles, qui se sont portées volontaires pour faire connaître leur culture, ont accueilli des groupes de quatre enfants pendant une vingtaine de minutes. Elles avaient préparé des questions, prétexte pour entamer un dialogue sur leurs cultures respectives. Certaines ont présenté des objets ou préparé des plats à déguster. La famille «notait» ensuite le groupe d'enfants, non en fonction de leurs connaissances, mais de leur curiosité et de leur courtoisie. Ceux-ci devaient visiter le plus de familles participantes pendant toute la journée. La formule du jeu a permis de garder un bon équilibre entre compétition et partage. La journée s'est terminée par une grande fête avec remise des prix et spectacle de musique et de danse.

Qu'est-ce que les enfants ont retiré de leur participation ?

OB: Ils ont pu découvrir la diversité des cultures de leur quartier, la constater «de visu». Les différentes manières de vivre sont aujourd'hui plus connues, plus familières pour eux. Ils se sont d'ailleurs tous montrés très respectueux des foyers qu'ils visitaient, demandant s'ils devaient ôter leurs chaussures, par exemple. Ce jeu a permis de développer leur ouverture d'esprit et leur curiosité, apportant un éclairage nouveau sur tel pays, telle langue, telle culture...

«En passant de poste en poste, la curiosité grandissait et l'envie de continuer aussi. Une journée merveilleuse.»
Laeticia, 12 ans

Qu'est-ce que cette journée a apporté au quartier ?

OB: L'organisation de cette journée a été possible grâce à l'engagement de la Maison de Quartier, des enseignants des écoles primaires des Avanchets et de l'association des parents d'élèves. Par la suite, des habitants du quartier se sont joints au comité. L'évènement a également reçu le soutien de la Ville de Vernier et du Bureau de l'intégration des étrangers (BIE) du canton de Genève. L'important travail de préparation –près d'une année– a permis de tisser des liens entre des personnes impliquées dans différents aspects de la vie du quartier et il existe plusieurs idées pour la suite. Celles-ci seront d'ailleurs discutées lors d'une séance qui va réunir tous les participants fin septembre, pour échanger nos impressions. ●

Propos recueillis par Virginie Estier dos Santos

Pour plus d'informations, lire le dossier dans le prochain numéro du bulletin du GAPP (Groupement des associations de parents d'élèves), www.gapp.ch

Des capacités indispensables

Faire preuve de curiosité, de créativité, savoir poser les bonnes questions, ne pas se sentir perdu dans un contexte culturel différent, savoir «naviguer» entre plusieurs registres, savoir interpréter correctement une situation inhabituelle et savoir la «traduire» à quelqu'un qui n'aurait pas les clés pour la comprendre.

Ces compétences, qui deviennent toujours plus utiles à chacun d'entre nous, sont stimulées par la vie au quotidien dans une société multiculturelle, et peuvent être mises en valeur au travers d'un jeu comme Ethnopoly.

Les adeptes du repli identitaire et de la méfiance de l'autre- tout enfermés qu'ils sont dans leur nostalgie d'un monde qui n'existe plus- ne perçoivent pas qu'ils s'isolent et se marginalisent. Après tout, s'ils veulent s'enfermer dans leur bulle, c'est leur problème. En ce qui nous concerne à la COTMEC, nous préférons saluer les initiatives qui -comme celle décrite ci-dessus-, favorisent chez les enfants et les adultes le développement de capacités qui nous sont devenues indispensables. ●

VES

Assemblée œcuménique de Sibiu

Témoignage d'un participant

Hubert van Beek, secrétaire du Forum Chrétien Mondial, a participé à la troisième Assemblée œcuménique qui a eu lieu à Sibiu, en Roumanie, en septembre dernier. Il nous a partagé ses impressions lors de la dernière séance de notre commission.

Dix ans après Gratz et 18 ans après Bâle, les chrétiens européens se sont retrouvés dans un pays orthodoxe de l'Est. Ayant lieu dans une petite ville, le rassemblement n'a pas pu attirer un grand nombre de participants, outre les délégués officiels. Alors que ce qui avait fait la force de la rencontre de Bâle, c'était justement sa taille. Par contre, le nombre de ces délégués (2'500) était beaucoup plus élevé que lors des réunions précédentes, ce qui n'a pas facilité le dialogue et les échanges. Les matinées étaient consacrées à des séances plénières, avec des conférences sucessives de 6 ou 7 orateurs, où il était difficile pour le public d'intervenir. Les après-midis, des forums thématiques regroupaient entre 500 et 700 personnes, également avec des panels d'orateurs.

Concernant le contenu, plusieurs orateurs ont reconnu que Sibiu était plus timoré que les assemblées précédentes. Cette prudence s'est reflétée dans le message final: une sorte de compétition pour imposer tous les sujets et tous les points de vue en a fait un texte peu cohérent et sans véritable portée.

Cependant, des discussions intéressantes ont eu lieu dans le cadre de certains forums thématiques. Ainsi, lors du forum sur la migration, un Africain a déclaré: «*Jusqu'à présent, tout ce que j'ai entendu, c'est que la lumière vient de l'Europe...*». Cela a provoqué un riche débat. Un autre moment fort a été la lecture de la déclaration des Jeunes.●

Propos recueillis par Virginie Estier dos Santos

Contribution des jeunes

Une déclaration, élaborée par des jeunes chrétiens, a été lue le 3ème jour de la rencontre. En juillet, une quarantaine de jeunes s'étaient réunis à St-Maurice, en Suisse, afin de préparer le rassemblement œcuménique et d'interpeler leurs aînés. Interpeler est bien le terme, étant donné le ton de leur déclaration d'une page et demie, condensée et claire sur plusieurs sujets sensibles. L'œcuménisme d'abord: les jeunes demandent en effet aux Eglises d'arrêter de se poser en rivales les unes par rapport aux autres, car, disent-ils, «*nous ne témoignons pas des dynamiques de pouvoir de nos Eglises, mais du Christ*». Des thèmes comme la migration et la liberté de circulation, le dialogue interreligieux, les Droits humains, la paix et la justice sont abordés:les jeunes affirment s'engager concrètement en faveur de chacun d'eux. Pour la sauvegarde de la Création, leur position va heureusement plus loin que le message final du rassemblement: «*Nous nous engageons à repenser notre style de vie en accord avec le témoignage biblique. Cela doit être fait au travers d'actions concrètes, comme acheter des produits du commerce équitable, utiliser des énergies renouvelables, réduire nos émissions de carbone et changer notre modèle de consommation pour promouvoir un avenir durable.*»

Ils concluent en constatant que la réalisation de ces engagements met en jeu la crédibilité du mouvement œcuménique. ●

Le message final

Dans la partie introductive, il est reconnu que le chemin parcouru depuis les assemblées précédentes n'a pas correspondu aux attentes: «*Nous nous rappelons et nous renouvelons les engagements sérieux déjà pris à Bâle et à Graz et nous regrettons que jusqu'à ce jour nous ayons été incapables de réaliser certains d'entre eux. Toutefois notre confiance en l'énergie transformatrice de la lumière du Christ est plus forte que la nuit de la résignation, du fatalisme, de la peur et de l'indifférence.*»

En ce qui concerne la sauvegarde de la création, Sibiu est resté en deçà de Bâle et de Gratz. Plusieurs intervenants avaient demandé qu'un passage dans le document final parle de l'engagement nécessaire des chrétiens et des communautés chrétiennes pour un style de vie plus respectueux de la Création. Or, cet aspect n'a pas été retenu. La 8ème recommandation, rédigée de façon assez confuse, demande que les Eglises «*étudient la responsabilité européenne pour la justice écologique*». La 10ème recommandation réaffirme la proposition d'un temps pour la Création, «*en réservant la période du 1er septembre au 4 octobre à la prière pour la protection de la création et la promotion de styles de vie durables...*» Mais aucun engagement concret dans ce sens de la part des chrétiens ne se dégage du message final.

Le texte est néanmoins plus incisif, en ce qui concerne la nécessité de contribuer à la lutte contre la pauvreté: «*Nous demandons vivement à tous les chrétiens européens d'accorder un soutien fort aux Objectifs de Développement du Millénium décrétés par les Nations Unies comme mesure urgente en vue d'un allègement de la pauvreté.*» ●

Virginie Estier dos Santos

Animation

Jeu de rôles

Dans le cadre de la campagne 0,7% –ensemble contre la pauvreté, la COTMEC propose une animation autour des Objectifs du Millénaire. Il s'agit d'un jeu de rôles, où les participants se mettent à la place de deux familles, l'une péruvienne et l'autre togolaise. Les Salamatou et les Condori sont confrontés à toute une série de problèmes qu'ils vont devoir résoudre. Chacune des situations vécues «met en scène» un des Objectifs du Millénaire. Ce jeu nous permet –en nous identifiant à ces familles qui luttent pour l'amélioration de leur condition– de nous représenter plus concrètement ce que signifient les Objectifs du Millénaire pour des millions de personnes. ● *VES*

Les personnes intéressées à ce que la COTMEC anime ce jeu dans leur paroisse/organisme, peuvent nous contacter: 022/708 00 78, virginie@cotmec.ch

JAB
1200 Genève 2

Cotmec, Commission Tiers Monde
de l'Eglise Catholique
16, bd du Pont-d'Arve, 1205 Genève
tél. 022 708 00 78, fax 022 708 00 79
cotmec@worldcom.ch
www.cotmec.ch
CCP: 12-21551-1
Rédactrice responsable: Martyna Olivet
Imprimerie: Fornara, Ge
Maquette: Pascale Castella

Publication

Riche pauvre: ça veut dire quoi?

Une fois n'est pas coutume, la COTMEC vous invite à regarder et/ou à faire partager une exposition de photos sur la richesse et la pauvreté. Des photos prises par une centaine d'enfants de Bolivie, du Burkina Faso, du Bangladesh et de Suisse: ceux-ci ont été invités à représenter par une image et un commentaire l'idée qu'ils se font de la richesse et de la pauvreté. Selon leur contexte de vie, les choix des enfants révèlent des conceptions souvent inattendues de la richesse, de la pauvreté ou de l'avenir, qui incitent à réfléchir sur nos propres valeurs. L'exposition a été montrée dans de nombreuses écoles et le succès qu'elle a rencontré a poussé les initiateurs du projet, l'organisation «Enfants du Monde» à concevoir un dossier pédagogique sur le même thème. Celui-ci peut être utilisé en groupe ou en classe et permet d'approfondir la discussion avec des enfants de 9 à 15 ans. ●

Virginie Estier dos Santos

On peut voir l'exposition en ligne «Regards d'enfance» sur www.enfantsdumonde/regardsdenfance.
Le dossier pédagogique avec 34 photographies et leur légende peut être commandé sur le site de la FED (Fondation Education et Développement):www.globaleducation.ch

Afrique du Sud

Au moment où nous mettons sous presse, la décision tant attendue (voir p. 2) est tombée: une cour d'appel de New York déclare recevable la plainte des victimes de l'apartheid sur la base de la notion de complicité. Un succès pour les droits humains, sur lequel nous reviendrons dans le prochain numéro. ● *Martyna Olivet*

Prix DDC/SECO

Jeunes engagés

Les jeunes étaient à l'honneur lors de la conférence annuelle de la coopération au développement, en septembre dernier à Genève. Lancé par la DDC et le SECO, un grand concours destiné à récompenser des jeunes, qui s'engagent concrètement en faveur d'un monde plus juste, avait recueilli plus de 100 projets venant de toutes les régions de Suisse. Lors de cette journée, un prix d'encouragement a été remis par Walter Fust à six projets particulièrement intéressants.

Les projets primés montrent une très grande diversité dans les causes choisies par les jeunes et une grande originalité dans l'approche. Lutter contre la fracture numérique en équipant les ordinateurs du Zimbabwe avec le système d'exploitation gratuit Linux (Penguins4Africa), renforcer la société civile (Ethiopia Scout Project), soutenir une communauté de planteurs de café du Chiapas afin que ceux-ci entrent dans la filière du commerce équitable (Kaffee Arabejas), réaliser un documentaire qui permet un échange de vues sur la migration et les rêves d'avenir des jeunes en Suisse et au Sénégal (Au-delà des rêves),etc. Tous ces projets sont représentatifs d'une démarche pragmatique basée sur l'échange horizontal. Ces jeunes ont définitivement jeté aux orties la vision parfois paternaliste et misérabiliste des générations précédentes. Rafraîchissant!

L'un des projets non primés nous a semblé intéressant: il s'agit d'une initiative du foyer du Grand-Saconnex, à Genève, où des ados ont créé «Le jeu de la solidarité» à partir des exemples concrets de solidarité vécus au sein du foyer. Ce jeu peut être commandé par mail à grand-saconnex@foj.ch ●

Virginie Estier dos Santos

info cotmec

n°292 / Octobre 2007 / Genève

commission tiers monde
de l'Eglise catholique

éclairage

Prière patriotique

«Seigneur accorde ton secours
Au beau pays que mon cœur aime
Celui que j'aimerai toujours
Celui que j'aimerai quand même
Tu m'as dit d'aimer,
et j'obéis»

On ne chante plus guère la vénérable prière patriotique de Jacques Dalcroze, si chère aux aînés qui ont vécu la deuxième guerre mondiale. Et pourtant, j'ai ressenti comme un léger frisson quand je l'entendis le dernier Jeûne fédéral, portée par une foule unanime, fervente et convaincue. Cela se passait dans une chapelle jurassienne, au Vorbourg, au cœur de notre plus jeune canton.

Passons sur le rythme passablement pompier du cantique et oublions le Général Guisan. Il reste que ses paroles ne sont pas anodines. Elles passent mal à travers ma gorge et interpellent mon auiourd'hui. Alors quoi? Dieu me fait le devoir d'aimer mon pays? Faut-il lui obéir et aimer «quand même»?

Ce «quand même» est délicieux et pertinent. Devrais-je donc aimer la Suisse malgré le racisme rampant ou déclaré de certains de ses dirigeants? Malgré les discours de cantine de ses politiciens? Malgré les promesses oubliées au lendemain des élections? Malgré vous, et, bien sûr, malgré moi? Allez donc! Il y a bien quelques bons fruits au fond du panier. Il suffit de les chercher, même en farfouillant.

Cette prière me rassure en quelque sorte. Jacques Dalcroze aimait son pays en dépit de l'antisémitisme et des fascistes des années 40. Tout n'est donc pas si pourri au Royaume de Danemark! N'en déplaise au vieux Shakespeare. Il n'y a pas que de la bouse sur la prairie du Grütli!●

Guy Musy

édito

Electeurs saturés

«*Les annonces et affiches ne permettent que de passer des messages simplistes et ce matraquage sature la population. Cela a pour conséquence que les citoyens s'intéressent beaucoup moins aux vrais débats d'idées*». Paroles de la Fribourgeoise Ruth Lüthi, ancienne conseillère d'Etat socialiste, dans *Le Temps* du 1er octobre.

La campagne électorale de l'UDC, menée à coup de millions, avec des dessins, des clips sur Internet et des slogans provocateurs, a envahi les esprits, au point d'en évacuer toute autre considération. Un décervelage, tendance totalitaire. L'UDC affirme être la seule à soulever les «*vraies questions*», sous-entendu celles de la «*surpopulation étrangère*», des «*abus de l'asile*» ou de la criminalité des jeunes des Balkans. Or, même sur ces thèmes, certes importants, il n'y a pas eu réflexion, débat public, confrontation d'idées. Seulement des accusations et des invectives. Et quand le sujet menaçait de s'épuiser, l'affaire Blocher-Roschacher a pris le relais...

Dans ce contexte, les autres thèmes, également importants, ont été passés quasiment sous silence. C'est le cas, tout particulièrement, du réchauffement climatique qui est en train de bouleverser les conditions de vie des peuples de la planète et exige des changements de comportement majeurs, individuels et collectifs.

Mesurées à cette aune, les querelles de cet automne apparaîtront bientôt comme dérisoires. Le troisième rassemblement œcuménique européen, qui s'est déroulé à Sibiu (Roumanie) du 4 au 9 septembre (en avez-vous entendu parler ?), aurait pu tenter de réveiller les consciences. Malheureusement, son message, contrairement à celui du rassemblement de Bâle, en 1989, plus vigoureux, est demeuré à peu près inaudible... ●

Michel Bavarel

Brésil

Renationaliser un énorme groupe minier

Depuis 1995, le jour de la fête nationale brésilienne, le 7 septembre, retentit le «Cri des exclus». En l'an 2000, ce «cri» a été accompagné par un plébiscite sur la dette, auquel ont participé 6 millions de personnes et, en 2002, par un autre plébiscite sur l'accord de libre commerce des Amériques, promu par les Etats-Unis, auquel une dizaine de millions de citoyens se sont opposés.

Cette année s'est déroulé un nouveau plébiscite, organisé par le «Cri des exclus» et par une soixantaine de mouvements populaires, dont des mouvements d'Eglise. Principal objectif: la renationalisation de la Compagnie Vale do Rio Doce, l'un des plus grands groupes miniers de la planète, privatisé en 1997 par le gouvernement du président Fernando Henrique Cardoso. Celui-ci a vendu *«pour des cacahouètes»* une entreprise hautement lucrative, entre autres leader mondial du commerce des métaux ferreux. *«Il n'était pas juste de transférer en mains privées un patrimoine appartenant à tout le peuple brésilien»*, estime le «Cri des exclus». Un peu plus de 3,7 millions de Brésiliens ont participé à cette consultation populaire. Et 94,5 % d'entre eux ont répondu que la Vale do Rio Doce ne devait pas rester entre les mains du capital privé.

Par ailleurs, un tel plébiscite est également une occasion de susciter un débat démocratique et de permettre au peuple de manifester sa volonté, a souligné l'évêque de Jales, Dom Demétrio Valentini, président de la Caritas brésilienne. ●

Michel Bavarel

Afrique du Sud

Si longue attente

Charles Abrahams est avocat à Cape Town. Avec son homologue américain Michael Hausfeld, il représente une centaine de victimes de l'ancien régime de l'apartheid qui cherchent à obtenir des réparations de la part des entreprises accusées de complicité avec ce système odieux. De passage à Genève, l'avocat fait le point sur le devenir de la plainte en attente de jugement depuis janvier 2006, date du premier appel.

Rappel historique

En Afrique du Sud, treize ans après les premières élections démocratiques, la majorité de la population noire vit encore dans la pauvreté. Pourtant, des années durant, des banques et des entreprises étrangères ont commercé avec le régime de l'apartheid. Elles ont ainsi engrangé de lucratifs profits aux dépens de la population opprimée. Lors de la transition, aucune d'entre elle n'est venue témoigner, dans le cadre du processus Vérité et Réconciliation, pour obtenir une amnistie. Aucune n'a non plus exprimé le souhait d'entrer en dialogue avec les acteurs de la société civile sur la question des réparations.

En novembre 2002, 23 entreprises, dont le Crédit Suisse et l'UBS, étaient accusées de complicité avec le régime ségrégationniste par les membres du collectif de victimes de l'apartheid Khulumani. Le dépôt d'une plainte en dommages et intérêts intervenait après que tous les moyens de négociation aient été épuisés.

Sans surprise, l'annonce de la plainte a provoqué une levée de boucliers dans le monde des affaires. Plus grave, plusieurs Etats, dont la Suisse et l'Afrique du Sud, se sont prononcés pour l'abrogation de la loi américaine (l'Alien Tort Claims Act) qui rend possible le dépôt de plaintes devant un tribunal des Etats-Unis pour graves violations des droits humains, pour autant que les entreprises incriminées aient une activité sur le territoire de ce pays.

«L'attitude la plus décevante, commente Charles Abrahams, *reste celle du gouvernement sud-africain: après avoir annoncé ne pas s'opposer à notre démarche, il a fait marche arrière, à mon avis sous pression.»* Un appel a été interjeté et une décision sur cet appel est attendue d'un moment à l'autre. *«Il n'existe aucune limite de temps pour la notification de la décision».*

Trois scénarios se dessinent. Si la plainte est une nouvelle fois rejetée, les plaignants peuvent envisager de faire appel auprès de la Cour Suprême des Etats-Unis. Idem du côté des accusés si la plainte était acceptée. *«Dernière possibilité, celle qui nous donnerait le plus de chances,* relève Charles Abrahams, *serait que le juge renvoie notre plainte au Tribunal de première instance pour son que contenu soit amendé. Cela nous permettrait de redéfinir le cadre dans lequel nous plaidons, en étant encore plus spécifiques sur les torts subis par les membres de Khulumani, quitte à réduire le nombre de plaignants. Cependant, le juge devra alors aussi se prononcer sur la notion de complicité qui nous permet d'accuser les entreprises incriminées d'avoir violé les droits humains des victimes. S'il opte pour une définition de la complicité comme un acte intentionnel, nos chances sont maigres: prouver l'intention est ce qu'il y a de plus difficile en droit. Par contre, si le juge considère qu'il suffit d'une connaissance avérée pour être considéré comme complice, on garde bon espoir».*

En attendant le verdict, l'avocat plaide pour que les recherches historiques dans ce domaine se poursuivent. ●

Martyna Olivet

Société de l'information

Lutter contre la fracture numérique

Le Fonds mondial de Solidarité Numérique (FSN) est une réalisation concrète du premier volet du Sommet Mondial sur la Société de l'Information, tenu à Genève en 2003. A cette occasion, Abdoulaye Wade, président du Sénégal, lançait un appel pour la mise en œuvre d'un fonds de lutte contre la fracture numérique entre le Nord et le Sud. Avec l'appui des municipalités de Turin, Lyon et Genève, ainsi que de la République du Sénégal, une Fondation, basée à Genève, voyait le jour en 2005. Rencontre avec Tania Zinoviev, assistante de projets au FSN.

Pour Tania Zinoviev, la révolution numérique à laquelle on assiste est comparable, dans son ampleur, à la révolution industrielle. Il apparaît indispensable que les pays en voie de développement ne soient pas les laissés-pour- compte de cette transformation sociale en marche, au risque de voir se creuser encore plus les inégalités préexistantes.

Il y a un peu plus de dix ans que des notions comme «fossé» ou «fracture» numérique ont fait leur entrée dans le vocabulaire des politiques et autres spécialistes du développement. Il faut entendre par là l'inégalité dans l'accès, l'usage et la participation aux Technologies de l'Information et de la Communication (TIC), informatique et réseau Internet en tête. Faute de moyens économiques –le FSN parle de zones d'insolvabilité– mais pas seulement. *«Il est important de rappeler que la fracture numérique n'est pas qu'une question technique: elle est avant tout politique»,* relève Mme Zinoviev. Et ce non-choix politique génère une nouvelle catégorie d'exclus: les «infos-exclus» de la société numérique qui viennent entretenir la fracture sociale déjà existante. Impossible de nier que le partage des données et la création de contenus véhiculés par les TIC représentent un atout devenu indispensable pour la pleine expression de la citoyenneté et la participation au processus démocratique. *«Auriez-vous pu imaginer la réalisation du sommet de Porto Alegre sans Internet?»,* lance malicieusement Tania Zinoviev.

D'où l'intérêt particulier porté à la fracture numérique par nombre de protagonistes étatiques et citoyens, sans pour autant aboutir à un projet consolidé. La création du Fonds mondial de Solidarité Numérique s'inscrit dans un contexte de réel besoin, tant de financement que de coordination internationale, de ce nouvel aspect du développement humain contenu dans les Objectifs du Millénaire.

Nécessaire accompagnement

Cette initiative doit néanmoins faire face à de nombreux écueils. En premier lieu, éviter la tentation d'une réponse trop techniciste au problème. En effet, la mesure matérielle du fossé numérique invite naturellement à y répondre en comblant les besoins d'équipement. *«Certes, le manque d'infrastructures -connectivités, ordinateurs- est important dans les pays d'Afrique par exemple, et il ne faut pas négliger cet aspect»,* souligne Tania Zinoviev. *«Toutefois, tous nos projets comportent des mesures d'accompagnement pour promouvoir l'utilisation de ces technologies dans une optique citoyenne. Nous finançons le volet technique des initiatives, mais aussi l'aspect formation quand c'est nécessaire.»*

Il faut relever que le fonds privilégie les projets ancrés dans les communautés. *«Il existe de nombreuses associations dans les pays du Sud qui, grâce au développement de leur volet TIC, voient leur capacité d'action renforcée. Les TIC sont vraiment un outil de développement parmi d'autres»,* note encore la jeune femme. Il ne s'agit donc pas seulement d'installer des cafés Internet dans tous les coins isolés, même si ceux-ci peuvent faire partie du projet en tant qu'activité génératrice de revenus pour une association.

Voix du Sud

Une autre critique, souvent entendue, est celle du mésusage des TIC par des populations privées du capital culturel nécessaire à leur compréhension. Un peu comme si, dans un contexte où la fracture sanitaire, alimentaire et éducationnelle reste prédominante, œuvrer pour l'inclusion dans la société du numérique était un faux combat. *«Oui, on peut nous dire* "ils ont besoin de pain, vous leur amenez des ordinateurs". *Moi je préfère dire* "ils ont besoin de pain et d'ordinateurs"», réagit Tania Zinoviev. *«On ne peut nier une demande très forte d'ouverture sur le monde,* poursuit-elle, *surtout quand ce qui est nécessaire pour y accéder est léger en terme de coûts.»* Le but n'est donc pas de créer de nouveaux consommateurs, mais d'offrir la possibilité *«à la société civile du Sud d'avoir son mot à dire dans la société de l'information, de dialoguer avec le reste du monde et surtout de parler d'elle-même pour exister autrement qu'au travers de la vision du Nord dominant.»* La diversité des demandes qui parviennent au FSN atteste, qui plus est, d'une réflexion sur les besoins locaux et un usage approprié. *«Je crois que dans chaque pays, il existe une société civile qui utilise bien ces outils et en a un grand besoin.»*

Forte demande

Des besoins importants mesurés par l'afflux des demandes qui parviennent à la Fondation depuis qu'elle a mis en ligne, l'été passé, un formulaire ad hoc pour éviter les sollicitations trop fantaisistes. *«Nous recevons près de dix demandes par semaine, tous secteurs et pays confondus»,* relève Tania. *«C'est vraiment frustrant de voir tant de bons projets auxquels pour l'instant, faute de fonds, nous ne pouvons donner suite.»* Elle nous rapporte ainsi que, pour le seul Kenya, près de 300 demandes sont parvenues suite à un appel dans le pays. *«Sur l'ensemble, nous avons retenu 150 projets pour lesquels nous envisageons d'entrer en matière si les finances suivent.»* Et c'est peut être dans l'établissement d'un nouveau mécanisme de financement que réside aujourd'hui le plus grand défi du FSN.

Financer autrement

Pour ne pas prêter le flanc à la critique selon laquelle chercher à diminuer le fossé numérique revient à piocher dans les budgets, déjà insuffisants, des autres volets du développement, la fondation mise sur un mode de financement innovant : le 1% de la solidarité numérique. En termes simples, il s'agit de rétrocéder le 1% de toute transaction financière dans le domaine des nouvelles technologies (achat d'un parc informatique, par exemple) à la fondation. Déjà adopté par les villes de Lausanne et de Genève, ce mécanisme peut être appliqué par tous: collectivités, ONGs, etc. *«C'est un procédé qui ne freine pas la concurrence ni ne pénalise les entreprises, puisque sur le long terme il s'agit pour elles de voir s'ouvrir de nouveaux marchés,* commente Mme Zinoviev, *mais il est vrai que le principe est tellement nouveau que l'on peine encore à le faire accepter, bien que ce soit à la fois une nécessité et une juste redistribution.»* Au regard des besoins immenses des populations concernées et au nom de la solidarité dans le partage des connaissances, on ne peut qu'espérer que ce mécanisme soit adopté le plus largement possible. ●

Propos recueillis par Martyna Olivet

Financements innovants

Le 1% de solidarité numérique

En 2004, les présidents Lula, Chirac et Lagos font une déclaration commune en faveur de la recherche de mécanismes de financement innovants sans lesquels il sera impossible d'atteindre les Objectif du Millénaire, soit la réduction de moitié des pires formes de pauvreté d'ici à 2015. Parmi les mesures envisagées, celle préconisée par le Fonds mondial pour la Solidarité Numérique (FSN) dès 2003: l'adoption du «1% de solidarité numérique». Son principe évoquera des souvenirs aux partisans de la Taxe Tobin: il s'agit d'inviter toute entité, publique ou privée, qui s'apprête à acquérir des biens ou des services numériques à inclure, dans son appel d'offre, une «clause de solidarité numérique». Cette dernière consiste pour le vendeur à verser le 1% du montant de la transaction financière au FSN. Les entreprises ne sont pas perdantes car le Fonds investit dans le secteur du numérique pour acheter du matériel à destination de zones insolvables, créant à terme de nouveaux marchés. Les acteurs introduisant cette clause ne déboursent pas un sou et restent libres de faire jouer la concurrence. A l'heure actuelle, la Ville de Genève, celle de Lausanne ou encore le CERN ont déjà introduit cette clause dans leurs appels d'offre. Chaque année, les acteurs publics et privés qui s'engagent à appliquer le 1% se voient décerner le

label de solidarité numérique. Ce dernier, en plus de sensibiliser l'opinion publique au défi de la fracture numérique, représente un signe distinctif marquant l'engagement concret en faveur d'une société de l'information fondée sur l'accès de tous au savoir. Il est souhaitable d'encourager le plus grand nombre possible d'usagers du marché numérique à appliquer ce principe, afin qu'il devienne une norme généralisée. Toute personne intéressée peut prendre contact avec le Fonds pour signer le pacte de la solidarité numérique. ●

Martyna Olivet

Plus d'informations: www.solidarite-numerique.org

Populorum Progressio

Un message pour le 21ème siècle

C'est en France, à l'Abbaye de St Jacut de la mer dans les Cotes d'Armor, là où débutait, il y a 40 ans, l'élaboration de l' Encyclique Populorum Progressio, que se sont réunies près de 250 personnes début octobre. Laïcs et religieux venant de 14 pays de 4 continents différents, ils se sont retrouvés à l'initiative de plusieurs organisations comme le Secours Catholique, le Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement (CCFD) et le Centre Lebret. Nous avons demandé à Christiane Escher, membre de notre Commission, ce qu'elle avait retiré de sa participation à ce colloque.

Quel était le but de cette rencontre?

C.E. Les participants -dont la plupart se reconnaissent dans la pensée et l'action du père Lebret- ont travaillé en ateliers sur des questions aussi variées que celle de la solidarité, des migrations, de la place des femmes dans l'avenir du développement. Il a été également question d'éducation et de formation, du commerce international, ou encore d'environnement. En débattant de ces divers sujets, nous nous sommes demandés de quelle manière Populorum Progressio était parlante dans le monde d'aujourd'hui, et quel est le sens que l'on peut donner aux mots tels que développement, développement de tout l'Homme et de tous les hommes, développement d'ici et de là-bas, etc.

Qu'as-tu le plus apprécié?

C.E. Je retiens en particulier la richesse des témoignages de personnes venant de différents pays. Plusieurs personnes engagées dans la société civile, comme Chico Whitaker, l'un des fondateurs du Forum Social Mondial, se sont exprimés sur le sens de leur engagement en lien avec leur foi. Certains participants ont également exprimé un certain découragement vis-à-vis des positions de leur Eglise sur le plan local. D'autres ont exprimé la difficulté toujours plus grande de résister à la voie de la violence. Dans certains contextes, on entend souvent que la violence est le seul moyen de se faire entendre; il est difficile de résister à cette tentation et il n'est pas simple, pour ceux qui se refusent à suivre cette voie, d'être écoutés.

Par ailleurs, j'ai participé à un atelier sur le thème «Culture et religion»: j'ai été frappée de constater le nombre de témoignages de personnes confrontées directement à la nécessité du dialogue interreligieux, dans le cadre de couples mixtes, par exemple. La globalisation est aussi celle des religions, ce qui oblige à des remises en questions qui n'étaient pas forcément d'actualité au moment où l'Encyclique a été écrite.

Et de retour à Genève?

C.E. On se sent vivifié après un moment d'une telle intensité, et on est stimulé de constater que l'on n'est pas seuls. Pendant le colloque, il a été rappelé qu'il nous faut dépasser le temps de l'angoisse pour entrer dans celui de l'espérance. •

Propos recueillis par Virginie Estier dos Santos

L'appel de St-Brieuc (extraits)

Église qui est en France, entends le message que t'adressent de Saint Jacut de la Mer et de Saint Brieuc tes enfants qui, faisant mémoire de la pensée et de l'action du Père Lebret, ont relu l'appel de Paul VI dans son encyclique Populorum Progressio.

Quarante ans se sont écoulés et grâce soit rendue pour les hommes et les femmes qui, individuellement ou au sein d'associations et d'organisations, se sont engagés au service du développement intégral de l'homme, du développement solidaire de l'humanité. La question sociale est bien devenue mondiale.

Que la lumière de l'Évangile du Christ et la puissance de l'Esprit donnent à tous tes enfants de continuer à marcher sur cette route et d'être ainsi fidèles à leur vocation et à ta mission prophétique.

Qu'ils repèrent les changements, les ruptures et les valeurs d'un monde devenu complexe, sécularisé, multipolaire et secoué de conflits.

Qu'ils attirent l'attention sur les carences d'une société qui n'a d'autre référence qu'elle-même, qui n'offre comme projet que la reproduction indéfinie d'un modèle occidental aux insuffisances trop connues, qui oublie que, hommes et femmes, nous ne sommes pas propriétaires de la vie: elle nous dépasse et se reçoit. (...)

Qu'ils s'engagent pour que la mondialisation mette le développement intégral de l'Homme et (de tout homme) au centre de ses préoccupations, que les Objectifs du Millénaire pour le Développement n'en restent pas au stade des généreuses intentions, que chaque pays trouve sa juste place dans une humanité commune et solidaire où chaque personne et chaque groupe pourra répondre à ses besoins et apporter sa contribution au débat démocratique pour concevoir ses projets de développement.

Qu'ils préservent la création et respectent la destination universelle de ses biens.

Qu'ils convertissent leur pensée et changent leur mode de vie pour consentir aux exigences d'un vrai partage des biens et des valeurs. (...)

Texte intégral sur: www.ccfd.asso.fr

Symposium

Coopération internationale: de quoi parle-t-on?

Développement, coopération internationale, aide au développement... Pas une année ne passe sans que l'on ne s'interroge sur ces termes, leur sens et les contenus véhiculés. *«Aide-t-on trop, ou pas assez?»* , lit-on régulièrement dans la presse. *«Doit-on cesser d'aider? Sortir du développement?»*, s'interrogent les acteurs qui ont la vision d'une aide systématiquement dévoyée ou mal-pensée. Et, en marge de ces débats, se profile une interrogation essentielle: comment arriver à une véritable coopération qui ne se résume pas seulement à de l'aide au développement?

Il ne fallait pas moins d'un symposium pour cerner tant de questionnements sans cesse renouvelés. Le défi a été relevé par le Centre Europe-Tiers Monde, qui nous invite à partager son expérience –et celle de ses invités–, les 7-8-9 décembre prochains (voir programme encarté). En l'espace de trois jours, les participants auront l'occasion d'assister aussi bien à des conférences qu'à un vaste choix d'ateliers thématiques, de quoi nourrir et approfondir leur réflexion et déboucher sur un appel commun.

Dans ce cadre, la COTMEC organise, le samedi 8 décembre de 15h à 16h30, un atelier intitulé «Permis de polluer: trafic d'indulgences ou opportunité pour le Sud?» Il vous permettra d'appréhender, tant sur le plan théorique que pratique, les mécanismes permettant aux pays du Nord de réduire leurs émissions de gaz à effet de serre en investissant dans des projets au Sud. Intégrés au protocole de Kyoto, ces mécanismes ont été pensés comme un moyen de promouvoir à la fois le développement durable des pays du Sud, et la réalisation à meilleur prix des objectifs du protocole par les Etats du Nord. Certains n'y voient qu'une façon bon marché dont disposent les entreprises au Nord de s'acquitter «sur le papier» de leurs obligations de réduction, sans réels changements dans leur mode de production. Une forme de délocalisation sans-effets sur le climat, mais qui draine tout de même des millions d'investissement, principalement vers les pays émergents comme l'Inde et la Chine. Nous vous invitons à venir vous faire votre propre opinion sur ce nouveau mode de développement en pleine expansion. •

Martyna Olivet

Atelier «Permis de polluer: trafic d'indulgences ou opportunité pour le Sud», avec Martyna Olivet et Jérôme Strobel, samedi 8 décembre, 15h-16h30, Uni Mail.

JAB
1200 Genève 2

Cotmec, Commission Tiers Monde
de l'Eglise Catholique
16, rue Amédée-Ariès, 1205 Genève
tél. 022 708 00 78, fax 022 708 00 79
cotmec@worldcom.ch
www.cotmec.ch
CCP: 12-21551-1 Abonnement: 25 CHF/an
Rédactrice responsable: Martyna Olivet
Imprimerie: Fornara, Ge
Maquette: Pascale Castella

Nomination

Nouveau directeur de Caritas-Genève

Notre ami Dominique Froidevaux occupera, dès le mois de janvier, le poste de directeur de Caritas-Genève. Succédant à l'abbé André Fol, Dominique a été, pendant une quinzaine d'années, responsable de la COTMEC. Il y a six ans, tout en restant membre de notre Commission, il s'est mis au service du Département de la santé publique, puis du Département de l'instruction publique de l'Etat de Genève, pour une activité de recherche-action et de consultant.

Sociologue de formation, Dominique a été chargé, en particulier, d'étudier comment améliorer la santé mentale dans le canton en agissant sur les conditions de travail dans les entreprises. De même, il lui a été demandé d'examiner les moyens de créer un climat dans les écoles qui, à la fois, permette une bonne socialisation et facilite l'acquisition des connaissances. Il suit également une expérience d'introduction, dans des classes primaires, d'outils pour une réflexion philosophique.

A Caritas-Genève, Dominique accompagnera notamment la soixantaine de collaborateurs de l'institution dans leur quête de sens au cœur du paysage social en mutation. Nous lui adressons nos vœux les plus chaleureux pour sa nouvelle mission. •

Michel Bavarel

info cotmec

n°293 / Novembre 2007 / Genève

commission tiers monde
de l'Eglise catholique

éclairage

Racisme politiquement correct

«Quel malheur pour la race blanche d'avoir dans certains pays lié si étroitement son existence à celle des Noirs! Que Dieu nous préserve d'un tel contact!»

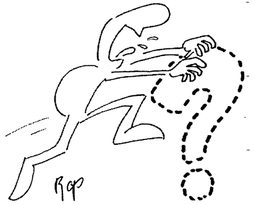
Ces lignes, écrites en 1846, ne sont pas de la plume de quelque nazi né prématurément en Afrique du Sud. Elles sont extraites de la correspondance de Louis Agassiz, un Suisse pure laine, qui vit le jour voici deux cents ans à Môtier, sur les douces rives fribourgeoises du Lac de Morat, au cœur d'un beau vignoble. Un paysage idyllique qui ne devrait pas favoriser l'éclosion de sentiments extrémistes. Et pourtant! Le fait qu'Agassiz fut de surcroît un géologue hors pair, qui donna son nom à l'un de nos «3000» alpins, devrait nous étonner davantage. Comment cette brillante intelligence a-t-elle pu se laisser dévoyer à ce point? Inutile de faire un procès à ce «brave homme». Il baignait dans l'air de son temps et eut été fort surpris de se faire corriger sur ce point. Tout le monde, ou presque, pensait alors comme lui.

Ce fait m'interroge de double manière. Plus l'humanité avance dans le temps, plus elle affine le respect des droits humains. Mais plus horribles aussi leurs violations. Agassiz n'aurait jamais imaginé des «solutions finales» pour se débarrasser des têtes qui ne lui revenaient pas. Ces joyeusetés étaient réservées aux racistes de notre temps. Et puis, je n'ose penser aux accusations que porteront les historiens de l'an 2200 contre les gens de ma génération. Même si nos noms ne sont pas inscrits au sommet du Salève ou du Mt.Blanc! •

Guy Musy

édito

Conso-passion



Quel est donc l'obscur moteur d'un désir qui nous pousse à toujours plus consommer? Vaste question, dont des éléments de réponse ont été avancés lors de notre dernière journée de réflexion de la COTMEC intitulée cette année *«Consommer: une nouvelle forme de communion?»*

Premier constat: bien plus que du matériel, c'est le symbolique véhiculé par les objets qui est acheté en même temps que ces derniers. On cherche avant tout à s'acheter une appartenance, un style, et du sens... dont on ne prend pas toujours la mesure de la vacuité. Un constat qui invalide fortement la thèse qui voudrait nous voir satisfaire, en premier lieu, nos besoins essentiels.

Une autre piste intéressante voit derrière notre désir de consommation, une aspiration à la transcendance, à Dieu. Ce qui expliquerait le côté insatiable, infini de ce désir qui, se trompant de cible, ne peut assouvir sa soif. L'homme, devenant captif de ses désirs, se trouve dans un état de «passion» où la possession économique devient une fin en soi. Dans cette logique, tout ce que la technologie rend possible sera réalisé et tout ce qui est désirable sera consommé. Une attitude qu'illustre assez bien le récent développement de Tuvalu. Cet archipel du Pacifique est voué à une disparition certaine, lorsque la montée des eaux causée par le réchauffement climatique actuel se fera ressentir. Des plans d'évacuation à destination des Etats voisins sont déjà discutés. Pourtant, ces dernières années, on note sur l'île une augmentation massive du nombre de 4x4, connus et décriés pour être parmi les véhicules les plus polluants. Réponse du gouvernement? Ce n'est pas parce que nous allons disparaître que nous cesser d'élever notre niveau de vie. Même en dépit du bon sens, serait-on tenté d'ajouter. Passion de la consommation, poison de nos désirs. •

Martyna Olivet

Afrique du Sud

Fragil espoir

La lueur d'espoir des victimes de l'apartheid en vue d'obtenir justice et réparations n'en finit pas de vaciller. Ravivée par l'annonce de la recevabilité des plaintes, elle est à nouveau fragilisée par la position du gouvernement sud-africain. Il s'agit maintenant de ne pas la voir soufflée par la riposte des banques et entreprises incriminées.

Acte I

Le 12 octobre fera date pour les victimes sud-africaines du régime de l'apartheid engagées dans le long processus de recherche de réparations. Ce jour, une cour d'appel américaine a pris une décision en leur faveur, dans le cadre d'une plainte en dommages et intérêts qui les oppose à 23 entreprises et banques étrangères, dont le Credit Suisse et l'UBS. La cour a jugé la complicité du monde des affaires (aiding and abetting) comme un argument valable pour considérer la démarche des plaignants recevable. Un succès indiscutable pour les défenseurs des droits humains, obtenu de haute lutte dans un contexte plus que défavorable.

Acte II

Décevante mais cohérente avec sa position passée, le gouvernement sud-africain rend publique sa position face à l'annonce de la recevabilité des plaintes le 19 octobre suivant. Il continue de s'opposer à toute forme de procès qui prendrait place devant une cour étrangère, arguant que l'affaire portée devant la justice est essentiellement de nature politique et doit être résolue au travers du processus démocratique en Afrique du Sud. Le gouvernement met également en avant la notion de souveraineté du pays qui serait mise en péril par l'ingérence d'un jugement étranger.

Acte III

Le 31 octobre, les entreprises et banques incriminées par la plainte font connaître leur réponse : elles font appel, en bloc, auprès de la Cour suprême. Une décision somme toute prévisible, mais qui risque de renvoyer aux calendes grecques le déroulement d'un éventuel procès. Alors que le temps joue doublement en défaveur des victimes de l'apartheid. Les plaignants sont relativement âgés, éprouvés par la lutte et le manque de moyens mis en œuvre en vue de leur réhabilitation. L'intérêt des accusés à épuiser le mouvement en faisant traîner les choses sur la longueur est évident. En Suisse, il s'accompagne d'une négation, savamment orchestrée, de la responsabilité des entreprises citées. Il faut donc que les ONGs qui soutiennent la démarche des victimes sud-africaines unissent leurs efforts pour garder vive la flamme de l'espoir. •

Martyna Olivet

Historique

En novembre 2002, 91 plaignant-e-s sud-africaines, appartenant au groupe d'entraide de victimes *Khulumani*, débutent une procédure judiciaire contre des banques et entreprises ayant maintenu de lucratives relations d'affaires avec le régime de l'apartheid. Ce, en dépit d'un contexte international appelant à l'embargo, pour que cesse au plus vite la perpétuation d'un système jugé crime contre l'humanité. Le milieu des affaires est accusé de complicité avec le régime raciste dans les graves violations des droits humains des victimes: meurtre, torture, détention arbitraire, etc. Une plainte est déposée aux Etats-Unis, en vertu d'une législation particulière permettant aux tribunaux de ce pays de légiférer en matière de violations de droits humains, indépendamment du lieu où ces dernières ont été commises. Seule condition: prouver l'existence d'un lien entre les accusés et le territoire américain. Dans le cas présent, une filiale ou une représentation des entreprises incriminées suffit.

Levée de boucliers

Sans surprise, la démarche des victimes de l'apartheid provoque une véritable levée de boucliers, tant dans le monde financier que politique. En Suisse, l'UBS et le Credit Suisse n'en finissent pas de réfuter tout lien entre une relation commerciale et une action gouvernementale, sans pour autant corroborer leurs dires par l'accès à des documents d'archive. Une position de négation des travaux de la Commission Vérité et Réconciliation sud-africaine, qui a établi que le monde des affaires avait été le pilier du régime de l'apartheid. Sur le plan politique, la Suisse semble se ranger aux côtés des banques: en 2003, elle ordonne la fermeture des archives fédérales, alors même qu'un programme national de recherche sur ses relations avec l'Afrique du Sud est en cours. Raison invoquée : ne pas prétériter les entreprises suisses accusées. Même position défavorable de la part du gouvernement sud-africain qui, dans un premier temps, annonce ne pas s'opposer à la démarche des victimes. Il se rétracte ensuite en 2003, suite à une intervention personnelle de Colin Powell, alors ministre des affaires étrangères américain. Dans ce contexte défavorable, la plainte des victimes de l'apartheid est rejetée en novembre 2004 par le tribunal de première instance. L'infirmation de ce jugement, en octobre 2007, par une cour d'appel représente en soi déjà un succès pour les droits humains. •

M.O.

Témoignage

Nicaragua, été 2007: entre espoir et scepticisme, l'attente...

Un regard subjectif sur ce pays «si violemment doux» (Julio Cortázar), par une amie de la COTMEC et ancienne collègue de la Déclaration de Berne, Florence Gerber.

Avant de retourner au Nicaragua cet été pour un séjour de trois semaines, je me sentais prise dans un tourbillon de questions, de curiosité et d'impatience. Impatience, avant tout, à l'idée de revoir ceux qui, de séjour en séjour, de retrouvailles en au revoir, de coups de fil en e-mails, sont devenus «les miens»: «ma» famille «nica», mes ami-e-s.

Mais aussi plein d'interrogations et d'incertitude: dans quel état allais-je retrouver le Nicaragua? Quatre ans ont passé depuis mon dernier séjour là-bas et la situation politique s'est quelque peu modifiée: après 16 ans de gouvernements «néo-libéraux» qui ont mis le pays socialement à genoux, Daniel Ortega, du Front Sandiniste de Libération Nationale (FSLN), est à nouveau président depuis janvier 2007 –lui qui était déjà aux rênes du pays de 1979 (année de la victoire de la guérilla sandiniste, soutenue par une insurrection populaire généralisée, contre le dictateur Anastasio Somoza) à 1990. Le contexte, toutefois, est totalement différent – e FSLN est minoritaire au parlement, on est loin d'un rapport de force révolutionnaire, et cette fois-ci, le pays ne subit pas de guerre civile (contrairement à celle qui a ravagé le pays durant les années 80, sous l'impulsion des Etats-Unis qui finançaient et entraînaient la contre-révolution) mais se débat avec les ravages de la «guerre» économique de ces 16 dernières années.

Les trois semaines de mon séjour de cet été ont été bien trop courtes pour un bilan exhaustif de la situation, mais elles m'ont permis non seulement de renouer avec émotion et tendresse les liens personnels tissés entre ici et là-bas, mais aussi de prendre le pouls du Nicaragua actuel, de façon subjective bien sûr –à travers le filtre de mon regard et des récits de mes amis.

Lutte pour la survie

Globalement, depuis 2003, donc après 3 ans ½ supplémentaires de gouvernement néo-libéral, suivis d'à peine 6 mois de présidence d'Ortega, les gens ne vont économiquement pas mieux. Je n'ai même pas eu besoin d'interroger mes amis pour constater que leurs difficultés sont loin de s'atténuer – leur maison s'est ainsi notamment vidée de toute décoration «superflue» et des meubles ont «disparu»: revendus, bien sûr, en échange de quelques sous... Tout est devenu plus cher et les situations sont toujours aussi précaires, voire encore plus délicates. On passe difficilement, et avec des interruptions, de petit boulot en petit boulot –souvent cumulés–, de «débrouille» en périodes de crise... une lutte permanente pour la survie.

Progagande anti-sandiniste

Mais le ton et l'ambiance sont différents. La première chose qui m'a frappée, c'est le déchaînement de propagande anti-sandiniste et de mauvaise foi de l'opposition de droite, et de la plupart des grands médias (souvent aux mains de grands groupes économiques, parfois états-uniens). Dans les meilleurs des cas, ces attaques cèdent la place à un silence total sur les mesures concrètes prises par le gouvernement sandiniste depuis le début de l'année : on démolit, ou on ignore. Et on n'hésite pas à reprocher à Ortega des problèmes ou des dysfonctionnements qui datent de bien avant son retour au pouvoir...

Du côté de mes amis, j'ai été surprise de les entendre parler beaucoup moins de politique. Tant que le FSLN était dans l'opposition et que les gouvernements de droite se succédaient, mes amis (sandinistes de toda la vida y hasta la muert) ne cessaient de commenter, prendre position, débattre à propos de ce qui se passait dans le pays. J'ai toujours été fascinée par leur réflexion lucide, leurs capacités d'analyse (et d'auto-analyse), leur engagement –touchée, aussi, par la douleur permanente de la défaite électorale de 1990, si difficile à digérer– la fin d'un rêve, d'un formidable élan constructeur et participatif.

Alors pourquoi m'a-t-il semblé cet été que mes proches commentaient beaucoup moins la vie politique? Je pense que cela tient à cette phase de suspension, d'attente dans laquelle se trouvait le pays. Il était encore trop tôt pour tirer des conclusions solides de ces six mois de présidence d'Ortega et les gens étaient partagés entre espoir, déceptions et incertitude –espoir notamment parce que certaines des premières décisions prises par le nouveau gouvernement vont clairement dans le sens d'un soutien aux plus défavorisés et aux secteurs emblématiques que sont l'éducation et la santé ; mais d'autres décisions ont terriblement déçu, notamment la remise en liberté par Ortega d'Arnoldo Alemán, ex-président du parti libéral qui a été condamné à 20 ans de prison pour corruption. Lorsque je leur ai demandé de se positionner par rapport au gouvernement actuel, certains m'ont affirmé ne plus

se sentir capables de faire confiance à aucun politicien, quel qu'il soit: ils ont été trop échaudés par les compromissions et «faux pas» d'Ortega ces dernières années (le tristement célèbre «pacte» conclu en 2000 entre le FSLN et le parti libéral d'Alemán n'a pas été oublié, ni le soudain revirement religieux d'Ortega et de son épouse qui se sont «réconciliés» avec la hiérarchie catholique, réputée pour son anti-sandinisme –les députés sandinistes ont même cédé à la pression conservatrice et voté, il y a un an, l'interdiction de l'avortement thérapeutique) et disent attendre des résultats spectaculaires de la part de Daniel Ortega avant de lui accorder à nouveau leur crédit. D'autres sont si impatients de voir leur quotidien s'adoucir un peu qu'ils placent la barre bien trop haut pour que leurs attentes soient réalistes. D'autres enfin sont convaincus qu'il y aura des résultats, que le sort des plus pauvres s'améliorera bel et bien, mais que cela prendra en tout cas deux ans: ils sont conscients des difficultés énormes de la tâche et de l'ampleur des défis que doit relever le président.

Catédrale de León, photo réalisée par Florence Gerber

Révolution célébrée

Le 19 juillet je me suis rendue à Managua, la capitale, pour la célébration du 28ème anniversaire de la révolution sandiniste. Cette année-ci, pour la première fois depuis la défaite électorale du FSLN en 1990, les festivités du 19 juillet se déroulaient sous un gouvernement à nouveau sandiniste: l'ambiance n'en était que plus fervente! Durant le voyage déjà, depuis San Marcos (la petite ville où je résidais): près de 4 heures de route (au lieu des habituelles 50 minutes) car nous voyagions au beau milieu d'une colonne de bus de la région qui s'y rendaient aussi –plus de 1000 bus, tous ornés de drapeaux rouges et noirs et retentissant de chants révolutionnaires et de cris joyeux. Sur place, la foule, incroyablement dense –des dizaines de milliers de personnes écoutant les discours et reprenant en chœur les chants de lutte et les slogans. Une ambiance impressionnante et émouvante, si différente de ce que nous connaissons chez nous– tout un peuple réuni par le même espoir, la même volonté de changement la même mélancolie aussi, touchante, puisque cette révolution leur a été arrachée des mains bien trop tôt. Tant de foi, de force et de désespoir mêlés, de la part d'un peuple meurtri, misérable, dépouillé de presque tout –mais debout et fier, envers et contre tout...

Hugo Chávez, le président vénézuélien présent à Managua comme invité d'honneur de la fête, a enthousiasmé la foule –il faut dire que son discours était brillant: plaidoyer féministe qui prend tout son sens sous ces latitudes toujours très machistes, appel à l'union des peuples latino-américains et même une très belle référence à l'Ecclésiaste (il y a un temps pour pleurer et un temps pour rire, en lien, ici, avec l'espoir que la situation des pauvres et des opprimés d'Amérique latine s'améliore enfin). Suite à ce discours, celui, nettement plus soporifique, de Daniel Ortega –décidément plutôt mauvais orateur...– a marqué l'heure du départ pour la plupart des nicaraguayens présents: il fallait traverser la foule pour retrouver les bus garés à quelques kilomètres de là, avant de reprendre la route pour rentrer chez soi.

Durant toute la soirée, pendant ces heures passées au coude à coude avec les nicaraguayens qui chantaient, riaient, criaient, emportée par cette vague humaine, mon cœur se serrait: il faut vraiment que ces 4 années de présidence sandiniste se passent bien! Si les gens (les sandinistes de base, le peuple sandiniste, tous ceux qui croient encore en la possibilité d'une société un peu plus juste) sont déçus une fois encore, alors il ne leur restera rien... C'est une énorme responsabilité qui repose entre les mains d'Ortega et du FSLN. Leur tâche sera ardue, mais il faut absolument qu'ils parviennent à répondre à ne serait-ce qu'une partie des attentes des gens.

Cette période charnière est aussi d'une importance cruciale pour redonner aux gens l'envie de prendre en mains leur destin, l'énergie et la confiance nécessaires pour imaginer et concrétiser des projets constructifs et créatifs et enraciner à nouveau dans la population la conviction que les choses peuvent changer –en mieux, enfin. •

Florence Gerber

Communauté religieuse

Taizé: pas seulement en Europe!

Qui n'a pas entendu parler du pèlerinage de la confiance qui va avoir lieu à Genève et dans ses environs à la fin de l'année? Plus de trente mille jeunes sont attendus, et il reste encore bien des places à trouver dans nos foyers pour les loger.

De par cet important événement en préparation, on commence à mieux connaître les pèlerinages de la confiance organisés chaque année en Europe par la communauté de Taizé. Cependant, les frères de cette communauté sont présents sur d'autres continents, notamment en Amérique latine depuis de nombreuses années.

Au Brésil, il existe une communauté de Taizé à Alagoinhas, au sein d'une des régions les plus pauvres du pays –le sertão– touchée régulièrement par de terribles sécheresses. Les frères de Taizé ont créé plusieurs activités sociales, au travers d'une fondation, qui est aujourd'hui pionnière dans l'intégration des personnes handicapées. Des «jornadas» (pèlerinages) de la confiance sont également organisées dans le pays depuis plusieurs années. En octobre de l'année passée, plusieurs centaines de jeunes se sont retrouvés à Chapecó, dans le Sud du Brésil. Le diocèse de Chapeco est habité en majorité par des familles paysannes. Celles-ci reçoivent depuis longtemps l'appui de l'Eglise, afin d'améliorer leurs conditions de vie et de maintenir leurs moyens d'existence: terre, semences, crédit... Plusieurs organisations nées dans la mouvance de l'Eglise ont pris le relais et soutiennent les organisations paysannes, et de fait, Chapecó est aujourd'hui une des régions du Brésil où l'agriculture familiale est la mieux organisée et la plus combative. Les jeunes participants de la «jornada» ont ainsi pu loger dans des familles paysannes, dont le vécu est d'une richesse exceptionnelle, de par les expériences qu'elles ont accumulées au sein de leur association, leur coopérative, des groupes de femmes, de jeunes, etc.

Une rencontre latino-américaine à Cochabamba

Mais cette année, c'est la Bolivie qui était à l'honneur. Il y a deux mois, 7000 jeunes provenant de plusieurs pays du continent sud-américain se sont retrouvés à Cochabamba. Toutes les régions de Bolivie étaient représentées, et des participants de 32 pays étaient présents. Dans les jours qui ont précédé la rencontre, un frère de Taizé a écrit en parlant des Boliviens: *«C'est un peuple qui sait faire sentir à chacun, d'où qu'il vienne, qu'il est à la maison. Leur capacité d'improvisation est inégalable. Il vaut mieux ne pas trop programmer et voir au fur et à mesure ce qui se passe... La capacité de réaction des gens est surprenante.»* Humm... Gageons que nous –hôtes genevois, vaudois et de France voisine– saurons en prendre de la graine! D'autant plus que les conditions matérielles d'organisation sont sans doute plus favorables sous nos latitudes: nous n'avons en effet pas à craindre de panne générale d'électricité au moment de la prière qui marquera l'ouverture de la rencontre, comme cela s'est passé à Cochabamba.

Autres conditions et autres priorités dans un pays où les communautés andines ont vécu une longue histoire de discrimination, les chants de Taizé ont été chantés aussi en quechua et en aymara, langues maternelles de la majorité des participants.

Une rencontre marquée par la réconciliation

Dans les mois qui précédaient la rencontre, Roxane, une jeune bolivienne posait la question suivante: *«Les jeunes peuvent-ils croire en un Dieu qui ne peut que donner son amour, alors que la violence et la douleur se déchaînent?»* Le contexte social en Bolivie est à la fois marqué par un fort espoir de changement et par des conflits très durs et des incertitudes. Comment alors garder l'espérance? Dans son homélie, l'évêque de Cochabamba, Mgr Tito Solari a invité les jeunes à créer des *«microclimats de réconciliation»* là où ils vivent, et il les a appelés à ne pas traverser la vie, à ne pas traverser l'histoire sans laisser une trace, sans marquer le chemin. A la suite de la rencontre, l'évêque de El Alto, Mgr Obispo, dans une lettre ouverte, a appelé les jeunes à être des agents de réconciliation, et à éviter notamment toute parole et tout geste de discrimination et d'exclusion. Au contraire, dit-il, *«nous manifesterons toujours le respect et la tolérance active envers toute les personnes et toutes les cultures. Nous ouvrirons notre cœur à toutes les personnes et cultures de notre pays et du monde entier.»* Il a également appelé les jeunes à apporter à l'Eglise et à la société l'espérance que la Réconciliation et la Fraternité sont possibles en Bolivie et dans le monde. Il a conclu en rappelant que durant la Rencontre de Cochabamba, *«tous ont fait l'expérience qu'en vivant des expériences d'écoute, de dialogue et de partage, naît une joie que rien ne peut éteindre»*. Conclusion qui ne peut que réjouir tous ceux qui sont engagés dans la préparation de la Rencontre de Genève, ainsi que tous les jeunes qui se sont inscrits et se préparent à venir nous rejoindre. ●

Virginie Estier dos Santos

Source: www.taize.fr

MERCI DE PAYER VOTRE ABONNEMENT 08!

Le COTMEC-Info en chiffres

Vous trouverez, encarté dans ce numéro, un bulletin de versement qui vous permettra de payer votre abonnement au COTMEC-INFO pour l'année prochaine. Vous êtres aujourd'hui plus de 1600 abonnés en Suisse, ainsi que plus de 300 à l'étranger. 250 exemplaires sont diffusés dans diverses paroisses et communautés de Suisse romande. Et, près d'une cinquantaine d'entre vous ont désormais opté pour recevoir notre bulletin par la voie électronique. Nous remercions tous nos abonnés pour leur fidélité et vous souhaitons de chaleureuses fêtes de Noël. ●

La rédaction

JAB
1200 Genève 2

Cotmec, Commission Tiers Monde
de l'Eglise Catholique
16, bd du Pont-d'Arve, 1205 Genève
tél. 022 809 00 78, fax 022 708 00 79
cotmec@worldcom.ch
www.cotmec.ch
CCP: 12-21551-1 Abonnement: 25 CHF/an
Rédactrice responsable: Martyna Olivet
Imprimerie: Fornara, Ge
Maquette: Pascale Castella

Alerte

Frère Henri à nouveau menacé de mort

Le frère Henri Burin des Roziers, invité par la COTMEC en mars de cette année, est à nouveau menacé de mort. Lors de la présentation du film «La légende de la terre dorée» sur le travail esclave au Brésil, Frère Henri avait rappelé qu'il a été menacé de mort à plusieurs reprises, mais que son double statut de prêtre et d'avocat lui offrait une certaine protection. Cependant, nous avons appris qu'en octobre dernier, la Police Militaire du Pará a été informée que des tueurs à gage avaient été engagés pour l'assassiner pour une valeur de 50.000 Reais (environ 45.000 CHF). Frère Henri est sous protection de la police depuis plus de deux ans (depuis l'assassinat de Soeur Dorothy), mais il semble que celle-ci ne soit pas très active dans son enquête, afin de découvrir et d'arrêter les tueurs à gage, avant que ceux-ci ne passent à l'action. La COTMEC s'est jointe à l'Action de Carême et à Pain pour le Prochain et a écrit une lettre au gouverneur de l'Etat du Pará, au Brésil, afin que tout soit mis en œuvre pour garantir la protection de frère Henri, ainsi que pour démasquer et faire traduire en justice les responsables présumés de ces actes. ●

Virginie Estier dos Santos

Agenda

Du 24 au 26 janvier 2008 au Forum de Meyrin, **2e Carrefour genevois de la Solidarité** organisé par la Fédération genevoise de coopération. Sur le thème «Migration: dernière chance du développement?», des conférences, ateliers, concerts et expositions.
Programme complet: www.fgc.ch

Publication

L'Eglise protestante et l'apartheid

C'était l'époque où l'apartheid sévissait, où le CETIM publiait une étude sur les relations économiques entre la Suisse et l'Afrique du Sud. L'époque où le Conseil Oecuménique des Eglises rendait publique une liste des entreprises actives en Afrique du Sud, parmi lesquelles plusieurs firmes suisses figuraient dans le peloton de tête. Cette liste et la décision du COE de se défaire de toutes ses participations dans les sociétés concernées fit l'effet d'une bombe au sein de plusieurs Eglises réformées européennes. A la FEPS, (Fédération des Eglises Protestantes de Suisse), le débat fit rage, opposant des Romands plus proches des positions du COE et des Alémaniques plus proches des milieux économiques. L'ouvrage «L'Eglise compromise?» de Lukas Zurcher nous fait revivre une période d'une vingtaine d'années, durant laquelle la FEPS a été constamment écartelée entre deux conceptions: d'une part, le souci de maintenir à tout prix le dialogue et la médiation (avec les milieux économiques suisses, entre les Eglises blanches et les Eglises noires sud-africaines) et d'autre part, la volonté de condamner fermement l'apartheid et tous les acteurs soutenant le régime ségrégationniste. Une position défendue par le COE, le Groupe Eglises du Mouvement Anti-apartheid de Suisse (MAAS) et par les œuvres d'entraide. A quand un ouvrage faisant le bilan des positions de l'Eglise catholique suisse sur la question? ●

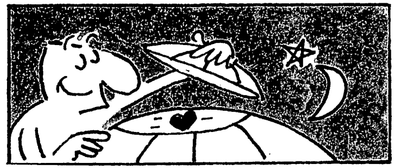
Virginie Estier dos Santos

«L'Eglise compromise? La Fédération des Eglises protestantes de Suisse et l'apartheid (1970-1990)», Lukas Zurcher, Editions Labor et Fider, 2007

info cotmec

commission tiers monde
de l'Eglise catholique

n°294 / Décembre 2007 / Genève



édito

Parlons «bien»

Est-ce la période de l'année? Le gris plombé du ciel du cœur de l'Europe? Ou plutôt un agacement vis-à-vis de la place accordée à la «mise en scène de l'obscène» relayée par tant de canaux de diffusion. Toujours est-il que pour «faire Noël», l'inspiration de notre comité de rédaction vagabondait du côté des trains qui arrivent à l'heure; des petits bonheurs et autres statistiques positives souvent reléguées au rang de «non-événements». Aurait-on oublié qu'une information porteuse de sens et d'espoir participe nécessairement à l'élaboration d'une vision constructive du monde?

Heureusement pas! Et nous ne sommes pas les seuls à guetter des sons de cloche dissidents: courant 2006, le journal français la Croix publiait une série d'articles intitulés «Ce qui va mieux dans le monde». Un thème désormais pérennisé par une chronique régulière. En 2007, un lecteur nous signalait la création d'une agence de presse issue de l'association Reporters d'Espoirs. En librairie, l'ouvrage «Passeurs d'espoir», témoignage d'une famille à la rencontre d'hommes et de femmes engagés aux quatre coins du monde, se taillait un joli succès. Ouf! Il semblerait que le besoin d'une information qui aille au-delà de la désespérance et de la demande d'assistance soit réel mais peu alimenté.

Certains points positifs devraient nous parvenir autrement que par l'intermédiaire de maigres entrefilets. Au hasard, quelques-uns relevés cette année: l'étude de l'UNICEF sur la baisse record de la mortalité infantile dans le monde, celle de l'UNEP qui recense un nombre supérieur d'accords autour de la gestion de l'eau que de conflits générés par l'or bleu, ou encore le programme interreligieux mené en Afrique pour lutter contre les mutilations génitales des fillettes. Ces petites avancées sont le fruit du patient travail de femmes et d'hommes qui n'ont pas renoncé. Dire ce qui va mieux, c'est aussi dire ce qui reste à faire. Et en faisant une place à leur témoignage, il nous sera possible, arguments à l'appui, de répliquer à ceux qui se demandent encore «pourquoi ça ne va pas plus mal?». ●

Martyna Olivet

éclairage

Petites avancées...

Je ne résiste pas à vous confier quelques lignes d'un courrier de Noël. Celle qui me l'envoie est une amie africaine et son pays m'est tout aussi cher. Ses propos à la fois m'émeuvent et me confondent. Moi qui rouspète contre les retards des trains, le prix des livres, la lenteur de la poste et la saleté des trams. Désagréments qui suffisent à me faire sortir des gonds!

Mais lisez plutôt: «La criminalité et le banditisme, les blocages des institutions, les détournements des biens publics, la hausse du prix des denrées de première nécessité sont devenus notre lot quotidien. C'est à croire que la crise que traverse notre pays n'aura jamais de fin.»

Toutes ces «joyeusetés» sont donc le pain quotidien de Laetitia et de ses concitoyens. On comprendrait aisément qu'ils en arrivent à «péter les plombs». Et bien, non ! Ma correspondante continue bravement: «On ne peut tout de même pas nier qu'il existe quelques avancées: on entend moins souvent le crépitement des armes à feu; les gens circulent plus au moins librement dans tout le pays. Ce qui n'était pas le cas il y a quelques temps.»

Merci, chère amie, de nous faire part de ces «avancées». Je reconnais là ta modestie et ta sagesse bien africaine. «C'est déjà ça !», as-tu l'air de dire. «C'est toujours bon à prendre. On ne va pas faire la fine bouche!»

Et pour conclure, tu fais une profession d'espérance: «Dans un futur proche, notre pays va connaître la paix et la prospérité».

Puisse le Ciel t'entendre, chère Laetitia! Et les hommes aussi! ●

Guy Musy

Table ronde

Réfugiés climatiques

Notre siècle sera par excellence celui des réfugiés climatiques. Même si nous parvenons à maîtriser les équilibres climatiques, les conséquences des bouleversements déjà engendrés auront un impact sur les populations les plus vulnérables. Qui portera assistance à ces migrants d'un genre nouveau sans statut légal reconnu? Le 26 janvier prochain, la COTMEC animera un atelier sur ce thème dans le cadre du deuxième Carrefour de la solidarité de la FGC. (Forum de Meyrin, samedi 26 janvier à 16h30)

D'un côté les hommes, de l'autre côté les lois. Entre deux, peu de passerelles pour échapper à un «déluge» annoncé de longue date. Pourtant, la réalité des réfugiés climatiques n'est plus un scénario futuriste: l'ONU estime à 150 millions les personnes qui prendront le chemin de l'exode d'ici la fin du siècle suite aux conséquences du réchauffement climatique. Ce nouveau type de migrants est issu, en majorité, des régions les plus fragiles de notre planète: zones côtières, petits archipels, régions semi-désertiques, etc. Ce sont des zones densément peuplées où la survie des habitants est fortement liée à la qualité de leur environnement. Ils voient leur capacité de production de nourriture, d'accès à l'eau potable et à des sources de revenus menacés par la montée des eaux et le recul des forêts. Ironie du destin, ce sont les populations qui auront le moins contribué aux émissions de gaz à effet de serre, base du réchauffement actuel et futur, qui se voient le plus directement menacés par ce dernier.

Les pays industrialisés, gros émetteurs, ne peuvent ignorer leur responsabilité dans le drame annoncé des pays touchés par les réfugiés climatiques. Pourtant, à l'heure actuelle, aucune justice climatique ne les oblige à prendre des actions pour aider ces pays à mettre en place des dispositifs d'adaptation ou de mitigations face aux bouleversements climatiques. Quant à la communauté internationale, elle commence à se pencher sérieusement sur le vide juridique qui entoure le statut de réfugiés climatiques.

Nous nous trouvons dans un contexte d'indispensable partage du «fardeau» économique des conséquences du réchauffement climatique, saurons-nous y répondre à temps? C'est là tout l'enjeu de la table ronde organisée par la COTMEC en janvier prochain. •

Martyna Olivet

La banque du Sud

Du nouveau pour faire du vieux?

Début octobre, les ministres de l'Economie de sept pays d'Amérique du Sud –l'Argentine, la Bolivie, le Brésil, l'Equateur, le Paraguay, l'Uruguay et le Venezuela– ont finalement lancé une nouvelle institution dont on parlait depuis des mois sans vraiment y croire: la Banque du Sud.

Cette nouvelle banque devrait, à partir de l'année prochaine, financer en priorité des projets de développement publics et privés, qui favoriseront l'intégration économique de l'Amérique du Sud et la réduction des inégalités. Même si de nombreux aspects restent encore à définir, il a d'ores et déjà été décidé que chaque pays membre aura droit à un vote au conseil d'administration. Cette nouvelle démarche s'inscrit dans une volonté politique de créer des instruments au niveau régional, tout en s'affranchissant d'institutions multilatérales, où les pays latino-américains n'ont que peu de poids.

Cette initiative a eu un écho très important sur le plan international, et également au sein des pays membres. De nombreuses organisations de la société civile ont suivi de près les discussions et se sont exprimées le mois passé, en envoyant une lettre aux présidents des 7 pays-membres. Cette lettre a été commentée lors d'un des ateliers du symposium du CETIM sur la coopération internationale, atelier qui portait sur les nouvelles perspectives offertes par la banque du Sud.

La société civile attentive

Lancée par de nombreux réseaux, notamment celui de Jubilée Sud, cette lettre ouverte souligne en premier lieu l'énorme espoir suscité par la création de la banque du Sud: *«Nous sommes convaincus que la décision prise de créer la Banque du Sud peut représenter un immense pas en avant et une opportunité non seulement pour l'Amérique du Sud, mais aussi pour d'autres régions de l'Hémisphère Sud.»*

Par ailleurs, les organisations rendent attentif au fait que cette banque devrait promouvoir un nouveau modèle de développement, libérant l'économie des pays d'Amérique du Sud du modèle «agro-minier-exportateur», qui ne fait que freiner leur développement, tout en accroissant les inégalités sociales et les dommages écologiques. Pourquoi en effet créer de nouvelles institutions, si c'est pour répéter les mêmes erreurs que le FMI et la Banque mondiale? C'est l'avenir qui le dira, d'où l'importance d'observer de près les décisions qui seront prises dans les prochains mois, car elles donneront le cadre et les priorités de la nouvelle banque. • *Virginie Estier*

Témoignage

Voyage au Mexique: quelles suites?

Une délégation composée de représentant-es du parlement et des Églises suisses s'est rendue au Mexique du 8 au 18 novembre 2007 pour visiter les Etats d'Oaxaca et du Chiapas. Un voyage mis sur pied par PROPAZ programme de promotion de la paix et des droits humains de l'EPER, Caritas et Action de Carême, sous l'égide de Pain pour le Prochain, la Conférence des évêques suisses et la Fédération des Églises protestantes de Suisse. Bilan du voyage: un dialogue constructif a pu se nouer entre les représentants suisses et les personnes actives en matière de droits humains au Mexique.

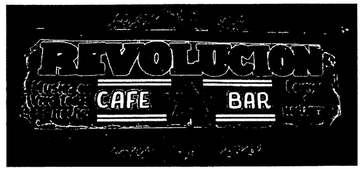
Ce projet trouve son origine dans le programme suisse d'observation du Mexique du sud, qui a envoyé des délégations d'observation parlementaires et ecclésiastiques de 1999 à 2002. Une nouvelle mission devenait indispensable, la constellation politique ayant fortement changé en 2006. Cette année a en effet vu l'avènement du gouvernement de Felipe Calderon et des gouverneurs Juan Sabines au Chiapas et Ulysse Ruiz à Oaxaca.

Contexte politique: un survol

Durant 70 ans, jusqu'en l'an 2000, le parti révolutionnaire institutionnel (PRI) a régné sans partage et d'une main de fer sur le Mexique. De 2001 à 2005, la présidence de Vicente Fox, membre du parti de l'action nationale (Partido Accion Nacional, PAN), a permis au pays d'amorcer une légère ouverture. Mais son successeur et actuel président Felipe Calderon Hinojosa met à nouveau l'accent sur la sécurité et le contrôle. Or, c'est de justesse qu'il a gagné les élections en 2006. Ses adversaires, les représentants du parti de la révolution démocratique (PRD, de tendance social-démocrate) évoquent une tricherie électorale.

Première étape: Oaxaca

Avec le Chiapas et le Guerrero, Oaxaca est l'un des Etats les plus pauvres du pays et compte 20% d'autochtones. Depuis 2006, cet Etat du sud du Mexique vit un conflit larvé. D'un côté, un syndicat d'enseignant-e-s particulièrement actif dans la lutte sociale et intégré dans l'Assemblée populaire des Peuples d'Oaxaca (APPO). De l'autre, le gouvernement étatique. Le gouverneur Ruiz Ortiz, membre conservateur du PRI, règne de manière très autoritaire sur cet Etat, qui voit croître les inégalités sociales et la marginalisation de sa population indigène.



Après une première grève des enseignant-e-s en mai 2006, la population s'est mobilisée le 14 juin contre les inégalités et la corruption de l'Etat, une manifestation violemment réprimée. La plupart des manifestant-e-s appellent à une résistance pacifique et civile, mais la violence éclate parfois et est vue par certain-e- comme une réponse justifiée à la violence de l'Etat. Plusieurs membres du mouvement ont été arrêtés et emprisonnés. Amnesty international a constaté des disparitions et des tortures. Les auteurs des violations des droits humains restent impunis, ce qui augmente la révolte et le sentiment d'injustice des mouvements populaires. Résultat: plus de 20 morts, des centaines de blessés et des centaines de détenus. Et le tourisme, une des ressources économiques principales de ce magnifique territoire, est à terre.

Notre délégation a rencontré des représentant-e-s de l'APPO, d'organisations de défense des droits humains, de mouvements de femmes, d'anciens prisonniers et de proches de détenu-e-s ou de personnes assassinées par les forces de police ou les paramilitaires. Nous avons aussi discuté avec des personnalités dirigeantes des populations indigènes, des membres du parlement, l'évêque et des ecclésiastiques des communautés de base. Nous avons vu de nos propres yeux comment la répression, la violation des droits humains, la marginalisation extrême, la corruption ouverte et l'absence de justice ont amené de larges cercles de la population à la résistance publique. Nous avons également ressenti la peur des personnes qui sont sous mandat d'arrêt ou reçoivent des menaces de mort.

Deuxième arrêt: le Chiapas

Le conflit du Chiapas se fonde sur le paradoxe d'un Etat riche, mais doté d'une des populations les plus pauvres de la nation. Dans cette région, qui génère 35% de l'énergie électrique du pays, 34% des maisons n'ont pas l'électricité. Dans cette zone riche en pétrole, en ressources naturelles et agricoles, près de 60% de la population survit à peine avec un salaire minimal. 60% des enfants d'âge scolaire ne peuvent aller à l'école, le taux d'analphabétisme atteignant 30%. Et seule 57% de la population a accès aux canalisations d'eau potable.

La discrimination raciale envers la population indigène est très marquée. Si le néolibéralisme et

la mondialisation tendent à renforcer l'exclusion, trois autres facteurs exacerbent la marginalisation de la population paysanne et indigène: la chute des prix du café en 1989, la réforme de l'article 27 de la Constitution en 1992 (qui, en facilitant la commercialisation des terres, a signifié un affaiblissement du système 'ejidal', structure fondamentale de l'organisation communautaire indigène) et la signature du Traité de Libre Commerce entre les Etats-Unis, le Canada et le Mexique, entré en vigueur le 1er janvier 1994.

Le Chiapas compte environ 4 millions d'habitants, dont près d'1 million d'indigènes, qui ne sont pas reconnus par la Constitution. C'est le soulèvement armé des zapatistes qui a attiré l'attention sur leur terrible situation. Le 1er janvier 1994, l'EZLN (Armée zapatiste de libération nationale) s'est en effet soulevée pour plus de justice, de démocratie, de liberté et contre le néolibéralisme. Après un bref conflit armé avec le gouvernement mexicain, les zapatistes ont cessé la lutte armée et poursuivi leur but avec des moyens politiques. Lors des conventions d'armistice, l'évêque de San Cristobal, Samuel Ruiz, que nous avons eu la chance de rencontrer, a joué un rôle déterminant. Ses efforts de promotion de la paix ont été soutenus par une délégation d'observation envoyée par les œuvres d'entraide suisse, dont l'EPER.

Notre délégation a rencontré des gens de tous bords. Nous avons rendu visite à une communauté autonome zapatiste et vu les cliniques et coopératives de femmes construites par ces communautés autonomes. Nous avons aussi rencontré plusieurs organisations civiles actives en matière de droits humains. Notre constat: la situation au Chiapas se dégrade à nouveau. La criminalité organisée, notamment le narcotrafic, est puissante et sert de prétexte pour militariser la zone. Des paysans sont chassés de leurs terres, des assassinats sont commis en toute impunité et la migration venant d'Amérique centrale est criminalisée. Comme à Oaxaca, rien n'est entrepris par le ministère public ou les commissions officielles pour punir ceux qui violent les droits humains. Témoin de cette impunité, le massacre d'Acteal en décembre 1997, qui a vu 45 personnes, dont une majorité de femmes et d'enfants, tuées lors d'un service religieux. Nous avons rencontré des survivants et des jeunes gens traumatisés par l'évènement. Nous en avons parlé au ministère de l'intérieur du Chiapas et du Mexique, sans recevoir de réponses satisfaisantes.

Fin du voyage, suite du partenariat

Notre voyage nous a aussi permis de rencontrer le célèbre avocat chilien et spécialiste des droits humains Roberto Garréton, membre de la commission internationale des juristes, qui a présenté un rapport sur la situation des droits humains au département de l'ONU contre les détentions arbitraires. Nous avons pu le mettre en contact avec la mission suisse auprès des Nations Unies ainsi qu'avec des collègues à Genève: le 30 novembre, Maître Garréton –accompagné de deux avocats mexicains engagés pour les droits humains, Mme Alba Cruz Ramos du comité du 25 novembre d'Oaxaca et M Isaac Torres de la Ligue mexicaine de défense des droits humains, section Oaxaca– Mathilde Hanhart de l'EPER et moi-même avons rencontré la mission suisse auprès des Nations Unies.

La mission a constaté l'importance du rapport Garréton, qui décrit de manière crédible et précise la situation des droits humains à Oaxaca, notamment les disparitions forcées, les exécutions extra-judiciaires et les détentions arbitraires. Nous avons ainsi pu sensibiliser les autorités suisses sur la situation des droits humains au Mexique, ce qui est particulièrement important dans le contexte du dialogue politique actuel entre la Suisse et le Mexique. Une délégation du Département fédéral des affaires extérieures s'est rendue début décembre au Mexique dans le cadre de ce dialogue et a pu évoquer les problèmes que nous avons rapportés à l'issue de notre voyage. Un pas très important selon Maître Garréton, qui affirme: *«il est très utile pour la cause des droits humains que les officiels mexicains, lorsqu'ils rencontrent les officiels suisses, sentent que la situation est connue et que la communauté internationale les regarde.»*

Une autre rencontre à Genève entre les représentants mexicains et des membres des juristes progressistes ainsi que des membres de l'association TRIAL a également permis de créer des liens entre des juristes d'ici et d'ailleurs sensibles aux droits humains et impliqués dans la mise en œuvre des instruments internationaux prévus pour protéger et faire appliquer ces droits.

Vers une vraie démocratie

Les discussions aujourd'hui en cours pour la conclusion d'un traité de libre échange entre la Suisse et le Mexique devraient offrir l'occasion de dépasser la schizophrénie de l'Etat mexicain. Un Etat moderne, engagé pour les droits humains au niveau international et, tout à la fois, un Etat qui, à l'interne, laisse faire une police corrompue, des gouverneurs incapables et une justice inefficace. Les personnes que nous avons rencontrées nous ont priés de faire connaître leur situation: elles ne peuvent accéder à leurs médias, qui ne sont pas indépendants. Il nous faut donc utiliser nos moyens diplomatiques et faire pression pour que les discriminations soient éliminées et que le Mexique puisse développer une vraie démocratie, dans le respect des droits humains. •

Maria Roth-Bernasconi, Conseillère nationale, co-présidente des femmes socialistes suisses